



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

LETTER OF INTEREST

LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Special Projects/Projets Spéciaux

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage/, Phase III

Floor 10C1/Étage 10C1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet AUTO FINGERPRINT ID SYSTEM SOLUTION	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-153234/C	Date 2016-03-15
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-153234	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$ZL-107-29979
File No. - N° de dossier 107zl.M7594-153234	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-03-31	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Campbell, Jeff	Buyer Id - Id de l'acheteur 107zl
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1782 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-9235
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

8	Annexe B – Exigences du SAID	2.2.1 PROCESSUS CARTY	3.i 3.j 3.k	<p>i. La ligne n° 45 présente la transaction d'état interne (STI) transmise au SNS par le SAID aux fins de recherche inversée des empreintes digitales, qui indique que le traitement est amorcé et qu'il y a un changement d'état;</p> <p>j. La ligne n° 46 présente la transaction "PULL" transmise au SNS par le SAID, qui indique qu'une mise en œuvre initiale de la solution de renouvellement du SAID doit comprendre au moins cinq (5) postes de travail SAID dotés d'un appareil photo;</p> <p>k. La ligne n° 48 présente la fin du traitement, cependant, l'activité du SAID sera encore requise, traitée et consignée dans le journal d'activités du SNS. Par exemple, la recherche inversée des empreintes palmaires pourrait être traitée plus tard.</p>	<p>Le fonctionnement n'a pas été clairement compris... Est-il possible de mieux expliquer le flux de travail?</p>	<p>Il est possible de bien comprendre ces exigences uniquement en tenant compte également du DCI du SAID. Par exemple, la transaction d'état interne (STI) peut correspondre à différents états, donc, selon la mesure adoptée par l'utilisateur, un état spécifique sera transmis.</p> <p>De plus, l'annexe G est responsable du flux de travail, sera modifiée afin de mieux décrire le flux de travail entre le SAID et la solution de renouvellement du SAID. Les données de la solution de renouvellement du SAID sont envoyées au SNS, qui les traite et les transmet à l'appareil photo. Les données sont envoyées au SNS, qui les traite et les transmet à l'appareil photo.</p> <p>Sur les empreintes digitales dans la solution de renouvellement du SAID. Si une soumission est traitée automatiquement (c.-à-d. certification automatique, règle automatique de la qualité, pas de recherche inversée, etc.) le processus est alors entièrement automatique. Si la soumission n'est pas automatique, il faut une intervention de l'utilisateur. Les interventions des utilisateurs décrites dans l'EDT et dans les documents qui l'accompagnent, constituent un facteur dans la réponse au SNS. Le DCI du SAID explique en détails de l'interface avec le SNS.</p> <p>Les commentaires des soumissionnaires, il semble qu'il s'agit du SAID. Par exemple, pour la ligne n° 45, vous avez raison et la mesure adoptée par l'utilisateur détermine les données qui se trouvent dans la STI. Plus que l'utilisateur dispose d'un choix de mesures, la STI doit offrir cette souplesse. Pour la ligne n° 46, vous avez raison. Pour la ligne n° 48, vous avez raison et cela a trait à l'explication sur les exigences selon lesquelles plusieurs processus doivent être exécutés pour une soumission. Il est essentiel d'effectuer des que possible une recherche d'activité (l'empreinte d'activité) en tant que recherche de la base de données (d'activité). Les recherches inversées lancées par les empreintes d'activité entrantes ne sont pas urgentes et nécessitent une intervention manuelle; elles peuvent donc être effectuées plus tard. Toutefois, l'ITR, veut enregistrer toute activité et les données doivent être envoyées au SNS. Ceci est le processus de la solution de renouvellement du SAID.</p> <p>La formulation a été changée pour rendre l'exigence plus claire. La solution de renouvellement du SAID doit être un produit commercial. La solution de renouvellement du SAID ne peut pas être une solution provenant du développement d'un logiciel à partir de zéro. Le niveau du produit commercial est un critère obligatoire; c'est pourquoi la formulation à ce stade a été changée pour « La solution de renouvellement du SAID doit être un produit logiciel commercial ». Dans toute la mesure du possible, elle doit répondre aux exigences de la solution de renouvellement du SAID. Le DCI du SAID explique en détails de l'interface avec le SNS.</p> <p>Concernant pour un produit commercial qui répond à la plupart des exigences sans développement distinct. Concernant la formulation définitive de cette exigence, voir la version finale de la DDP relative au SAID.</p> <p>2) Le verbe devoir désigne des exigences obligatoires. Qu'il soit utilisé plusieurs fois dans le même paragraphe ne pose pas de problème car il désigne toujours des exigences obligatoires.</p> <p>3 et 4) Il n'est pas nécessaire que la phraseologie soit toujours la même pour chacune des exigences. Il est souhaitable que le soumissionnaire indique si un élément doit être expliqué plus clairement. Selon, la formulation « L'entrepreneur doit décrire sa stratégie en détail » est également claire car elle ajoute la précision que davantage de détails peuvent être nécessaires pour décrire efficacement cette exigence afin que la GRC comprenne clairement la proposition du soumissionnaire. Plus l'explication du soumissionnaire est claire, plus elle pourra être analysée efficacement.</p> <p>Il s'agit d'une faute de frappe. Le mot rouillées a été supprimé.</p>
9	Annexe B – Exigences du SAID	3.1. CONFORMITE DES PRODUITS COMMERCIAUX DU SAID	1 4 5	<p>1. Dans la mesure du possible, la solution de renouvellement du SAID doit être un produit logiciel commercial.</p> <p>4. L'entrepreneur doit procéder à la migration des fonctions propres à la GRC à mesure que le produit commercial de base du SAID évolue pendant la durée du contrat. La GRC doit pouvoir mettre à niveau le produit commercial au fur et à mesure de la publication des mises à niveau.</p> <p>5. L'entrepreneur doit décrire en détail sa stratégie de migration des fonctions propres à l'ITR à mesure que le produit commercial de base du SAID évolue pendant la durée du contrat. Il doit également expliquer la mesure dans laquelle son produit commercial comprendra des fonctions personnalisées, ainsi que la mesure dans laquelle sa stratégie réduira au minimum les perturbations en matière de disponibilité si la GRC décide de procéder à une mise à niveau.</p>	<p>1) La formulation a été changée pour rendre l'exigence plus claire. La solution de renouvellement du SAID doit être un produit commercial. La solution de renouvellement du SAID ne peut pas être une solution provenant du développement d'un logiciel à partir de zéro. Le niveau du produit commercial est un critère obligatoire; c'est pourquoi la formulation à ce stade a été changée pour « La solution de renouvellement du SAID doit être un produit logiciel commercial ». Dans toute la mesure du possible, elle doit répondre aux exigences de la solution de renouvellement du SAID. Le DCI du SAID explique en détails de l'interface avec le SNS.</p> <p>Concernant pour un produit commercial qui répond à la plupart des exigences sans développement distinct. Concernant la formulation définitive de cette exigence, voir la version finale de la DDP relative au SAID.</p> <p>2) Le verbe devoir désigne des exigences obligatoires. Qu'il soit utilisé plusieurs fois dans le même paragraphe ne pose pas de problème car il désigne toujours des exigences obligatoires.</p> <p>3 et 4) Il n'est pas nécessaire que la phraseologie soit toujours la même pour chacune des exigences. Il est souhaitable que le soumissionnaire indique si un élément doit être expliqué plus clairement. Selon, la formulation « L'entrepreneur doit décrire sa stratégie en détail » est également claire car elle ajoute la précision que davantage de détails peuvent être nécessaires pour décrire efficacement cette exigence afin que la GRC comprenne clairement la proposition du soumissionnaire. Plus l'explication du soumissionnaire est claire, plus elle pourra être analysée efficacement.</p> <p>Il s'agit d'une faute de frappe. Le mot rouillées a été supprimé.</p>	
10	Annexe B – Exigences du SAID	3.1. CONFORMITE DES PRODUITS COMMERCIAUX DU SAID	6	d. Empreintes palmaires nulles;	Empreintes palmaires nulles? Est-ce une erreur? Sur carte ou en ligne?	
11	Annexe B – Exigences du SAID	3.1. CONFORMITE DES PRODUITS COMMERCIAUX DU SAID	6	Id. Photos;	Photos de quoi : portrait? SMT? Combien de photos?	
12	Annexe B – Exigences du SAID	3.2 ENVIRONNEMENT SANS PAPIER	2	La solution de renouvellement du SAID doit permettre le traitement de documents papier à partir d'un poste de travail SAID au moyen d'un numériseur ou d'une caméra.	<p>L'alinéa 2 a été mis à jour pour préciser l'exigence. À ce stade, le texte suivant a été ajouté : appareil photo (équipement fourni par le gouvernement ou par l'entrepreneur). Ces appareils photos sont utilisés par le poste de travail du SAID pour les certifications papier, pour numériser un numéro de document de contrôle (DOC) sur un formulaire papier C216, pour récupérer un ensemble d'empreintes sur fichier, pour voir les empreintes sur papier ou pour d'autres utilisations définies dans le présent EDT et dans les documents qui l'accompagnent. »</p> <p>Concernant la formulation définitive de cette exigence, voir la version finale de la DDP relative au SAID.</p> <p>De plus, la remarque à la section 2.1.4 alinéa 3 a été modifiée comme suit : « Remarque : les sites avec transcodeur utilisent des appareils photos distincts, non inclus dans la portée du présent EDT, qui servent à saisir des images d'empreintes latentes. Ces images sont transférées manuellement au transcodeur avant l'envoi d'une soumission ».</p>	
13	Annexe B – Exigences du SAID	3.2 ENVIRONNEMENT SANS PAPIER	4	La mise en œuvre initiale de la solution de renouvellement du SAID doit comprendre au moins cinq (5) postes de travail SAID dotés d'un appareil photo.	Quelles images seront obtenues au moyen du numériseur?	
14	Annexe B – Exigences du SAID	3.2 ENVIRONNEMENT SANS PAPIER	5	La mise en œuvre initiale de la solution de renouvellement du SAID doit comprendre au moins cinq (5) postes de travail SAID dotés d'un appareil photo.	Quelles images seront obtenues au moyen d'un appareil photo?	
15	Annexe B – Exigences du SAID	3.2 ENVIRONNEMENT SANS PAPIER	5	Le paragraphe en question dit ceci : La mise en œuvre initiale de la solution de renouvellement du SAID doit comprendre au moins cinq (5) postes de travail SAID dotés d'un appareil photo.	<p>Vous devez préciser l'objet des appareils photo exigés à la section 3.2.5 de l'annexe B. Ces appareils photo servent-ils à saisir les images des empreintes latentes, ou à permettre la certification papier?</p> <p>Pour savoir comment l'appareil photo est utilisé, voir ligne 8 et commentaire sur la section 3.2(i).</p>	

16	Annexe B – Exigences du SAID	3.3 JOURNALISATION DES TRANSACTIONS	6	Les utilisateurs autorisés doivent pouvoir interroger les entrées du journal des transactions à titre de données opérationnelles, jusqu'au terme de la période d'archivage administratif. Au terme de la période d'archivage administratif, le journal des transactions passe à un état où seul le journal de vérification peut accéder à ses données.	Les entrées du journal des transactions doivent pouvoir être interrogées par l'utilisateur autorisé dans le journal de vérification. Explication de la reformulation : simplification de la rédaction de l'exigence pour permettre différentes solutions de mise en œuvre.	La GRC doit suivre une politique et cette information ne s'applique pas. Les exigences à l'égard de la politique de la GRC. Les données doivent être disponibles dans le cadre des activités habituelles jusqu'au terme de la période d'archivage administratif. Il s'agit d'un élément fondamental de la politique sur la sécurité et la vérification pour la GRC. La formulation demeure en telle quelle.
17	Annexe B – Exigences du SAID	3.3 JOURNALISATION DES TRANSACTIONS	8	Aux fins de journalisation, on trouvera ci-dessous des exemples de types d'activités ou d'événements qui indiquent la portée attendue de la journalisation dans la solution de renouvellement du SAID. Aux fins de journalisation, on trouvera ci-dessous des exemples de types d'activités ou d'événements qui indiquent la portée attendue de la journalisation dans la solution de renouvellement du SAID. Par conséquent, la liste suivante comprend les types d'activités à inclure dans la solution de renouvellement du SAID, mais sans s'y limiter : i. Certification d'empreintes décadactyliques ii. Certification d'empreintes latentes iii. Concordance un à un du SAID iv. Concordance un à plusieurs du SAID v. Conversion des empreintes décadactyliques vi. Conversion des empreintes latentes vii. Modification d'empreintes latentes viii. Vérification manuelle des empreintes décadactyliques ix. Vérification des empreintes latentes x. Document numérisé (sur papier ou électronique) xi. Conversion de texte xii. Contrôle de la qualité de l'image du document numérisé xiii. Contrôle de la qualité de l'image du document numérisé xiv. Codage automatique d'empreintes latentes xv. Signalement d'une erreur ou d'un rejet xvi. Contrôle de la qualité automatique des empreintes décadactyliques xvii. Vérification automatique des empreintes décadactyliques xviii. Codage des empreintes latentes du FBI xix. Vérification des empreintes latentes du FBI xx. Recherche des empreintes latentes du FBI xxi. Recherche inversée xxii. Vérification des recherches inversées xxiii. Certification des recherches inversées	Aux fins de journalisation, on trouvera ci-dessous des exemples de types d'activités ou d'événements qui indiquent la portée attendue de la portée attendue de la journalisation dans la solution de renouvellement du SAID. Ces exemples permettent de mieux saisir les exigences antérieures, qui indiquent que toutes les activités doivent être journalisées (voir le point 2 ci-dessus). La liste suivante comprend les types d'activités à inclure dans la solution de renouvellement du SAID, mais sans s'y limiter : a. Activités internes; i. Vérification/Certification; ii. Exécuter la recherche; iii. Contrôle de la qualité; iv. Récupération/Mise à jour; v. Conversion de texte; vi. Supprimer; vii. Copie papier b. Traitement des exceptions c. Activités de modification de la base de données : mise à niveau, création, suppression	La GRC a défini un ensemble minimum d'activités ou d'événements qui doivent être journalisés. Ces exigences tiennent compte des pratiques exemplaires et des exigences de la GRC et du gouvernement du Canada pour la journalisation des activités dans un environnement sûr comme la GRC. Il serait impossible pour la GRC de prendre en charge ses exigences fondamentales en matière de rapport de journalisation de vérification de sécurité avec les activités minimales proposées. Les activités minimales définies sont toutes des activités et des événements opérationnels et non des activités de vérification de la GRC et du gouvernement du Canada en matière de sécurité et de vérification. Formulation inchangée.
18	Annexe B – Exigences du SAID	3.4.4 ORDRE DE TRAITEMENT	1	La solution de renouvellement du SAID doit refléter automatiquement la séquence des travaux afin que tous les travaux soient traités conformément à l'objectif de prestation de services.	Cela comprend-il la gestion préventive des priorités? Explication de la reformulation : Clarification des journaux dans des ensembles génériques qui répondent aux besoins tels qu'ils ont été compris.	Si la GRC comprend bien la question, la réponse est non, cela ne comprend pas la gestion préventive des priorités, les transactions en cours d'exécution ne doivent pas être interrompues. La transaction suivante à exécuter doit être celle dont le niveau de priorité est le plus élevé à ce moment-là.
19	Annexe B – Exigences du SAID	3.4.4 ORDRE DE TRAITEMENT	1	La solution de renouvellement du SAID doit refléter automatiquement la séquence des travaux afin que tous les travaux soient traités conformément à l'objectif de prestation de services.	Justification de la reformulation – Permettre le recours à différentes solutions, afin que tous les travaux satisfassent aux objectifs de prestation de services.	La demande de reformulation implique qu'il n'existerait d'aucune exigence obligatoire à une exigence créée. Ils ont noté que chaque est « doit » remplacé par « devrait ». La GRC a tenté à ce que toute solution proposée puisse être modifiée de manière à remplir l'exigence considérée. Si l'on en fait un critère coté, le GRC n'aura aucun moyen de s'assurer que les recherches descriptives se feront selon un certain niveau de priorité et de manière à remplir les objectifs de prestation de services. Une exigence cotée (c.-à-d. associée au conditionnel « devrait ») n'a pas à être satisfaite. Sur erreur de la part de la GRC, il semble que la reformulation proposée reviendrait à demander à pouvoir traiter une transaction, peu importe son niveau de priorité et peu importe le nombre de transactions en cours d'exécution. La GRC ne peut pas travailler automatiquement sur les travaux, opération visant à lui présenter le travail qu'il a la priorité la plus élevée, sans que l'utilisateur ait à déterminer lui-même quel est ce nouveau travail prioritaire. Les objectifs de prestation de services pourraient donc ne pas être atteints.

20	Annexe B – Exigences du SAID	3.4.5 CONTRÔLE OPÉRATIONNEL ET SURVEILLANCE DE LA CHARGE DE TRAVAIL	1	<p>La solution de renouvellement du SAID doit offrir des capacités sous-jacentes de gestion du flux des travaux qui permettent :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. d'acheminer automatiquement le travail au processus approprié; b. de transmettre des notifications; c. de rendre le travail accessible aux utilisateurs selon leur rôle, leur profil, leur lieu et le statut des opérations; d. de contrôler la charge associée aux opérations en surveillant les travaux en cours et en attente pour chaque type de transaction externe; e. de faire le suivi de l'état des transactions; f. de permettre aux utilisateurs autorisés de visualiser les statistiques globales; g. de permettre aux utilisateurs de se servir des filtres afin de visualiser les transactions dans la file d'attente et de surveiller les activités. Ces filtres doivent inclure les données de base des transactions, les données de l'entête des transactions (empreintes latentes, la date et l'heure de réception, le type de transaction externe et le code de conservation, l'état, le rôle et l'identificateur d'organisme d'origine. Ils doivent être applicables selon le rôle de l'utilisateur. Par exemple, un superviseur doit être en mesure de filtrer les transactions qui lui sont transmises aux fins d'exécution requises en vertu de la sous-section 3.6) et de permettre aux utilisateurs autorisés de les afficher. 	<p>La solution de renouvellement du SAID doit offrir des capacités sous-jacentes de gestion du flux des travaux qui permettent :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. d'acheminer automatiquement le travail au processus approprié; b. de transmettre des notifications; c. de rendre le travail accessible aux utilisateurs selon leur rôle, leur profil, leur lieu et le statut des opérations; d. de contrôler la charge associée aux opérations en surveillant les travaux en cours et en attente pour chaque type de transaction externe; e. de faire le suivi de l'état des transactions; f. de permettre aux utilisateurs autorisés de visualiser les statistiques globales; g. de permettre aux utilisateurs de se servir des filtres afin de visualiser les transactions dans la file d'attente et de surveiller les activités. Ces filtres doivent inclure les données de base des transactions, les données de l'entête des transactions (empreintes latentes, la date et l'heure de réception, le type de transaction externe et le code de conservation, l'état, le rôle et l'identificateur d'organisme d'origine. Ils doivent être applicables selon le rôle de l'utilisateur. Par exemple, un superviseur doit être en mesure de filtrer les transactions qui lui sont transmises aux fins d'exécution requises en vertu de la sous-section 3.6) et de permettre aux utilisateurs autorisés de les afficher. 	<p>Si la GRC comprend bien, on dit que l'exigence énoncée au point h) est considérée comme exigence cotée et non pas obligatoire. La réformulation n'a pas pour but de permettre différentes solutions afin de satisfaire à l'exigence considérée. La réformulation laisse entendre que la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée.</p> <p>Sur le plan opérationnel, il est essentiel que la GRC puisse repérer les transactions en retard. L'exigence demeure donc obligatoire.</p>
21	Annexe B – Exigences du SAID	3.4.5 CONTRÔLE OPÉRATIONNEL ET SURVEILLANCE DE LA CHARGE DE TRAVAIL	2	<p>La solution de renouvellement du SAID doit prendre en charge le contrôle opérationnel et la surveillance des charges de travail. Elle doit être dotée des fonctions suivantes afin d'assurer l'efficacité du contrôle et de la surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. présentation de statistiques globales sommaires, par file d'attente (nombre total de transactions en file, date et heure de la transaction la plus récente et de celle la moins récente, nombre total de transactions en retard, nombre total de transactions pour chaque priorité); b. surveillance des files d'attente de travaux, affichage du contenu d'une transaction dans la file d'attente, affichage des statistiques sommaires; c. impression des statistiques surmontonnées. 	<p>La solution de renouvellement du SAID doit prendre en charge le contrôle opérationnel et la surveillance des charges de travail. Elle doit être dotée des fonctions suivantes afin d'assurer l'efficacité du contrôle et de la surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. présentation de statistiques globales sommaires, par file d'attente (nombre total de transactions en file, date et heure de la transaction la plus récente et de celle la moins récente, nombre total de transactions en retard, nombre total de transactions pour chaque priorité); b. surveillance des files d'attente de travaux, affichage du contenu d'une transaction dans la file d'attente, affichage des statistiques sommaires; c. impression des statistiques surmontonnées. 	<p>La réformulation n'a pas pour but de permettre différentes solutions afin de satisfaire à l'exigence considérée. La réformulation laisse entendre que la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. Dans le nouvel énoncé, rien n'évoque la possibilité que l'exigence pourrait être satisfaite d'une autre façon.</p> <p>La GRC ne voit pas bien pourquoi, selon la réformulation proposée, le sous-montaire convient que le « nombre de transactions en retard » est une statistique importante, tout en considérant le « nombre total de transactions en retard » comme une statistique importante qui doit figurer dans les rapports. La GRC s'attend à ce que le nombre total de statistiques importantes qui doivent figurer dans les rapports, et elle juge la priorité des transactions essentielle dans le cadre des traitements effectués dans le SAID; ces deux informations doivent donc être fournies par la solution proposée. L'énoncé demeure donc tel quel, sans réformulation. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il n'est question ici d'une exigence de base.</p> <p>Quelle que soit la solution considérée, elle doit pouvoir imprimer des statistiques, sans qu'il n'y ait un grand besoin de valeur; ou alors, il faut prévoir quelque autre méthode de production de rapports afin de permettre l'utilisation des données et la création d'un outil de production de rapports et d'impression. La GRC ne se montre pas intéressée par l'inclusion d'un outil de production de rapports distinct dans les exigences entourant le SAID. La possibilité d'imprimer des statistiques doit demeurer une exigence obligatoire.</p>
22	Annexe B – Exigences du SAID	3.4.6 FONCTIONS DE LA FILE D'ATTENTE	10	<p>La solution de renouvellement du SAID doit permettre à l'utilisateur de renvoyer un travail à un bassin général de travaux, ou de l'attribuer à une personne ayant un rôle de gestionnaire de travail, ou de l'attribuer dans une note à propos du travail (empreintes latentes ou de données).</p>	<p>La solution de renouvellement du SAID doit permettre à l'utilisateur de renvoyer un travail à un bassin général de travaux, ou de l'attribuer à une personne ayant un rôle de gestionnaire de travail, ou de l'attribuer dans une note à propos du travail (empreintes latentes ou de données).</p>	<p>La demande de réformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence cotée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La réformulation n'a pas pour but de permettre de différentes solutions afin de satisfaire à l'exigence considérée. Les exigences cotées ne sont pas obligatoires; on n'est donc pas tenu d'y satisfaire. Dans le nouvel énoncé, rien n'évoque la possibilité que l'exigence pourrait être satisfaite d'une autre façon.</p> <p>La GRC s'attend à ce que toute solution proposée puisse être retouchée de manière à remplir l'exigence considérée. Si l'exigence n'est pas satisfaite, la GRC ne pourrait pas appliquer comme il faut ses politiques et procédures pertinentes. L'énoncé demeure donc tel quel, sans réformulation. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il n'est question ici d'une exigence de base.</p>

[illegible]

43	Annexe B – Exigences du SAID	3.6 DONNÉES VOLUMÉTRIQUES ET PRESTATION DE SERVICES	Tableau 2 : Volumes à traiter par la solution de renouvellement du SAID – 2019	5	Le paragraphe en question dit ceci : Les données volumétriques des empreintes litées se mesurent en « recherches ». À l'heure actuelle, il y a en moyenne deux (2) recherches configurées par image d'empreintes litées, soit la recherche automatique initiale et une recherche supplémentaire à configuration distincte. La solution de renouvellement du SAID doit permettre jusqu'à quatre images par motif (PS) recherches configurées par empreinte litée.	TPSCB peut-il préciser si les 99 recherches configurées par empreinte litée sont déjà prises en compte dans les volumes à prévoir par jour ou aux heures de pointe indiqués au tableau 2 de la page 51?	Il s'agit du nombre maximal de recherches configurées que doit permettre la solution de renouvellement du SAID. – 2019 s) tiennent déjà compte de la moyenne des recherches configurées. Veuillez prendre note que ces volumes seront probablement ajustés dans la version définitive de la DDP.
44	Annexe B – Exigences du SAID	3.6 DONNÉES VOLUMÉTRIQUES ET PRESTATION DE SERVICES		10	Prix de 130 000 nouveaux délinquants seront ajoutés à la base de données chaque année. De plus, toutes les empreintes digitales relevées dans le cadre de diverses accusations portées à l'encontre d'un même délinquant sont conservées.	Nouveaux délinquants = nouvelles insertions d'empreintes DDP?	Oui. Plus précisément, il s'agit des volumes de nouvelles empreintes décyclables conservés pour cause de délit criminel (p. ex., transmissions CAR-V). D'autres volumes aussi (IMM, par exemple) impliquant la conservation des empreintes.
45	Annexe B – Exigences du SAID	3.6 DONNÉES VOLUMÉTRIQUES ET PRESTATION DE SERVICES		12	« Le CISCIP sera responsable de gérer tous les décadactylogrammes (à l'exception des transactions à des fins civiles) à traiter dans un délai d'au plus de six heures, en tout temps, tous les jours de l'année, qui sont reçues en dehors des heures normales de bureau. Il gèrera également toutes les transactions d'empreintes litées qui doivent être traitées en dehors des heures normales de bureau. »	Ces deux exigences obligatoires doivent-elles être remplies par l'entrepreneur ou par le personnel du CISCIP?	Comme l'indique l'annexe C, c'est le CISCIP qui assume ces activités. Il s'agit de responsabilités qui lui incombent. On le mentionne ici afin que le soumissionnaire comprenne que certains utilisateurs sont autorisés à utiliser à peu près toutes les fonctions SAID à partir de leur poste de travail.
46	Annexe B – Exigences du SAID	3.6 DONNÉES VOLUMÉTRIQUES ET PRESTATION DE SERVICES		26	Indépendamment de la priorité, une transaction d'inscription qui n'est pas arrêtée aux fins de traitement manuel doit être traitée dans un délai de dix (10) minutes. Par conséquent, si une inscription est dans la file pendant plus de dix (10) minutes en raison d'une augmentation des transactions de priorité élevée, elle doit tout de même être traitée dans un délai raisonnable.	Cela sous-entend-il une gestion préemptive des priorités?	Si nous comprenons bien la question, la réponse est « non ». Les transactions en cours d'exécution ne doivent pas être interrompues. La transaction suivante à exécuter doit être celle dont le niveau de priorité est le plus élevé à ce moment-là. Il est entendu que la solution de renouvellement du SAID permettra de traiter simultanément de multiples transactions et qu'il ne s'écoulera jamais plus de 10 minutes sans qu'une nouvelle transaction soit traitée. Autrement dit, la solution est censée être en mesure de terminer le traitement de la transaction en cours puis de procéder à l'insertion sans avoir à interrompre ou à suspendre le traitement en question.
47	Annexe B – Exigences du SAID	3.6 DONNÉES VOLUMÉTRIQUES ET PRESTATION DE SERVICES		26	Indépendamment de la priorité, une transaction d'inscription qui n'est pas arrêtée aux fins de traitement manuel doit être traitée dans un délai de dix (10) minutes. Par conséquent, si une inscription est dans la file pendant plus de dix (10) minutes en raison d'une augmentation des transactions de priorité élevée, elle doit tout de même être traitée dans un délai raisonnable.	Indépendamment de la priorité, une transaction d'inscription qui n'est pas arrêtée aux fins de traitement manuel doit être traitée dans un délai de dix (10) minutes. Par conséquent, si une inscription est dans la file pendant plus de dix (10) minutes en raison d'une augmentation des transactions de priorité élevée, elle doit tout de même être traitée dans un délai raisonnable.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre différentes solutions afin que tous les travaux satisfassent aux objectifs de prestation de services. La reformulation laisse entendre que la solution proposée pourrait ne pas satisfaire l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires; on n'est donc pas tenu d'y satisfaire. Dans le nouvel énoncé, rien n'évoque la possibilité que l'exigence pourrait être satisfaite d'une autre façon.
48	Annexe B – Exigences du SAID	3.6 DONNÉES VOLUMÉTRIQUES ET PRESTATION DE SERVICES		27		Justification de la reformulation – Permettre le recours à différentes solutions, afin que tous les travaux satisfassent aux objectifs de prestation de services.	La GRC s'attend à ce que toute solution proposée puisse être retouchée de manière à remplir l'exigence considérée. Il est essentiel que les inscriptions se fassent en temps et lieu, de façon que la base de données dactyloscopiques contienne l'information requise et que le risque de non-identification soit réduit au minimum. Si l'exigence n'était pas satisfaisante, la GRC ne pourrait pas appliquer comme il faut ses politiques et procédures opérationnelles pertinentes. L'énoncé demandera donc le fait, sans reformulation. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question ici d'une exigence de base.
49	Annexe B – Exigences du SAID	3.6 DONNÉES VOLUMÉTRIQUES ET PRESTATION DE SERVICES	Tableau 5 : Volumes de données	27	Base d'empreintes palmaires 1,1 million 2 millions	6 empreintes (partie supérieure de la paume, partie inférieure, hypothénaire)?	Les empreintes palmaires sont en principe la partie supérieure de la paume, la partie inférieure ainsi que l'arête du doigt (DCI) du SAID.
49	Annexe B – Exigences du SAID	3.6 DONNÉES VOLUMÉTRIQUES ET PRESTATION DE SERVICES	Tableau 5 : Volumes de données	27	Sujets 5,4 millions (conversion 2016) – 7,6 millions (conversion 2019)	1) Par « sujet », faut-il comprendre « personne »? 2) Combien d'« affaires criminelles » (seulement le nombre d'empreintes litées indiquées ici)? 3) Cela signifie-t-il qu'il faut compter en moyenne 1,2 incident par personne?	La police utilise généralement le terme « sujet » pour désigner une personne. Les affaires criminelles ne constituent pas vraiment des données que doit prendre en compte la solution de renouvellement du SAID. La GRC tient le référentiel national des empreintes digitales. Celles de tout sujet dont le casier judiciaire n'est pas vierge s'y trouveront, ainsi que ses empreintes palmaires, sous un code d'identification unique. Il serait aventureux de faire des liens entre les affaires criminelles et les données du tableau. La GRC ne voit pas exactement ce que le soumissionnaire veut dire par « l'échellement le nombre d'empreintes litées indiqué ici ». Le tableau 5 indique les volumes de données associés aux empreintes décyclables et aux empreintes litées.
50	Annexe B – Exigences du SAID	3.6 DONNÉES VOLUMÉTRIQUES ET PRESTATION DE SERVICES		6	« La solution de renouvellement du SAID devrait permettre d'effectuer des recherches sans faire dominer des résultats aussi précis que les recherches avec filtres. »	Est-ce une exigence obligatoire?	La GRC n'a fourni aucune moyenne en rapport avec le nombre d'empreintes par sujet et ne voit pas vraiment l'intérêt d'en établir. L'exigence est ici de pouvoir enregistrer toutes les empreintes avec un indicateur de conservation.

[illegible]

59	Annexe B – Exigences du SAID	3.7 FONCTIONS DE L'INTERFACE UTILISATEUR DU SAID	Tableau 6 : Fonctions de l'interface utilisateur du SAID	12	En outre, l'interface utilisateur du SAID doit permettre d'effectuer les ajustements d'image cotés dans le tableau 6 ainsi que tout autre ajustement ou réglage facilitant la comparaison.	En outre, l'interface utilisateur du SAID doit permettre d'effectuer les ajustements d'image cotés pour les catégories indiquées ci-dessous : a. Outils d'amélioration du rendu des images (sélection d'une zone particulière, luminosité, contraste, histogramme, égalisation, etc.) b. Outils de visualisation d'image (différents modes d'affichage, changement d'échelle, rotation, etc.) c. Outils d'analyse des caractéristiques (masquage ou affichage des minutes, marqueurs, centres, deltas ou minutes en correspondance; orientation; etc.) d. Outils de correction d'image (inversion des doigts, correction de séquence, remplacement des doigts, etc.) Justification de la reformulation – Pouvoir proposer différents jeux d'ajustements d'image et autres fonctions facilitant les comparaisons d'empreintes tout en répondant aux mêmes besoins des experts.	Pouvez-vous préciser ce que signifie « effectuer une comparaison entre tous les types d'empreintes » ?	La solution de renouvellement du SAID doit permettre de faire les types de comparaison suivants : a. empreintes décalées/lignes comparées entre elles; b. empreintes latentes et empreintes palmaires non identifiées; c. empreintes palmaires et empreintes palmaires latentes non identifiées; d. empreintes latentes et empreintes palmaires latentes; e. empreintes palmaires latentes et empreintes palmaires; f. empreintes latentes et empreintes latentes non identifiées; g. empreintes palmaires latentes et empreintes palmaires latentes non identifiées. Justification de la reformulation – Favoriser plus clairement les différentes transactions requises et pouvoir proposer différentes solutions pour les cas d'espèce ou « exceptions ».	La GRC cherche à comprendre pourquoi il faudrait reformuler l'exigence cotée considérée. Elle n'a pas pour but de permettre « différents jeux d'ajustements d'image et autres fonctions » pour mieux répondre à l'exigence considérée. L'énoncé demeurera donc tel quel, sans reformulation. Rappelons que, dans le cadre du processus d'évaluation des soumissions, les critères d'examen des solutions proposées par les soumissionnaires seront les exigences énoncées dans la DDP.	La GRC cherche à comprendre pourquoi il faudrait reformuler l'exigence cotée considérée. Elle n'a pas pour but de permettre « différents jeux d'ajustements d'image et autres fonctions » pour mieux répondre à l'exigence considérée. L'énoncé demeurera donc tel quel, sans reformulation. Rappelons que, dans le cadre du processus d'évaluation des soumissions, les critères d'examen des solutions proposées par les soumissionnaires seront les exigences énoncées dans la DDP.
60	Annexe B – Exigences du SAID	3.7 FONCTIONS DE L'INTERFACE UTILISATEUR DU SAID		13	tous les types d'empreintes au cours du traitement normal ou, dans des cas exceptionnels, au moyen de l'interface utilisateur. Il sera ainsi possible de traiter des cas inhabituels, par exemple de comparer des empreintes palmaires latentes enregistrées comme des empreintes digitales avec des empreintes digitales.	La solution de renouvellement du SAID doit permettre d'effectuer une comparaison entre tous les types d'empreintes au cours du traitement normal ou, dans des cas exceptionnels, au moyen de l'interface utilisateur. Il sera ainsi possible de traiter des cas inhabituels, par exemple de comparer des empreintes palmaires latentes enregistrées comme des empreintes digitales avec des empreintes digitales.	Pouvez-vous préciser ce que signifie « effectuer une comparaison entre tous les types d'empreintes » ?	La solution de renouvellement du SAID doit permettre de faire les types de comparaison suivants : a. empreintes décalées/lignes comparées entre elles; b. empreintes latentes et empreintes palmaires non identifiées; c. empreintes palmaires et empreintes palmaires latentes non identifiées; d. empreintes latentes et empreintes palmaires latentes; e. empreintes palmaires latentes et empreintes palmaires; f. empreintes latentes et empreintes latentes non identifiées; g. empreintes palmaires latentes et empreintes palmaires latentes non identifiées. Justification de la reformulation – Favoriser plus clairement les différentes transactions requises et pouvoir proposer différentes solutions pour les cas d'espèce ou « exceptions ».	La GRC considère que la reformulation équivaut à formuler une exigence cotée.	
61	Annexe B – Exigences du SAID	3.7 FONCTIONS DE L'INTERFACE UTILISATEUR DU SAID		13	La solution de renouvellement du SAID doit permettre d'effectuer une comparaison entre tous les types d'empreintes au cours du traitement normal ou, dans des cas exceptionnels, au moyen de l'interface utilisateur. Il sera ainsi possible de traiter des cas inhabituels, par exemple de comparer des empreintes palmaires latentes enregistrées comme des empreintes digitales avec des empreintes digitales.	La solution de renouvellement du SAID doit permettre d'effectuer une comparaison entre tous les types d'empreintes au cours du traitement normal ou, dans des cas exceptionnels, au moyen de l'interface utilisateur. Il sera ainsi possible de traiter des cas inhabituels, par exemple de comparer des empreintes palmaires latentes enregistrées comme des empreintes digitales avec des empreintes digitales.	Pouvez-vous préciser ce que signifie « effectuer une comparaison entre tous les types d'empreintes » ?	La solution de renouvellement du SAID doit permettre de faire les types de comparaison suivants : a. empreintes décalées/lignes comparées entre elles; b. empreintes latentes et empreintes palmaires non identifiées; c. empreintes palmaires et empreintes palmaires latentes non identifiées; d. empreintes latentes et empreintes palmaires latentes; e. empreintes palmaires latentes et empreintes palmaires; f. empreintes latentes et empreintes latentes non identifiées; g. empreintes palmaires latentes et empreintes palmaires latentes non identifiées. Justification de la reformulation – Favoriser plus clairement les différentes transactions requises et pouvoir proposer différentes solutions pour les cas d'espèce ou « exceptions ».	La GRC considère que la reformulation équivaut à formuler une exigence cotée.	
62	Annexe B – Exigences du SAID	3.7 FONCTIONS DE L'INTERFACE UTILISATEUR DU SAID		14	La solution de renouvellement du SAID doit permettre à l'utilisateur de visualiser le paquet NST à toute étape de son traitement. Elle permettra de visualiser le paquet dans le fil d'attente et, lorsqu'il est en cours de traitement, dans les interfaces utilisateur suivantes : a. vérification d'empreintes DD; certification d'empreintes DD; certification d'empreintes latentes; certification d'empreintes latentes 1; certification d'empreintes latentes 2; certification d'empreintes latentes 3; insertion d'empreintes latentes; recherche d'empreintes latentes; recherche L'ETEL.	La solution de renouvellement du SAID doit permettre à l'utilisateur d'accéder aux transactions en attente d'opérateurs manuels telles que : a. contrôle de la qualité d'empreintes DD; contrôle de séquence d'empreintes DD; vérification d'empreintes DD; certification d'empreintes DD; modification d'empreintes latentes; vérification d'empreintes latentes; certification d'empreintes latentes 1; certification d'empreintes latentes 2; certification d'empreintes latentes 3; insertion d'empreintes latentes; recherche d'empreintes latentes; recherche L'ETEL.	La solution de renouvellement du SAID doit permettre à l'utilisateur d'accéder aux transactions en attente d'opérateurs manuels telles que : a. contrôle de la qualité d'empreintes DD; contrôle de séquence d'empreintes DD; vérification d'empreintes DD; certification d'empreintes DD; modification d'empreintes latentes; vérification d'empreintes latentes; certification d'empreintes latentes 1; certification d'empreintes latentes 2; certification d'empreintes latentes 3. La solution devra enregistrer les fichiers NST échangés avec les systèmes externes et permettre d'en afficher le contenu. Justification de la reformulation – Favoriser plus clairement les différentes transactions requises et pouvoir proposer différentes solutions pour les cas d'espèce ou « exceptions ».	Un afficheur de paquets NST est un outil essentiel pour l'utilisateur d'un système d'identification dactyloscopique.	La GRC s'attend à ce que le soumissionnaire soit bien au fait des paquets NST. C'est par leur intermédiaire que communiqueront tous les systèmes SAID et capable de mettre au point un outil d'affichage de ces paquets. L'énoncé demeurera donc tel quel, sans reformulation. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question d'une exigence de base.	
63	Annexe B – Exigences du SAID	3.7 FONCTIONS DE L'INTERFACE UTILISATEUR DU SAID		2	Toutes les fonctions relatives aux empreintes DD et aux empreintes latentes doivent avoir le même aspect et la même convivialité dans l'interface utilisateur Windows. Par exemple, une vue parallèle de deux empreintes DD doit être identique à une vue parallèle d'une empreinte latente et d'une empreinte DD.	Microsoft a lancé Windows 10. Ne devrait-on pas énoncer une spécification précisant les conditions de développement, d'installation et d'essai de l'interface utilisateur du SAID sous Windows 10?	La GRC suit un processus approfondi et posé avant d'adopter telle ou telle version de Windows. Windows 7 est sa plateforme approuvée actuelle. L'utilisation de ce système d'exploitation sur les postes de travail SAID a été approuvée par la Sous-direction de la sécurité ministérielle (SDSM) de la GRC. Il est considéré en charge de la sécurité ministérielle. L'énoncé demeurera donc tel quel, sans reformulation. Aucune exigence n'a été énoncée qui imposait la version la plus récente de Windows, mais qui requerrait de ne pas être prise en charge dans l'architecture de sécurité actuelle de la GRC.	La GRC considère que la reformulation équivaut à formuler une exigence cotée.		
64	Annexe B – Exigences du SAID	3.7 FONCTIONS DE L'INTERFACE UTILISATEUR DU SAID		4	L'interface utilisateur de la solution de renouvellement du SAID doit permettre à chaque utilisateur de personnaliser ses paramètres, de les enregistrer et de les utiliser chaque fois qu'il se connecte. Ces paramètres personnalisés doivent s'appliquer à autant de fonctions que possible parmi celles offertes. Ces paramètres personnalisés doivent s'appliquer à autant de fonctions que possible parmi celles offertes.	L'interface utilisateur de la solution de renouvellement du SAID doit permettre à chaque utilisateur de personnaliser ses paramètres, de les enregistrer et de les utiliser chaque fois qu'il se connecte. Ces paramètres personnalisés doivent s'appliquer à autant de fonctions que possible parmi celles offertes. De plus, l'utilisateur devrait être en mesure de restaurer les paramètres par défaut d'un simple clic (au moyen d'un bouton). Justification de la reformulation – Pouvoir proposer différentes solutions permettant de composer avec la restauration des paramètres par défaut.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence cotée (la principale modification apportée a consisté à remplacer « doit » par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre différentes solutions afin que tous les travaux satisfont aux objectifs de prestation de services. La reformulation laisse entendre que la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. Les exigences cotées ne sont pas obligatoires; on n'est donc pas tenu d'y satisfaire. Dans le nouvel énoncé, rien n'évoque la possibilité que l'exigence pourrait être satisfaite d'une autre façon.	La GRC considère que la reformulation équivaut à formuler une exigence cotée.		

65	Annexe B – Exigences du SAID	3.7 FONCTIONS DE L'INTERFACE UTILISATEUR DU SAID	7 9	7. L'interface utilisateur des empreintes latentes doit permettre à un technicien d'effectuer des ajustements d'image et de modifier les vues des images d'empreintes digitales transmises et des images d'empreintes latentes au dossier , comme il est décrit dans le tableau 6 : Fonctions de l'interface utilisateur du SAID. Ces fonctions doivent être accessibles en tout temps, ainsi qu'une image d'empreintes digitales et consultée, par exemple pendant le collage, la vérification et la certification des empreintes latentes.	On ne voit pas bien la différence entre les points 7 et 9.	Les mots clés de l'exigence soulignent la différence en gras, on parle dans un cas des empreintes latentes, dans l'autre des empreintes décadactyliques. Il y a comparaison d'empreintes latentes entre elles dans un cas, d'empreintes latentes et d'empreintes décadactyliques dans l'autre cas.
66	Annexe B – Exigences du SAID	4. TRAITEMENT DES EMPREINTES DÉCADACTYLIQUES			Traitement des empreintes décadactyliques et des empreintes latentes – La GIC peut-elle fournir des graphiques illustrant les principes opérationnels sous-jacents à ces flux de travail? Cela compliquerait l'annexe O.	La GIC estime l'ensemble formé de l'annexe G et du DO du SAID comme la manière la plus efficace de présenter le flux de travail en jeu. Le traitement y est décrit étape après étape, avec indication des options qui s'offrent pendant le traitement.
67	Annexe B – Exigences du SAID	4.1 REINSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	15	La solution de renouvellement du SAID doit permettre à un technicien d'ajuster les images lors de la vérification et de la certification d'empreintes DO, etc., en un simple clic, par exemple avec un bouton. La solution doit permettre les ajustements suivants : a. laisser la solution de renouvellement du SAID déterminer le mode optimal d'affichage des images d'empreintes DO ; b. afficher les empreintes à leur taille réelle ; c. redimensionner à une taille de 50 % ; d. redimensionner à une taille de 200 % ; e. afficher la paire précédente ; f. afficher la paire suivante ; g. obtenir une liste abrégée (paramètres configurables) ; h. obtenir une liste abrégée (paramètres configurables) ; i. afficher la miniature sans la ligne ; j. masquer/afficher la miniature correspondante ; k. masquer/afficher le nombre de crêtes ; l. masquer/afficher le nombre de crêtes ; m. changer l'orientation de la correspondance ; n. afficher sur fond blanc ; o. afficher sur fond noir ; p. afficher sur fond couleur ; q. mettre en évidence une partie de l'empreinte pour effectuer une analyse approfondie à l'isoler (p. ex., au moyen d'un encadré ou du lasso) une partie de l'empreinte recherchée et de celle du candidat ; r. charger la partie isolée de l'empreinte (p. ex., en déplaçant l'encadré) ; s. agrandir la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; t. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; u. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; v. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; w. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; x. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; y. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; z. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ;	La solution de renouvellement du SAID doit permettre à un technicien d'ajuster les images lors de la vérification et de la certification d'empreintes DO, etc., en un simple clic, par exemple avec un bouton. La solution doit permettre les ajustements suivants : a. laisser la solution de renouvellement du SAID déterminer le mode optimal d'affichage des images d'empreintes DO ; b. afficher les empreintes à leur taille réelle ; c. redimensionner à une taille de 50 % ; d. redimensionner à une taille de 200 % ; e. afficher la paire précédente ; f. afficher la paire suivante ; g. obtenir une liste abrégée (paramètres configurables) ; h. obtenir une liste abrégée (paramètres configurables) ; i. afficher la miniature sans la ligne ; j. masquer/afficher la miniature correspondante ; k. masquer/afficher le nombre de crêtes ; l. masquer/afficher le nombre de crêtes ; m. changer l'orientation de la correspondance ; n. afficher sur fond blanc ; o. afficher sur fond noir ; p. afficher sur fond couleur ; q. mettre en évidence une partie de l'empreinte pour effectuer une analyse approfondie à l'isoler (p. ex., au moyen d'un encadré ou du lasso) une partie de l'empreinte recherchée et de celle du candidat ; r. charger la partie isolée de l'empreinte (p. ex., en déplaçant l'encadré) ; s. agrandir la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; t. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; u. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; v. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; w. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; x. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; y. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ; z. afficher la partie isolée de chaque empreinte (paramètre configurable) pour effectuer une analyse approfondie ;	Cette reformulation semble destinée à favoriser une solution en particulier plutôt que de satisfaire aux exigences. Par ailleurs, la formulation est ambiguë et ne peut donc être évaluée adéquatement. La GIC a secondé des exigences claires et faciles à suivre sur les outils dont doit disposer le technicien et qui, selon les cas, peuvent être des logiciels ou des matériels. Les exigences ne sont pas destinées à prescrire un processus, mais à définir, sans reformulation, sans cela, la GIC devrait évaluer des faits dans le cadre d'une autorisation de bilan, d'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question ici d'une exigence de base.
68	Annexe B – Exigences du SAID	4.1 REINSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	16	L'interface utilisateur des empreintes DO doit permettre à chaque utilisateur de configurer des paramètres personnalisés, de les enregistrer et de les utiliser chaque fois qu'il ouvre cette interface. Ceux-ci doivent comprendre le plus grand nombre de fonctions possible parmi celles mentionnées dans les deux exigences ci-dessus (14 et 15). De plus, le technicien en (empreintes DO doit être en mesure de passer temporairement des paramètres personnalisés aux paramètres par défaut et vice versa d'un simple clic de la souris (p. ex., sur un bouton).	L'interface utilisateur des empreintes DO doit permettre à chaque utilisateur de configurer des paramètres personnalisés, de les enregistrer et de les utiliser chaque fois qu'il ouvre cette interface. Ceux-ci doivent comprendre le plus grand nombre de fonctions possible parmi celles mentionnées dans les deux exigences ci-dessus (14 et 15). De plus, le technicien en (empreintes DO doit être en mesure de passer temporairement des paramètres personnalisés aux paramètres par défaut et vice versa d'un simple clic de la souris (p. ex., sur un bouton).	La suggestion de nouvel énoncé revient à demander la reformulation d'un critère coté. Le processus d'évaluation des soumissions consiste à déterminer dans quelle mesure chaque solution répond aux exigences cotées.

69	Annexe B – Exigences du SAID	4.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	18	Dans la voie à deux digits ou à 30 digits, l'interface utilisateur doit indiquer quels digits sont affichés ainsi que les caractéristiques connexes, notamment la qualité de l'empreinte et le nombre de minutes.					Dans la voie à deux digits ou à 30 digits, l'interface utilisateur doit indiquer quels digits sont affichés ainsi que les caractéristiques connexes, notamment la qualité de l'empreinte et le nombre de minutes. Justification de la reformulation – Pouvoir proposer, pour l'interface utilisateur, différentes solutions répondant aux mêmes besoins.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence cotée (le seul mot qui change est "doit"), remplacé par "pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée". Les exigences cotées ne sont pas obligatoires; on n'est donc pas tenu d'y satisfaire. Dans le nouvel énoncé, rien n'évoque la possibilité que l'exigence journalière être satisfaite d'un autre façon.
70	Annexe B – Exigences du SAID	4.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	7	la solution de renouvellement du SAID doit traiter les transactions d'empreintes décadactylaires à une résolution de 500 pixels par pouce.					1) La solution reçoit déjà 500 pixels par pouce ou bien il fera une conversion à ce niveau de résolution avant de procéder au traitement interne? 2) Plus loin dans le même document, on semble tenir pour acquis que toute résolution est acceptable.	La solution de renouvellement du SAID recevra les empreintes dactyloscopes à 350 pixels par pouce. Concernant les exigences relatives aux empreintes latentes et aux anciennes images d'empreintes latentes, consulter les sections pertinentes de l'EDT et des documents connexes.
71	Annexe B – Exigences du SAID	4.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	8	Lors de la recherche, la solution de renouvellement du SAID doit automatiquement tenir compte d'un possible ajustement de taille de plus ou moins 5 %.					La solution de renouvellement du SAID devra être puissante et permettre la prise en compte automatique des <u>petites variations de taille d'image</u> lors des recherches.	« Petites » est un terme subjectif mal défini et sans valeur contractuelle pour les fins de l'évaluation. Il en est de même de « puissante ». La GRC ou le SPAC ne pourrait utiliser le nouvel énoncé au moment de l'évaluation. L'énoncé demeurerait donc tel quel, sans reformulation.
72	Annexe B – Exigences du SAID	4.1 SUPPRESSION D'EMPREINTES DÉCADACTYLAIRES	7	Si une transaction en attente de certification existe pour le numéro de dossier (lors que toutes les empreintes digitales associées à ce dossier sont en cours de suppression), la solution de renouvellement du SAID doit empêcher l'affichage de cette certification). Informer le technicien à la certification de cette suppression, autoriser ce dernier à terminer la transaction sans procéder à la certification et faire état de la situation dans son rapport. Si aucune autre certification requise dans le cadre de cette même transaction sera autorisée.					Si une transaction en attente de certification existe pour le numéro de dossier supprimé (lors que toutes les empreintes digitales associées à ce dossier sont en cours de suppression), la solution de renouvellement du SAID doit alimenter la certification de cette suppression. L'autorisation de terminer la transaction sans procéder à la certification accordera ce dernier à terminer la transaction sans procéder à la certification et faire état de la situation dans son rapport. Si aucune autre certification requise dans le cadre de cette même transaction sera autorisée.	Le nouvel énoncé proposé change considérablement la donne; il suppose davantage d'opérations manuelles, sans contrôle par le système du processus de certification; cela pourrait facilement entraîner des erreurs humaines, avec de possibles conséquences fâcheuses pour la GRC. Le nouvel énoncé ne répond pas aux mêmes besoins.
73	Annexe B – Exigences du SAID	4.12 DEMANDE D'IMAGE DACTYLOSCOPIQUE	4	Dans une demande de réactualisation d'image, si l'utilisateur a déclaré est mentionnel, l'ensemble des données de dossier doivent être envoyées au serveur afin d'être récupéré et transmis accompagné descripteurs de dossier pertinents.					Dans une demande de réactualisation d'image, si l'utilisateur a déclaré est mentionnel, l'ensemble des données de dossier doivent être envoyées au serveur afin d'être récupéré et transmis accompagné descripteurs de dossier pertinents.	Vous allez peut-être se questionner sur cet énoncé, dans la première série de questions se rapportant à la demande de réactualisation d'image, nous avons mentionné le SAID. La GRC s'attend à ce que les données de dossier soient envoyées au serveur afin d'être récupérées et transmises accompagnées descripteurs de dossier pertinents.
74	Annexe B – Exigences du SAID	4.14 CONSERVATION DES EMPREINTES DIGITALES	2	Dans le cas de recherches empreintes latentes-DO, la solution de renouvellement du SAID doit être en mesure de comparer tous les jeux de caractéristiques d'empreintes décadactylaires tirés des empreintes roulées et plaques, des empreintes de identification plaques et des empreintes palmaires de chaque sujet.					Dans le cas de recherches d'empreintes latentes DO, la solution de renouvellement du SAID doit être en mesure de comparer tous les jeux de caractéristiques d'empreintes décadactylaires tirés des empreintes roulées, plaques ou d'identification plaques de chaque sujet.	Le nouvel énoncé proposé constitue une modification majeure de l'exigence initiale, puisqu'on ne mentionne plus les empreintes palmaires. Il n'est pas d'une simple reformulation, mais de la mise de côté d'un aspect fondamental des recherches d'empreintes dactyloscopiques ou palmaires. La GRC s'attend à ce que les empreintes palmaires soient incluses dans un système automatisé capable d'intégrer la recherche d'empreintes palmaires à celle des empreintes dactyloscopiques. Cette fonctionnalité est tellement essentielle dans le cas d'un système d'analyse des empreintes digitales que l'énoncé doit demeurer tel quel.

75	Annexe B – Exigences du SAID	4.14 CONSERVATION DES EMPREINTES DIGITALES	3	<p>Dans le cas de recherches empreintes d'écadactylaires- empreintes d'écadactylaires, la solution de renouvellement du SAID doit pouvoir comparer les composites d'empreintes roulées ou d'empreintes d'identification plaquées, selon le type d'empreintes digitales conservées relativement au sujet concerné. En présence d'empreintes roulées et plaquées, la solution de renouvellement du SAID doit générer une empreinte digitale tirée d'une empreinte roulée ou d'une empreinte plaquée, selon le type d'empreintes digitales conservées au moteur de recherche, aux fins de recherche ultérieure.</p>	<p>Dans le cas de recherches empreintes d'écadactylaires- empreintes d'écadactylaires, la solution de renouvellement du SAID <u>devrait</u>, pouvoir comparer (la solution proposée fait appel aux composites) les composites d'empreintes roulées ou d'empreintes d'identification plaquées ou les x.x.x. à la solution proposée. La solution proposée doit générer une empreinte digitale tirée d'une empreinte roulée ou d'une empreinte plaquée, selon le type d'empreintes digitales conservées relativement au sujet concerné. En présence d'empreintes roulées et plaquées, si la qualité générale des empreintes plaquées est supérieure à celle des empreintes roulées, on ajoutera les empreintes plaquées et le composite d'empreintes roulées au moteur de recherche, aux fins de recherche ultérieure.</p> <p>Justification de la reformulation – Pouvoir proposer différentes solutions permettant de répondre aux mêmes besoins sans faire appel à un composite.</p>	<p>Veuillez vous reporter à la question connue précédente, dans la première série de questions se rapportant à la demande d'information sur le renouvellement du SAID. La GRC a accepté de reformuler les exigences dans l'ensemble de la DDP en précisant que les composites ne sont pas obligatoires, pourvu que la solution proposée réponde à toutes les exigences de l'EDT et des documents connexes sans faire appel à des composites.</p> <p>La GRC ne voit pas la nécessité de dupliquer l'encadré du paragraphe 5 concernant « les "x" : meilleurs jeux d'empreintes ».</p>
76	Annexe B – Exigences du SAID	4.14 CONSERVATION DES EMPREINTES DIGITALES	4	<p>La solution de renouvellement du SAID doit automatiquement préparer deux composites : un premier formé des meilleures empreintes roulées et un second formé des meilleures empreintes plaquées. Si l'écart de qualité entre les empreintes roulées et les empreintes plaquées dépasse la valeur du paramètre configurable « Indicateur de qualité des empreintes plaquées » tel qu'il est défini ci-dessous, les empreintes plaquées devraient être utilisées dans le composite, plutôt que les empreintes roulées. Si le dossier d'un sujet contient une combinaison d'empreintes roulées et plaquées et d'empreintes d'identification plaquées (p. ex., provenant du service d'immigration), deux composites doivent être créés : un premier formé des meilleures empreintes roulées (qui remplacent les empreintes roulées, s'il y a lieu), et un second formé des empreintes d'identification plaquées.</p>	<p>La solution de renouvellement du SAID <u>devrait</u>, automatiquement préparer deux composites : un premier formé des meilleures empreintes roulées et un second formé des meilleures empreintes plaquées. Si l'écart de qualité entre les empreintes roulées et les empreintes plaquées dépasse le paramètre configurable « Indicateur de qualité des empreintes plaquées » tel qu'il est défini ci-dessous, les empreintes plaquées devraient être utilisées dans le composite, plutôt que les empreintes roulées. Si le dossier d'un sujet contient une combinaison d'empreintes roulées et plaquées et d'empreintes d'identification plaquées (p. ex., provenant du service d'immigration), deux composites doivent être créés : un premier formé des meilleures empreintes roulées (qui remplacent les empreintes roulées, s'il y a lieu), et un second formé des empreintes d'identification plaquées.</p> <p>Si aucun composite n'est proposé dans la solution de renouvellement du SAID, cette dernière déterminera automatiquement quelles sont les meilleures empreintes accumulées aux fins de leur qualité.</p> <p>Justification de la reformulation – Pouvoir proposer différentes solutions permettant de répondre aux mêmes besoins sans faire appel à un composite.</p>	<p>Veuillez vous reporter à la question connue précédente, dans la première série de questions se rapportant à la demande d'information sur le renouvellement du SAID. La GRC a accepté de reformuler les exigences dans l'ensemble de la DDP en précisant que les composites ne sont pas obligatoires, pourvu que la solution proposée réponde à toutes les exigences de l'EDT et des documents connexes sans faire appel à des composites.</p>
77	Annexe B – Exigences du SAID	4.14 CONSERVATION DES EMPREINTES DIGITALES	6	<p>La solution de renouvellement du SAID doit automatiquement tenir à jour les jeux de caractéristiques de composite selon les jeux d'empreintes digitales conservés pour chaque sujet. Autrement dit, aucune intervention manuelle n'est nécessaire à la constitution du jeu de caractéristiques de composite à partir du jeu de caractéristiques de composite.</p>	<p>La solution de renouvellement du SAID <u>devrait</u> automatiquement tenir à jour les jeux de caractéristiques de composite selon les jeux d'empreintes digitales conservés pour chaque sujet (la solution proposée fait appel aux composites). La solution proposée doit générer une empreinte digitale tirée d'une empreinte roulée ou d'une empreinte plaquée, selon le type d'empreintes digitales conservées au moteur de recherche, aux fins de recherche ultérieure.</p> <p>Si aucun composite n'est proposé dans la solution de renouvellement du SAID, cette dernière déterminera automatiquement quelles sont les meilleures empreintes, parmi les jeux fournis pour un sujet donné, en fonction de leur présence et de leur qualité.</p> <p>Justification de la reformulation – Pouvoir proposer différentes solutions permettant de répondre aux mêmes besoins sans faire appel à un composite.</p>	<p>Veuillez vous reporter à la question connue précédente, dans la première série de questions se rapportant à la demande d'information sur le renouvellement du SAID. La GRC a accepté de reformuler les exigences dans l'ensemble de la DDP en précisant que les composites ne sont pas obligatoires, pourvu que la solution proposée réponde à toutes les exigences de l'EDT et des documents connexes sans faire appel à des composites.</p>
78	Annexe B – Exigences du SAID	4.14 CONSERVATION DES EMPREINTES DIGITALES	8	<p>Le jeu de caractéristiques de composite préparé par la solution de renouvellement du SAID ne doit jamais comprendre une empreinte digitale tirée d'une transmission supprimée. À la suppression d'un jeu d'empreintes digitales est supprimée, il faut retirer du jeu de composite toutes empreintes supprimées et la remplacer par l'empreinte qui y correspond le mieux.</p>	<p>La solution de renouvellement du SAID <u>devrait</u>, préparer une empreinte digitale tirée d'une empreinte digitale, jamais comprendre une empreinte digitale tirée d'une transmission supprimée. À la suppression d'un jeu d'empreintes digitales, il faut retirer du jeu de composite toutes empreintes supprimées et la remplacer par celle qui y correspond le mieux.</p> <p>Justification de la reformulation – Pouvoir proposer différentes solutions permettant de répondre aux mêmes besoins sans faire appel à un composite.</p>	<p>Veuillez vous reporter à la question connue précédente, dans la première série de questions se rapportant à la demande d'information sur le renouvellement du SAID. La GRC a accepté de reformuler les exigences dans l'ensemble de la DDP en précisant que les composites ne sont pas obligatoires, pourvu que la solution proposée réponde à toutes les exigences de l'EDT et des documents connexes sans faire appel à des composites.</p>

79	Annexe B – Exigences du SAID	4.1.1 CONSERVATION DES EMPREINTES DIGITALES	10	La solution de renouvellement du SAID doit être en mesure de comparer jusqu'à six (6) composites d'empreintes roulées et/ou d'empreintes d'identification plaquées par sujet, soit un de chaque type d'empreinte pour chaque type de dossier pouvant exister à propos du sujet.	La solution de renouvellement du SAID ou jeux d'empreintes roulées et/ou sa (6) composites devrait être en mesure de comparer jusqu'à six (6) composites ou jeux d'empreintes d'identification plaquées par sujet, soit un de chaque type d'empreinte pour chaque type de dossier pouvant exister à propos du sujet.	Justification de la reformulation – Pouvoir proposer différentes solutions permettant de répondre aux mêmes besoins sans faire appel à un composite.	Que si l'Etat, même pouvoir, lance des recherches d'empreintes DO directement à partir du poste de travail SAID (c'est une exigence). Se reporter aux exigences pertinentes énoncées à plusieurs endroits.	Veuillez vous reporter à la question connexe précédente, dans la première série de questions se rapportant à la demande d'information sur le renouvellement du SAID. La GRC a accepté de reformuler les exigences dans l'ensemble de la DDP en précisant que les composites ne sont pas obligatoires, pourvu que la solution proposée réponde à toutes les exigences de l'IDT et des documents connexes sans faire appel à des composites.
80	Annexe B – Exigences du SAID	4.2 EXTRACTION ET ENREGISTREMENT	1	La conservation est généralement demandée en même temps qu'une recherche. Cependant, la solution de renouvellement du SAID doit permettre de traiter une demande de conservation d'empreintes décadactyliques (sans recherche) à l'aide du poste de travail de classement et de numérisation directs (section 6). À cet égard, la solution doit coder les empreintes et déterminer si le jeu de caractérisiques doit être enregistré ou non, selon sa qualité.	Est-il possible de lancer des recherches d'empreintes décadactyliques directement à partir du poste de travail SAID?			
81	Annexe B – Exigences du SAID	4.2 EXTRACTION ET ENREGISTREMENT	12	La solution de renouvellement du SAID doit enregistrer l'original du paquet NST de toutes les transactions TPR conservées.	Cela signifie-t-il que le fichier NST reçu doit être enregistré dans une base de données SAID particulière, alors qu'il l'est déjà dans le SNS? Dans l'affirmative, cela concerne-t-il tous les fichiers NST transmis (entrants ou sortants)?			Le paquet NST original (ce qu'on désigne dans cette section comme le paquet TPR) C'est-à-dire contenant la demande de recherche (décadactyliques) doit être enregistré sous sa forme originale en tant que paquet NST. Il s'agit d'une pratique exemplaire : tout mécanisme de résolution de problèmes ou de vérification intersystème doit pouvoir déterminer le point de départ correct sur l'autre système. Ainsi, peu importe ce que deviennent les empreintes ou les données du paquet au cours du traitement effectué par la solution de renouvellement du SAID, les données doivent être disponibles pour les opérations de vérification intersystème. Les données doivent être disponibles pour les opérations de vérification intersystème, soit le SNS aux fins de vérifications à partir du système de traitement, soit le SNS aux fins de vérifications à partir du système de traitement. Chaque décadactylique doit avoir un lien en même temps qu'une référence commune; le serveur ne peut en effet garder la trace de toutes les opérations effectuées dans le SAID.
82	Annexe B – Exigences du SAID	4.2 EXTRACTION ET ENREGISTREMENT	13	La solution de renouvellement du SAID doit accepter et stocker les images d'empreintes digitales et les images d'empreintes palmaires reçues dans une résolution valide (p. ex. 500 ou 1 000 pixels par pouce), avec un minimum de 500 pixels par pouce selon la norme ANSI/NIST-ITL-1-2-2011. Pour l'instant, toutes les transactions d'empreintes décadactyliques sont transmises dans une résolution de 500 pixels par pouce.	Gela semble contradictoire avec ce qui est demandé au paragraphe 4.1.7. La solution de renouvellement du SAID doit traiter les transactions d'empreintes décadactyliques à une résolution de 500 pixels par pouce. »			Non, la solution doit pouvoir faire les deux. Empreintes décadactyliques à 500 ppp, empreintes latentes à 1000 ppp et anciennes images d'empreintes latentes à 500 ppp.
83	Annexe B – Exigences du SAID	4.2 EXTRACTION ET ENREGISTREMENT	8	La solution de renouvellement du SAID doit permettre le codage, la recherche et le stockage des transactions d'empreintes décadactyliques et d'empreintes palmaires dans la résolution d'origine des images reçues (500 ou 1 000 pixels par pouce). La résolution d'origine de l'image doit être conservée et doit pouvoir être visualisée.	Gela semble contradictoire avec ce qui est demandé au paragraphe 4.1.7. « La solution de renouvellement du SAID doit traiter les transactions d'empreintes décadactyliques à une résolution de 500 pixels par pouce. »			Non, la solution doit pouvoir faire les deux. Empreintes décadactyliques à 500 ppp, empreintes latentes à 1000 ppp et anciennes images d'empreintes latentes à 500 ppp.
84	Annexe B – Exigences du SAID	4.2 EXTRACTION ET ENREGISTREMENT	13	La solution de renouvellement du SAID doit accepter et stocker les images d'empreintes digitales et d'empreintes palmaires reçues dans une résolution valide (p. ex. 500 ou 1 000 pixels par pouce), avec un minimum de 500 pixels par pouce selon la norme ANSI/NIST-ITL-1-2-2011. Pour l'instant, toutes les transactions d'empreintes décadactyliques sont transmises dans une résolution de 500 pixels par pouce.	La solution de renouvellement du SAID devra recevoir et entreposer les images à 500 ou 1 000 ppi, qu'il s'agisse d'empreintes décadactyliques ou d'empreintes palmaires.	Justification de la reformulation – Indication plus claire des résolutions requises sous lesquelles les images seront acceptées et enregistrées dans le SAID.		La GRC n'a énoncé aucune exigence entourant les empreintes décadactyliques à 1 000 ppi. Elle n'en a pas besoin actuellement. Du reste, ses collaborateurs ne sont pas en mesure de transmettre des empreintes aussi fines. Il ne sera donc pas tenu compte du nouvel énoncé.
85	Annexe B – Exigences du SAID	4.3 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ÉLECTRONIQUE ET CONTRÔLE DE LA SÉQUENCE	6	La solution de renouvellement du SAID doit comprendre un paramètre configurable servant à déterminer si la qualité des empreintes plaquées dépasse celle des empreintes roulées. Si l'écart de qualité entre les empreintes plaquées et les empreintes roulées atteint ou dépasse un certain seuil, la solution de renouvellement du SAID doit générer des empreintes plaquées à tel qu'il est défini ci-dessous, les empreintes plaquées devraient être utilisées plutôt que les empreintes roulées.	Le nouvel énoncé suggère évoquer une fonction déjà en place et que la GRC souhaite améliorer. Malgré sa capacité à le faire, il se peut que le soumissionnaire ne puisse pas bien déterminer les meilleures empreintes. Comme les empreintes roulées ont en principe plus de minutes que les autres, la GRC veut disposer d'un meilleur critère de sélection pour utiliser les empreintes plaquées à leur qualité est meilleure, d'après le critère mesurable et éprouvé.	Justification de la reformulation – Pouvoir proposer une autre solution permettant de choisir automatiquement les meilleures empreintes sans faire appel à un expert.		La GRC examinera l'énoncé et pourrait en faire un critère coté.

91.	Annexe B – Exigences du SAID	4.7 VÉRIFICATION DES EMPREINTES DÉCADACTYLAIRES	7	Pour assurer l'objectivité de la vérification, le pontage SAID ne doit pas être visible sur l'interface utilisateur de vérification, à moins que l'utilisateur ne soit autorisé à le consulter.	Pour assurer l'objectivité de la vérification, le pontage SAID ne doit pas être visible sur l'interface utilisateur de vérification, à moins que l'utilisateur ne soit autorisé à le consulter.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre d'afficher l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires, la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. L'énoncé demeure donc tel quel. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question ici d'une exigence de base.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre d'afficher l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires, la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. L'énoncé demeure donc tel quel. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question ici d'une exigence de base.
92.	Annexe B – Exigences du SAID	4.7 VÉRIFICATION DES EMPREINTES DÉCADACTYLAIRES	15	La liste des candidats doit compter un indice visuel indiquant les candidats qui ont déjà été l'objet d'une vérification.	La liste des candidats devrait compter un indice visuel indiquant les candidats qui ont déjà été l'objet d'une vérification.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre d'afficher l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires, la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. L'énoncé demeure donc tel quel. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question ici d'une exigence de base.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre d'afficher l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires, la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. L'énoncé demeure donc tel quel. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question ici d'une exigence de base.
93.	Annexe B – Exigences du SAID	4.7 VÉRIFICATION DES EMPREINTES DÉCADACTYLAIRES	19	La solution de renouvellement du SAID doit permettre à un technicien d'attribuer une transaction à une personne ayant un rôle de supervision, avec une remarque liée à la tâche, s'il a de la difficulté à vérifier l'identification.	La solution de renouvellement du SAID devrait permettre à un technicien d'attribuer une transaction à une personne ayant un rôle de supervision, avec une remarque liée à la tâche, s'il a de la difficulté à vérifier l'identification.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre d'afficher l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires, la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. L'énoncé demeure donc tel quel. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question ici d'une exigence de base.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre d'afficher l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires, la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. L'énoncé demeure donc tel quel. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question ici d'une exigence de base.
94.	Annexe B – Exigences du SAID	4.7 VÉRIFICATION DES EMPREINTES DÉCADACTYLAIRES	3	La solution de renouvellement du SAID doit comprendre des paramètres configurables permettant de régler les paramètres des seuls du SAID ainsi que le nombre minimal par défaut de candidats du TNI devant être examinés aux fins de vérification obligatoire.	Cette section semble indiquer que les résultats de recherche DD-DD comprennent aient un certain nombre de candidats qu'il s'agit de vérifier. Le paragraphe indique « nombre minimal par défaut de candidats du TNI ». Le terme « TNI » ne serait-il pas erroné ?	Il y a une erreur de copier-coller. Cette erreur a été corrigée. Le nombre de candidats DD à passer en revue n'est pas limité.	Il y a une erreur de copier-coller. Cette erreur a été corrigée. Le nombre de candidats DD à passer en revue n'est pas limité.
95.	Annexe B – Exigences du SAID	4.8 CERTIFICATION DES EMPREINTES DÉCADACTYLAIRES		Remarque d'ordre général sur la certification des empreintes DD	Cette étape n'est pas claire, pourriez-vous préciser le besoin à combler ?	La GRC ne voit pas ce qu'il n'est pas clair ici. Après la vérification des empreintes décadactylaires (section 4.7) vient leur certification. L'identification des empreintes doit être certifiée par une autre personne – un technicien en plus – afin d'être considérée comme valide. Les exigences de certification des empreintes doivent être claires et distinctes. La GRC applique en l'occurrence une politique visant à réduire les risques d'erreur, par exemple, une comparaison manuelle.	La GRC ne voit pas ce qu'il n'est pas clair ici. Après la vérification des empreintes décadactylaires (section 4.7) vient leur certification. L'identification des empreintes doit être certifiée par une autre personne – un technicien en plus – afin d'être considérée comme valide. Les exigences de certification des empreintes doivent être claires et distinctes. La GRC applique en l'occurrence une politique visant à réduire les risques d'erreur, par exemple, une comparaison manuelle.
96.	Annexe B – Exigences du SAID	4.8 CERTIFICATION DES EMPREINTES DÉCADACTYLAIRES	24	À la réception d'une transmission comprenant des empreintes du bout des doigts et de la partie supérieure des paumes, la solution de renouvellement du SAID doit automatiquement effectuer une comparaison un à un du bout des doigts de l'empreinte présentée avec les empreintes du bout des doigts de la base de données existantes afin d'établir la correspondance. La solution doit indiquer que les empreintes palmaires ont été « associées » au dossier. Si la solution est incapable de déterminer qu'elles correspondent, elle doit permettre à un technicien en certification de confirmer que les empreintes palmaires sont associées au dossier. Si la confirmation échoue, les empreintes palmaires ne doivent pas être conservées.	Comparaison des empreintes du bout des doigts avec les empreintes roules, ... La GRC a-t-elle l'intention de comparer les empreintes du bout des doigts et les empreintes palmaires ?	La GRC n'a pas l'intention de comparer les empreintes du bout des doigts et les empreintes palmaires. Les empreintes palmaires ne contiennent pas d'images d'empreintes digitales, par conséquent, il n'y aurait rien à comparer.	La GRC n'a pas l'intention de comparer les empreintes du bout des doigts et les empreintes palmaires. Les empreintes palmaires ne contiennent pas d'images d'empreintes digitales, par conséquent, il n'y aurait rien à comparer.
97.	Annexe B – Exigences du SAID	5.1 PROCESSUS DE TRAITEMENT DES EMPREINTES LATENTES	14	La solution de renouvellement du SAID doit accepter et stocker les images d'empreintes digitales de toute résolution valide (p. ex., 500 ou 1 000 pixels par pouce) selon la norme ANSI/NIST-ITL 1-2011 ou une version ultérieure.	La solution de renouvellement du SAID doit accepter et stocker les images d'empreintes digitales latentes de 400 à 4 000 pixels par pouce.	La GRC n'a pas stipulé d'exigence pour des empreintes de 400 ou de 4 000 pixels par pouce, n'a pas actuellement besoin d'empreintes de 4 000 pixels par pouce et les collaborateurs de la GRC ne sont pas en mesure de transmettre des empreintes de plus de 1 000 pixels par pouce. Par conséquent, la reformulation proposée ne sera pas retenue.	La GRC n'a pas stipulé d'exigence pour des empreintes de 400 ou de 4 000 pixels par pouce, n'a pas actuellement besoin d'empreintes de 4 000 pixels par pouce et les collaborateurs de la GRC ne sont pas en mesure de transmettre des empreintes de plus de 1 000 pixels par pouce. Par conséquent, la reformulation proposée ne sera pas retenue.

102	Annexe B – Exigences du SAID	5.1. PROCESSUS DE TRAITEMENT DES EMPREINTES LATENTES	5	<p>4. Toutes les activités de traitement centralisé et à distance des empreintes latentes doivent être enregistrées automatiquement dans le SGDDL »</p>	<p>Les utilisateurs du processus de transmission des empreintes latentes par transcodeur auront-ils également accès au SGDEL pour la gestion des dossiers?</p>	<p>Non. Les transcodeurs distants sont principalement utilisés par les organismes autres que la GRC qui utilisent leur propre système de gestion des dossiers. Étant donné que les prises d'empreintes des organismes distants sont enregistrées lors du traitement effectué avec la solution de renouvellement du SAID, le SGDEL conservera les données de gestion des dossiers correspondants, à l'usage de la GRC.</p>
103	Annexe B – Exigences du SAID	5.1.2 RECHERCHE INTERNATIONALE DE PARTICULARITÉS D'EMPREINTES LATENTES	5	<p>Le paragraphe en question dit ceci : « La solution de renouvellement du SAID doit fournir la fonctionnalité adéquate de recherche des empreintes latentes en charge l'ensemble de caractéristiques étendu (EFS) conformément à la norme américaine EERS (type de transaction US LFFS) avec le minimum de travail supplémentaire après le codage effectué pour la recherche candidate de la part du technicien des empreintes latentes (p. ex., ajout de texte dans les champs obligatoires pour la recherche du FBI). Or, seuls les définitions fournies dans le DCI, la solution SAID actuelle, utilise des enregistrements de type 9 pour les types de transaction suivants échangés entre le SNS et le SAID : IRR1, LFFS1, SRL1, ULE1 ET ULR11. La solution de transcodeur actuelle utilise des enregistrements de type 9 pour les types de transaction suivants échangés entre le SNS et le transcodeur : LFFS et ULE. Le transcodeur prend également en charge la réception du type de transaction LFFS avec un enregistrement de type 9. Les autres organismes distants employant le SAID. De plus, le SNS utilise des enregistrements de type 9 pour les types de transaction suivants échangés avec des collaborateurs externes : IRR1, SRL1 et ULR1. La solution de renouvellement du SAID doit préparer des transactions de recherche de empreintes latentes qui utilisent les types de transaction US LFFS et ULE, et les types de transaction US LFFR et transmettre ces transactions au SNS, afin qu'elles soient publiées dans le SAID du FBI, aux États-Unis.</p>	<p>1) Étant donné que le SNS transmet les transactions LFFS au FBI, la GRC peut-elle préciser si l'utilisation du format EFS s'applique à la norme américaine EERS (type de transaction US LFFS) ou à la norme américaine EFS (type de transaction utilisant des enregistrements de type 9 et échangés entre le SNS et le SAID) ou le transcodeur prennent en charge l'EFS?</p> <p>2) Peut-on fournir davantage d'information sur la transition prévue pour prendre en charge l'EFS, c'est-à-dire préciser le moment où aura lieu la conversion de la GRC à l'EFS et quelle est la raison du changement?</p>	<p>La GRC a l'obligation de transmettre des transactions US LFFS conformes à la norme EERS. Cette fonctionnalité n'est pas encore opérationnelle dans le SNS. À la suite des échanges avec le FBI, la GRC a établi que toute transaction US LFFS doit être envoyée au SNS. Le SNS ne peut pas accepter les transactions US LFFS. C'est pourquoi le SNS et le SNS se sont mis d'accord sur la solution de renouvellement du SAID la prendra en charge. Il serait préférable que la transition au format EFS ait lieu dans les six (6) mois suivant l'attribution du contrat; toutefois, elle ne sera obligatoire qu'au bout de deux (2) ans. La GRC compte mettre en œuvre le type de transaction US LFFS en deux de deux (2) ans. Par conséquent, si le soumissionnaire peut mettre en œuvre l'EFS dans les six (6) mois, il n'aura plus à satisfaire à l'exigence de codage et traduction automatique pour prendre en charge le type de transaction US LFFS, étant donné que tout serait au format EFS. Si le soumissionnaire ne met pas en œuvre le format EFS, il devra assurer le codage et traduction automatique pour prendre en charge le type de transaction US LFFS.</p> <p>La seule raison qui justifie l'adoption du format EFS est l'aptitude du soumissionnaire à appuyer efficacement et économiquement la conversion au format EFS à un niveau de risque acceptable pour la GRC. La GRC s'attend à ce qu'un programme de conversion au format EFS figure dans la proposition du soumissionnaire. Voir la Plice jointe 2 de l'annexe H pour prendre connaissance des critères cotés relatifs à l'adoption du format EFS.</p>
104	Annexe B – Exigences du SAID	5.1.2 RECHERCHE INTERNATIONALE DE PARTICULARITÉS D'EMPREINTES LATENTES	1	<p>La solution de renouvellement du SAID doit préparer des transactions de recherche de empreintes latentes qui utilisent les types de transaction US LFFS et ULE, et les types de transaction US LFFR et transmettre ces transactions au SNS, afin qu'elles soient publiées dans le SAID du FBI, aux États-Unis.</p>	<p>Le type de transaction US LFFS est absent du DCI du SAID (LFFS du SAID au SAID).</p>	<p>Les références au type de transaction US LFFS se trouvent dans le DCI 2.1 du SAID, qui est inclus dans la demande de proposition. Il est à noter que cette référence ne s'applique à la norme américaine EERS.</p>
105	Annexe B – Exigences du SAID	5.1.2 RECHERCHE INTERNATIONALE DE PARTICULARITÉS D'EMPREINTES LATENTES	6	<p>La solution de renouvellement du SAID doit recevoir les résultats de recherches d'empreintes latentes du FBI (type de transaction US SRL1 provenant du SNS et les types de transaction US SRL1 provenant du SNS) dans le SNS, afin qu'elles soient publiées dans le SAID du FBI, aux États-Unis.</p>	<p>Le type de transaction US SRL est absent du DCI du SAID (SRL du SNS au SAID).</p>	<p>Le type de transaction US SRL ne nécessite aucune exigence précise pour l'IIR, par conséquent, on s'attend à utiliser le SRL de la norme EERS tel quel pour traiter les réponses du FBI aux transactions du type US LFFS.</p>
106	Annexe B – Exigences du SAID	5.1.3 DEMANDES SPÉCIALES DE RECHERCHE ET D'ATTRIBUTION	1	<p>La solution de renouvellement du SAID doit permettre à un utilisateur de lancer une recherche de empreintes latentes et de recevoir les résultats de la recherche. Le processus de recherche doit être automatisé et doit être capable de générer un rapport d'un périmètre du poste de travail des empreintes latentes (carnet de numérisation) dans l'environnement du SAID.</p>	<p>Recherche seulement (sans insertion ?)</p>	<p>Nous attirons votre attention sur le passage suivant : « et pour utiliser le processus courant relatif aux empreintes latentes, les entreprises peuvent également être saisies directement à partir d'un poste de travail SAID et que la suite du traitement se déroule comme pour tout autre empreinte latente en ce qui a trait aux exigences à satisfaire. On parle ici de « demande spéciale de recherche et d'attribution » parce que ce n'est pas le processus de traitement lancé habituellement par le SNS. Il peut donc y avoir insertion.</p>

117	Annexe B – Exigences du SAID	5.6 GESTION DES IMPREINTES IMPROPRES A LA RECHERCHE	1 - 7	<p>1. Le SAID doit permettre à un technicien de déterminer une image comme impropre reliée à l'étape du lasso et de l'ajuster le traitement des empreintes latentes. Les empreintes/impropre relevées durant le traitement (après l'étape du lasso) dans le SAID doivent d'abord être revues par un superviseur. Si elles sont écartées parce que jugées fausses, la transaction est supprimée du SAID. La réponse est ensuite envoyée au SNS et traitée par le processus EIMO avec les autres images.</p> <p>2. La solution de renouvellement du SAID doit permettre à un technicien d'indiquer qu'une image est impropre à la recherche et de fournir les raisons.</p> <p>3. La solution de renouvellement du SAID doit permettre à un technicien d'attribuer une recherche d'empreintes latentes à une personne ayant un rôle de supervision, avec une remarque reliée à la tâche.</p> <p>4. Si une image est considérée comme impropre au traitement dans le SAID, la solution de renouvellement du SAID doit permettre à un technicien d'indiquer qu'une image est impropre en raison d'un bouton, d'indiquer que l'image est impropre en fournissant les raisons dans la réponse interne (LCAN) et de transmettre la transaction en cause au serveur NIST des SNP.</p> <p>5. Le jugement définitif quant au caractère impropre à la recherche d'une image est réservé aux utilisateurs autorisés (p. ex., le superviseur des empreintes latentes).</p> <p>6. Lorsqu'une image est reconnue comme impropre et que le SNS en a été avisé, la solution de renouvellement du SAID doit retirer toute transaction reliée à cette image. Tous les fichiers journal du SAID doivent demeurer inchangés et comprendre un dossier de renouvellement des événements reliés à l'annulation de la recherche des empreintes latentes.</p> <p>7. La solution de renouvellement du SAID doit fournir une liste configurable de motifs du caractère impropre à sélectionner pour les indiquer dans la transaction de réponse interne (LCAN). Consultez le DCI du SAID pour obtenir une liste de motifs possibles qui doivent figurer dans la liste de sélection.</p>	<p>1. La solution de renouvellement du SAID <u>dégradé</u> permettrait à un technicien d'indiquer qu'une image est impropre à l'étape du lasso et de l'ajuster le traitement des empreintes latentes. Les empreintes/impropre relevées durant le traitement (après l'étape du lasso) dans le SAID doivent d'abord être revues par un superviseur. Si elles sont écartées parce que jugées fausses, la transaction est supprimée du SAID. La réponse est ensuite envoyée au SNS et traitée par le processus EIMO avec les autres images.</p> <p>2. La solution de renouvellement du SAID <u>dégradé</u> permettrait à un technicien d'indiquer qu'une image est impropre à la recherche et de fournir les raisons.</p> <p>3. La solution de renouvellement du SAID <u>dégradé</u> permettrait à un technicien d'attribuer une recherche d'empreintes latentes à une personne ayant un rôle de supervision, avec une remarque reliée à la tâche.</p> <p>4. Si une image est considérée comme impropre au traitement dans le SAID, la solution de renouvellement du SAID <u>dégradé</u> permettrait à un technicien d'indiquer qu'une image est impropre en raison d'un bouton, d'indiquer que l'image est impropre en fournissant les raisons dans la réponse interne (LCAN) et de transmettre la transaction en cause au serveur NIST des SNP.</p> <p>5. Le jugement définitif quant au caractère impropre à la recherche d'une image est réservé aux utilisateurs autorisés (p. ex., le superviseur des empreintes latentes).</p> <p>6. Lorsqu'une image est reconnue comme impropre et que le SNS en a été avisé, la solution de renouvellement du SAID <u>dégradé</u> retirerait toute transaction liée à cette image. Tous les fichiers/journaux du SAID devraient demeurer inchangés et comprendre un dossier de l'ensemble des activités et des événements reliés à l'annulation de la recherche des empreintes latentes.</p> <p>7. La solution de renouvellement du SAID <u>dégradé</u> fournirait une liste configurable de motifs du caractère impropre à sélectionner pour les indiquer dans la transaction de réponse interne (LCAN). Consultez le DCI du SAID pour obtenir une liste de motifs possibles qui doivent figurer dans la liste de sélection.</p>	<p>La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre de répondre à une même bricole de différentes façons. La reformulation laisse entendre que la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires, on n'est donc pas tenu d'y satisfaire. Dans le nouvel énoncé, rien n'évoque la possibilité que l'exigence puisse être satisfaite d'une autre façon.</p> <p>La GRC s'attend à ce que toute solution proposée puisse être retouchée de manière à remplir l'exigence considérée. Si l'exigence n'était pas satisfaite, la GRC ne pourrait pas appliquer comme il faut ses politiques et procédures pertinentes. L'énoncé demeurerait donc tel quel, sans reformulation. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question ici d'une exigence de base.</p>
118	Annexe B – Exigences du SAID	5.7 CERTIFICATION D'IMPREINTES LATENTES	3	La solution de renouvellement du SAID doit automatiquement s'assurer que deux (2) lie nombre doit être configurable) techniciens principaux des empreintes latentes certifient chacune des identifications d'empreintes latentes.	<p>La GRC va reformuler cette exigence pour clarifier les circonstances où seulement deux actions d'utilisateurs sont nécessaires, par opposition à celles où il en faut trois.</p>	<p>La GRC s'attend à ce que toute solution proposée puisse être retouchée de manière à remplir l'exigence considérée. Si l'exigence n'était pas satisfaite, la GRC ne pourrait pas appliquer comme il faut ses politiques et procédures pertinentes. L'énoncé demeurerait donc tel quel, sans reformulation. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question ici d'une exigence de base.</p>
119	Annexe B – Exigences du SAID	5.7 CERTIFICATION D'IMPREINTES LATENTES		Remarques générales sur la certification des empreintes latentes.	<p>L'étape de certification n'est pas claire pourriez-vous en expliquer l'utilité?</p>	<p>La GRC ne voit pas ce qu'on n'est pas clair ici. Il faut distinguer l'étape de la vérification de celle de la certification des empreintes latentes. Toute identification manuelle doit être certifiée séparément par un technicien principal en dactyloscopie. Une autre façon de s'exprimer consiste à dire que l'identification manuelle exige deux processus distincts. Il s'agit d'une politique de la GRC qui réduit le risque d'erreur en cas d'identification manuelle.</p>
120	Annexe B – Exigences du SAID	5.9 RECHERCHE INVERSEE	5	La solution de renouvellement du SAID doit permettre à un technicien de consulter des candidats dont le pointage est au-dessus du seuil de « correspondance éventuelle » pour la recherche d'empreintes latentes. Les candidats à examiner doivent être classés, et leur nombre doit être configurable. Les candidats au-dessus du seuil de « correspondance éventuelle » doivent être faciles à distinguer des autres transactions dans la file d'attente de la recherche inversée. Ils pourraient, par exemple, être surlignés en couleur dans le haut de la file, afin d'aider le technicien en dactyloscopie de la « correspondance éventuelle ».	<p>La solution de renouvellement du SAID <u>dégradé</u> permettrait à un technicien de consulter des candidats dont le pointage est au-dessus du seuil de « correspondance éventuelle » pour la recherche d'empreintes latentes. Les candidats à examiner doivent être classés, et leur nombre doit être configurable. Les candidats au-dessus du seuil de « correspondance négative ». Ces candidats à examiner doivent être classés, et leur nombre doit être configurable. Les candidats au-dessus du seuil de « correspondance éventuelle » doivent être faciles à distinguer des autres transactions dans la file d'attente de la recherche inversée. Ils pourraient, par exemple, être surlignés en couleur dans le haut de la file, afin d'aider le technicien en dactyloscopie de la « correspondance éventuelle ».</p>	<p>La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre de répondre à une même bricole de différentes façons. La reformulation laisse entendre que la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires, on n'est donc pas tenu d'y satisfaire. Dans le nouvel énoncé, rien n'évoque la possibilité que l'exigence puisse être satisfaite d'une autre façon.</p> <p>La GRC s'attend à ce que toute solution proposée puisse être retouchée de manière à remplir l'exigence considérée. Si cette exigence n'est pas satisfaite, la GRC constaterait une multiplication des opérations manuelles, ce qui entraînerait des coûts supplémentaires. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de tâche, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il est question ici d'une exigence de base.</p>
121	Annexe B – Exigences du SAID	6.1.2 FORMATS ET NUMERISATION	3	Les services spéciaux de numérisation doivent saisir l'image du document, les images des empreintes et les images des plumes en un seul passage à des résolutions pouvant varier de 400 à 4 000 pixels par pouce pour les empreintes, des dactyloscopes et palmaires et de 400 à 4 000 pixels par pouce pour les empreintes latentes.	<p>Les dispositifs de numérisations spéciaux doivent saisir l'image du document, les images des empreintes digitales et palmaires et les images des empreintes latentes en un seul passage à 500 pixels par pouce ou à 400 pixels par pouce pour les empreintes dactyloscopiques et palmaires et de 400 à 4 000 pixels par pouce pour les empreintes latentes.</p> <p>Justification de la reformulation : Indication plus claire des résolutions requises sous lesquelles les images seront acceptées et enregistrées dans le système.</p>	<p>Voir réponse au commentaire sur l'article 5.1 de l'EDT (paragraphe 14).</p>

122	Annexe B – Exigences du SAID	6.1.2 FORMATS ET NUMÉRIISATION	3	Les services spécifiques de numérisation doivent saisir l'image du document, les images des empreintes et les images de paumes en un seul passage à des résolutions pouvant varier .	Pourriez-vous préciser le sens de « résolutions pouvant varier » ?	Les empreintes digitales doivent être numérisées à une résolution de 500 pixels par pouce; toutefois, la saisie du texte n'exige pas nécessairement une résolution de 500 pixels par pouce. Ce point sera reformulé dans la demande de propositions.
123	Annexe B – Exigences du SAID	7.1 RECHERCHE D'EMPREINTES PALMAIRES	6	La solution de renouvellement du SAID doit réaliser la recherche d'empreintes palmaires dans la banque existante d'empreintes palmaires ou digitales, au besoin.	la solution de renouvellement du SAID devrait réaliser la recherche d'empreintes palmaires dans la banque existante d'empreintes palmaires ou digitales, au besoin. Justification de la reformulation – Permettre de répondre au même besoin à l'aide d'une autre solution.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre différentes solutions afin de répondre au même besoin. La reformulation laisse entendre que la solution pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires; on n'est donc pas tenu d'y satisfaire. Dans le nouvel énoncé, rien n'évoque la possibilité que l'exigence puisse être satisfaite d'une autre façon. La GRC réexaminera l'énoncé et considérera la reformulation à coter.
124	Annexe B – Exigences du SAID	7.1 RECHERCHE D'EMPREINTES PALMAIRES	11	La solution de renouvellement du SAID doit effectuer une recherche pour toutes les transmissions contenant uniquement des paumes dans le dossier des empreintes décadactylaires. Une transmission contenant uniquement des paumes est une transmission qui ne comprend pas un jeu complet d'impressions roulées ou plaquées.	La solution de renouvellement du SAID devrait effectuer une recherche pour toutes les transmissions contenant uniquement des paumes dans le dossier des empreintes décadactylaires. Une transmission contenant uniquement des paumes est une transmission qui ne comprend pas un jeu complet d'impressions roulées ou plaquées. Justification de la reformulation – Permettre de répondre au même besoin à l'aide d'une autre solution.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre différentes solutions afin de répondre au même besoin. La reformulation laisse entendre que la solution du soumissionnaire pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires; on n'est donc pas tenu d'y satisfaire. Dans le nouvel énoncé, rien n'évoque la possibilité que l'exigence puisse être satisfaite d'une autre façon. La GRC réexaminera l'énoncé et considérera la reformulation à coter.
125	Annexe B – Exigences du SAID	7.1 RECHERCHE D'EMPREINTES PALMAIRES	11	La solution de renouvellement du SAID doit effectuer une recherche pour toutes les transmissions contenant uniquement des empreintes décadactylaires. Une transmission contenant uniquement des paumes est une transmission qui ne comprend pas un jeu complet d'impressions roulées ou plaquées.	La GRC peut-elle préciser à combien de transmissions contenant uniquement des paumes elle s'attend par jour ?	Cette information sera fournie.
126	Annexe B – Exigences du SAID	7.1 RECHERCHE D'EMPREINTES PALMAIRES	6	Le paragraphe en question dit ceci : « La solution de renouvellement du SAID doit réaliser la recherche d'empreintes palmaires dans la banque existante d'empreintes palmaires ou digitales, au besoin. »	Le tableau 2 intitulé « Volumes à traiter par la solution de renouvellement des recherches DE P ou EP/DOD. Pour être en mesure de répondre à l'exigence, le soumissionnaire doit connaître le volume à prendre en charge pour ces opérations de recherche.	Cette information sera fournie.
127	Annexe B – Exigences du SAID	7.2 EXTRACTION DE DONNÉES DU SAID AUX FINS DE RAPPORTS	1	La solution de renouvellement du SAID doit permettre l'extraction, la transformation et le chargement (ETL) des données dans le cadre des processus de production de rapports Copios de la GRC. La GRC, en collaboration avec l'entrepreneur, doit déterminer les données qui seront extraites avant la mise en œuvre.	SPAC pourrait-il mettre à jour le tableau 2 de l'annexe B pour y ajouter les données de la GRC ? La solution de renouvellement du SAID devrait permettre l'extraction, la transformation et le chargement (ETL) des données dans le cadre des processus de production de rapports Copios de la GRC. La GRC, en collaboration avec l'entrepreneur, déterminera les données qui seront extraites avant la mise en œuvre. Justification de la reformulation – Permettre de répondre au même besoin à l'aide d'une autre solution.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre différentes solutions afin de répondre au même besoin. La reformulation laisse entendre que la solution pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires; on n'est donc pas tenu d'y satisfaire. Dans le nouvel énoncé, rien n'évoque la possibilité que l'exigence puisse être satisfaite d'une autre façon. Étant donné que cette exigence prévoit une simple extraction des données nécessaires à la production des rapports intégrés de la GRC à l'intention de la direction, la GRC s'attend à ce que tout soumissionnaire soit en mesure d'effectuer cette extraction. L'énoncé demeurera donc tel quel, sans reformulation. Sans cela, la GRC devrait engager des frais dans le cadre d'une autorisation de bétch, c'est-à-dire selon un processus non concurrentiel, alors qu'il n'est question ici d'une exigence de base.
128	Annexe B – Exigences du SAID	8.1.10 PARAMÈTRES DES TABLES	1	La solution de renouvellement du SAID doit comprendre des tables configurables à extensibilité illimitée qu'un utilisateur autorisé peut ajouter, modifier ou supprimer. Des tables distinctes doivent être offertes au moins pour les éléments suivants.	La solution de renouvellement du SAID doit comprendre des tables configurables qu'un utilisateur autorisé peut ajouter, modifier ou supprimer. Ces tables devraient être : Explication de la reformulation : donner la possibilité de proposer une mise en œuvre différente qui répondrait aux mêmes besoins.	La demande de reformulation implique qu'on passerait d'une exigence obligatoire à une exigence codée (le seul mot qui change est « doit », remplacé par « devrait »). La reformulation n'a pas pour but de permettre différentes solutions afin de répondre au même besoin. La reformulation laisse entendre que la solution proposée pourrait ne pas satisfaire à l'exigence considérée. Les exigences codées ne sont pas obligatoires; on n'est donc pas tenu d'y satisfaire. Dans le nouvel énoncé, rien n'évoque la possibilité que l'exigence puisse être satisfaite d'une autre façon. La GRC examinera de nouveau la formulation de cette exigence; toutefois, elle tient à insister sur le fait qu'un utilisateur autorisé doit absolument pouvoir ajouter, modifier ou supprimer des données. Autrement dit, il s'agit d'une exigence obligatoire. Ces données sont essentielles aux opérations du SAID de la GRC et de ses utilisateurs.

139	Annexe B – Exigences du SAID	8.2.2. RÔLES, GROUPES ET OBJETS	3	<p>Les éléments ci-dessous représentent les fonctions de rôles (privileges) minimales que doit comprendre la solution de renouvellement du SAID. La liste suivante indique de façon implicite les objets et le niveau de précision qui doivent être gérés ou contrôlés par la solution :</p>	<p>a. Droits de configuration du SAID</p> <p>b. Droits de gestion des données du SAID</p> <p>c. Droits de surveillance du SAID</p> <p>d. Droits de gestion des utilisateurs</p> <p>e. Droits d'exécuter les processus de traitement</p> <p>f. Droits d'accès aux données</p> <p>g. Droits d'afficher les données</p> <p>h. Droits de modifier les données</p> <p>i. Droits de supprimer les données</p> <p>j. Droits d'importer les données</p> <p>k. Droits d'exporter les données</p> <p>l. Droits de vérification</p> <p>m. Droits d'accéder aux rapports</p> <p>La solution de renouvellement du SAID doit associer tous ces droits fonctionnels aux rôles de haut niveau qui définissent les ensembles d'activités autorisées pour chaque type d'opérateur.</p> <p>Justification de la reformulation : Classification des fonctions permettant de proposer une liste équivalente des fonctions offertes différemment aux</p>	<p>Les expressions utilisées ne correspondent à aucune définition connue de la GRC ou des autres soumissionnaires éventuels. Cette reformulation ne signifie pas qu'il faut permettre l'utilisation d'une liste équivalente de fonctions. Cette reformulation élimine un nombre important de contrôles de sécurité, ce qui empêcherait la GRC d'exploiter et de vérifier la solution de renouvellement du SAID de façon sécuritaire.</p> <p>Veuillez prendre note de la référence à la norme internationale dans la section 8.2 : « L'approche adoptée pour que la solution de renouvellement du SAID respecte les exigences relatives au contrôle de l'accès est conforme à la norme NST sur le contrôle d'accès fondé sur les rôles (CAFR). L'essentiel dans cette norme est le concept prévoyant l'attribution d'un rôle aux utilisateurs. Il s'agit d'un mécanisme fondamental qui doit être employé par la solution de renouvellement du SAID afin de garantir le respect des politiques pertinentes, des procédures d'exploitation et de la sécurité générale des transactions. » On dit à la section 8.2.3 que « Le SAID actuel est conforme au modèle de CAFR présenté. Puisque la prise en charge de ce modèle représente une exigence, il est attendu que la conversion permettra d'inclure presque toutes les données du SAID existant. »</p> <p>Il est essentiel que la GRC se conforme aux normes internationales et qu'elle respecte les exigences de la GRC et du gouvernement du Canada en matière de sécurité, des contrôles de l'accès et de vérification. Tout soumissionnaire éventuel doit adapter sa solution pour qu'elle respecte ces exigences essentielles de la GRC.</p>	<p>Veuillez vous reporter à la question connue précédente, dans la première série de questions se rapportant à la demande d'information sur le renouvellement du SAID. La GRC a accepté de reformuler les exigences dans l'ensemble de la DDP en précisant que les composantes ne sont pas obligatoires, pourvu que la solution proposée réponde à toutes les exigences de l'EDT et des documents connexes sans faire appel à des composantes.</p>
140	Annexe B – Exigences du SAID	8.3 SUJET AVEC DE MULTIPLES DOSSIERS ET COMPOSITES	3	<p>La solution de renouvellement du SAID doit prendre en charge un jeu d'empreintes digitales composées par type de dossier associé à un sujet. Ce jeu d'empreintes composées doit comprendre les meilleures empreintes parmi toutes les empreintes enregistrées dans chaque type de dossier. Par exemple, pour trois (3) types de dossier, il y aurait trois jeux de composantes.</p>	<p>La solution de renouvellement du SAID doit générer les dossiers des jeunes contrevenants pour que ceux-ci et ceux des contrevenants adultes puissent faire l'objet d'une recherche simultanée, sans incidence sur le processus de mise en correspondance. Cette exigence vise à éviter les éventuelles erreurs si les empreintes d'une jeune personne sont entrées dans le système puis font l'objet d'une recherche quand cette personne est devenue adulte.</p> <p>Justification de la reformulation : Compte tenu de la possibilité de proposer des solutions différentes pour gérer les jeunes contrevenants dans le système en répondant aux mêmes besoins sans faire appel à un composante.</p>	<p>Veuillez vous reporter à la question connue précédente, dans la première série de questions se rapportant à la demande d'information sur le renouvellement du SAID. La GRC a accepté de reformuler les exigences dans l'ensemble de la DDP en précisant que les composantes ne sont pas obligatoires, pourvu que la solution proposée réponde à toutes les exigences de l'EDT et des documents connexes sans faire appel à des composantes.</p>	
141	Annexe B – Exigences du SAID	8.3 SUJET AVEC DE MULTIPLES DOSSIERS ET COMPOSITES	4	<p>Dans le cas des dossiers de jeunes contrevenants, un jeu supplémentaire d'empreintes digitales et palmaires composées doit être créé dans les dossiers criminels et de réagilés en appliquant un facteur de croissance de quinze pour cent (15 %). Cette exigence vise à améliorer le pourcentage de correspondance lorsque les empreintes de la personne font l'objet d'une recherche à l'âge adulte.</p>	<p>La solution de renouvellement du SAID doit générer les dossiers des jeunes contrevenants pour que ceux-ci et ceux des contrevenants adultes puissent faire l'objet d'une recherche simultanée, sans incidence sur le processus de mise en correspondance. Cette exigence vise à éviter les éventuelles erreurs si les empreintes d'une jeune personne sont entrées dans le système puis font l'objet d'une recherche quand cette personne est devenue adulte.</p> <p>Justification de la reformulation : Compte tenu de la possibilité de proposer des solutions différentes pour gérer les jeunes contrevenants dans le système en répondant aux mêmes besoins sans faire appel à un composante.</p>	<p>Cette exigence sera examinée de nouveau par la GRC.</p>	
142	Annexe B – Exigences du SAID	8.3 SUJET AVEC DE MULTIPLES DOSSIERS ET COMPOSITES	4	<p>Dans le cas des dossiers de jeunes contrevenants, un jeu supplémentaire d'empreintes digitales et palmaires composées doit être créé dans les dossiers criminels et de réagilés en appliquant un facteur de croissance de quinze pour cent (15 %). Cette exigence vise à améliorer le pourcentage de correspondance lorsque les empreintes de la personne font l'objet d'une recherche à l'âge adulte.</p>	<p>Dans le cas des dossiers de jeunes contrevenants, un jeu supplémentaire d'empreintes digitales et palmaires composées doit être créé dans les dossiers criminels et de réagilés en appliquant un facteur de croissance de quinze pour cent (15 %). Cette exigence vise à améliorer le pourcentage de correspondance lorsque les empreintes de la personne font l'objet d'une recherche à l'âge adulte.</p>	<p>Veuillez vous reporter à la question connue précédente, dans la première série de questions se rapportant à la demande d'information sur le renouvellement du SAID. La GRC a accepté de reformuler les exigences dans l'ensemble de la DDP en précisant que les composantes ne sont pas obligatoires, pourvu que la solution proposée réponde à toutes les exigences de l'EDT et des documents connexes sans faire appel à des composantes.</p>	
143	Annexe B – Exigences du SAID	8.5 DISPONIBILITÉ ET FIABILITÉ	12	<p>« La solution de renouvellement du SAID doit prendre en charge la génération de statistiques destinées au service de production de rapports de la GRC. Les éléments ci-dessous doivent au moins être indiqués :</p> <p>a. Numéro de transaction;</p> <p>b. Numéro de dossier;</p> <p>c. DCN;</p> <p>d. Date et heure d'ouverture de la transaction;</p> <p>e. Date et heure de fermeture de la transaction.</p> <p>f. Remarque : Les autres champs à ajouter seront déterminés durant la mise en œuvre. »</p>	<p>Cette exigence tient compte du temps de traitement des transactions, qui est directement lié à la section Disponibilité/Fiabilité dans laquelle ces exigences sont définies. Puisque cette exigence est directement liée aux autres exigences dans cette section, la GRC estime que cette information se trouve au bon endroit.</p>	<p>Cette exigence sera examinée de nouveau par la GRC.</p>	

[illegible]

161	Annexe C – Exigences relatives aux transcodeurs	4.2 EXIGENCES DE LA SOLUTION DE TRANSCODEUR DE RENOUVELLEMENT 4.5 EXIGENCES DE NUMÉRISEMENT DE LA SOLUTION DE TRANSCODEUR DE RENOUVELLEMENT	Tableau 1 : Tableau des emplacements SAID éloignés	7	Dans le tableau 1 (Tableau des emplacements SAID éloignés) à la page 14, on trouve six (6) sites (éloignés distincts qui comptent plus d'un transcodeur installé). Au paragraphe 7, section 4.5, j'ai écrit ceci : On (1) s'attend à ce que les images à partir de l'implémentation pour être utilisées avec la solution de numérisation de l'ASFC (Veuillez insérer le nom de la solution de numérisation distincte, alors le scanner doit être certifié par le FBI et doit satisfaire aux exigences de numérisation précisées dans les présentes. Le paragraphe en question dit ceci : La file d'attente de la solution de renouvellement du transcodeur doit afficher la file d'attente des empreintes décadactyliques et latentes en même temps sur l'IU. Comme indiqué, selon l'exigence, il faut une solution de conception précise. La solution de renouvellement GUI du SAD sera évaluée en fonction des exigences codées, c'est-à-dire du nombre de clés nécessaires pour effectuer une action précise. Les soumissionnaires seront évalués selon la facilité d'utilisation de leur solution. La solution de renouvellement du transcodeur doit prendre en charge l'encodage, l'envoi et le stockage local des transactions décadactyliques dans une résolution d'image de 500 ppp.	Est-ce que la GRC peut préciser si un seul numériseur est nécessaire par emplacement, ou s'il en faut un par transcodeur déployé?	Il faut un numériseur par emplacement.
162	Annexe C – Exigences relatives aux transcodeurs	4.3 FILE D'ATTENTE DE LA SOLUTION DE RENOUVELLEMENT	2		3) Est-ce que la GRC envisagerait de revoir la formulation de l'exigence concernant ce qui suit? Le processus de renouvellement du transcodeur GUI doit permettre d'accéder à la file d'attente des empreintes décadactyliques et latentes à l'aide de méthodologies conviviales afin que l'examineur puisse accomplir son travail rapidement. Cette révision permet à la GRC d'évaluer également tous les soumissionnaires sans dicter une solution de conception précise.		La GRC ne considère pas qu'il s'agit de la définition d'une solution de conception précise. Elle énonce une exigence pour soutenir que l'utilisateur du transcodeur a des responsabilités concernant les empreintes décadactyliques et latentes. L'utilisateur doit être en mesure de fournir des empreintes décadactyliques et latentes sans avoir besoin d'insérer la file d'attente des empreintes décadactyliques et latentes. La bascule entre les files d'attente sur des écrans distincts pourrait marquer l'efficacité. Cette exigence sera réexaminée par la GRC pour déterminer si les fonctions des empreintes décadactyliques du transcodeur nécessaires en même temps que les empreintes latentes peuvent être définies pour autoriser une autre méthode permettant d'éviter que les deux files d'attentes soient affichées sur le même écran. Il y a eu erreur de copier-coller. Le mot « encodées » a été supprimé.
163	Annexe C – Exigences relatives aux transcodeurs	4.4 EXIGENCES DÉCADACTYLIQUES DE LA SOLUTION DE TRANSCODEUR DE RENOUVELLEMENT	7		Habituellement, les codes barre du numéro de dossier et NCD/numéro d'identification de document ne sont pas joints aux imprimés aux emplacements de transcodeur. Cette exigence peut être valable pour un CardScan utilisé par le SCICTR de la GRC.	Comment l'utilisateur du transcodeur peut-il demander au CCSD d'examiner une demande?	La GRC ne voit pas ce qu'il n'est pas clair ici. Le soumissionnaire semble faire une supposition et vouloir que la GRC exprime une option sur cette supposition. Le transcodeur doit accepter les transactions CAR N et CAR Y. Ces transactions sont des copies papier d'une C216; elles doivent être numérisées par le transcodeur pour transmettre la transaction. La transaction papier doit comporter un code-barre du numéro de dossier et un NCD/numéro d'identification de document. Le processus normal actuel consiste à retourner aux contributeurs les documents et à leur faire passer par un transcodeur. Les documents sont traités par un transcodeur, puis traitement ultérieur (enroulure du ruban, formulaire imprimé avec les notes manuscrites indiquant si les accusations ont été maintenues en cour). Comme il est indiqué à la section 4.4(3), la fonctionnalité du transcodeur est semblable à un CardScan de CAR N / CAR Y.
164	Annexe C – Exigences relatives aux transcodeurs	4.5.3 SEGMENTATION	5		Habituellement, les codes barre du numéro de dossier et NCD/numéro d'identification de document ne sont pas joints aux imprimés aux emplacements de transcodeur. Cette exigence peut être valable pour un CardScan utilisé par le SCICTR de la GRC.	Veuillez clarifier.	La GRC ne voit pas ce qu'il n'est pas clair ici. Le soumissionnaire semble faire une supposition et vouloir que la GRC exprime une option sur cette supposition. Le transcodeur doit accepter les transactions CAR N et CAR Y. Ces transactions sont des copies papier d'une C216; elles doivent être numérisées par le transcodeur pour transmettre la transaction. La transaction papier doit comporter un code-barre du numéro de dossier et un NCD/numéro d'identification de document. Le processus normal actuel consiste à retourner aux contributeurs les documents et à leur faire passer par un transcodeur. Les documents sont traités par un transcodeur, puis traitement ultérieur (enroulure du ruban, formulaire imprimé avec les notes manuscrites indiquant si les accusations ont été maintenues en cour). Comme il est indiqué à la section 4.4(3), la fonctionnalité du transcodeur est semblable à un CardScan de CAR N / CAR Y.
165	Annexe C – Exigences relatives aux transcodeurs	5.1 GÉNÉRALITÉS	1, 2		Permet à un utilisateur à distance de demander au CRSD d'examiner une demande.		La méthode choisie relève de la responsabilité du soumissionnaire. La GRC mentionne l'exigence, pas la solution. L'efficacité et l'efficacité de la méthode feront partie de l'évaluation de la solution de transcodeur.
166	Annexe C – Exigences relatives aux transcodeurs	5.3 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'INTERFACE UTILISATEUR DES EMPREINTES LATENTES	4, 5		« Sélectionner LA Taille réelle pour afficher les empreintes à leur taille réelle. »	L'objet de cette exigence n'est pas clair. Veuillez fournir des précisions.	L'objet de cette exigence est l'affichage des empreintes à leur taille réelle. Comme le SAD peut afficher les empreintes de la façon qui convient le mieux à l'écran, ce qui n'est pas la taille réelle, ou encore comme l'utilisateur peut sélectionner l'affichage des empreintes 50 % plus grosses, ce qui ne sera pas la taille réelle; l'utilisateur peut vouloir visionner les empreintes à leur taille réelle. Habituellement, le technicien des empreintes latentes modifie la taille des empreintes lorsqu'il en fait l'analyse.
167	Annexe C – Exigences relatives aux transcodeurs	6.1 RÉSEAU LOCAL VIRTUEL DU TRANSCODEUR (VLAN)	2		Le paragraphe en question dit ceci : La solution de renouvellement du transcodeur doit être conçue en mettant l'accent sur les paramètres configurables pour maximiser la souplesse de modification sans nécessiter de changement de code. Avec l'assistance de la GRC, au besoin, l'entrepreneur doit indiquer la valeur de tous les paramètres configurables dans le cadre du processus d'évaluation. Autrement dit, l'entrepreneur a la responsabilité d'attribuer des valeurs aux paramètres configurables, et ces valeurs représentent une excellente occasion pour l'entrepreneur de se démarquer dans les essais comparatifs prévus dans le processus d'évaluation des soumissionnaires. (C'est nous qui soulignons)	La GRC peut aller confirmer que la solution de transcodeur ne sera évaluée qu'en fonction de la réponse à l'exigence cotée définie dans la pièce jointe II	Le transcodeur ne fait pas partie du banc d'essai. Il s'agit d'une erreur de copier-coller. Le texte a été supprimé.
168	Annexe C – Exigences relatives aux transcodeurs	6.1 RÉSEAU LOCAL VIRTUEL DU TRANSCODEUR (VLAN)	2		Avec l'assistance de la GRC, au besoin, l'entrepreneur doit indiquer la valeur de tous les paramètres configurables dans le cadre du processus d'évaluation. Autrement dit, l'entrepreneur a la responsabilité d'attribuer des valeurs aux paramètres configurables, et ces valeurs représentent une excellente occasion pour l'entrepreneur de se démarquer dans les essais comparatifs prévus dans le processus d'évaluation des soumissionnaires.	Le transcodeur semble faire partie du banc d'essai. Cependant, le plan du banc d'essai ne mentionne pas le transcodeur.	le transcodeur ne fait pas partie du banc d'essai. Cette erreur de copier-coller a été corrigée.
169	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	1.2 CONCEPTS GÉNÉRAUX DE LA SOLUTION DE RENOUVELLEMENT DU SSV				Une section a été insérée entre les articles 7 et 9 (questions de formatage).	Le document semble tout à fait normal. Le problème signalé a peut-être été causé par le processus qu'utilise TPSSC pour générer les documents en vue de leur publication sur le site Achats/ventes.
170	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	2.2.1 GÉNÉRALITÉS	1		La solution de renouvellement du SSV doit pouvoir prendre en charge, par le canal d'un serveur centralisé de l'ASFC, les données provenant de 771 (771) descripteurs étudiés divers émis au Canada.	Dans son état actuel, l'exigence est incomplète. Est-ce que la GRC peut clarifier cette exigence?	Corrigé. Cette information n'était pas disponible dans l'ébauche de la DDP.
171	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	2.2.1 GÉNÉRALITÉS	2		La solution de renouvellement du SSV devra être capable de prendre en charge au moins cent (100) implantations supplémentaires d'autres organismes, ce qui permettra l'utilisation du SSV à d'autres fins partout au Canada.	A-t-on déterminé les volumes en provenance de ces 100 implantations (au minimum)? Dans l'affirmative, est-ce que la GRC peut fournir cette information?	les volumes pour le SSV ont été précisés à la section 3.3. L'exigence est fondée sur la solution de renouvellement du SSV qui requiert ces volumes en provenance d'au moins 100 implantations supplémentaires. Ces implantations supplémentaires entraînent une augmentation des volumes.
172	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	2.2.1 GÉNÉRALITÉS	3		« L'ASFC devra être désignée par des identificateurs uniques. »	Cette exigence est obligatoire. C'est-elle?	Oui, il s'agit d'une exigence obligatoire que tout organisme dispose d'un identificateur unique fondé sur l'IND et que le même organisme soit doté d'identificateurs uniques multiples afin d'identifier plus précisément l'auteur.

173	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	2.2.2.1 Réception et validation	12.a 12.b	<p>a. attribuer une cote de qualité de l'image d'empreintes digitales NIST (NFIQ-2) à la transmission;</p> <p>b. attribuer à la transmission des paramètres de qualité de l'image des empreintes de la solution de renouvellement du SSV, la doivent être les mêmes que les paramètres de qualité de l'image de la solution de renouvellement du SAID. Cette similarité sera évaluée par un algorithme qui mesure la différence de qualité entre les transmissions IMNI et VER.</p>	Est-ce que (a) et (b) ne disent pas la même chose?	Non, pas nécessairement. Le SAID peut disposer de ses propres paramètres de qualité des empreintes qui ne sont pas ceux de NFIQ-2. Comme les empreintes conservées proviennent du SAID, la GRC veut s'assurer, à des fins de comparaison, que les normes de qualité du SAID, soient les mêmes que celles du SSV.
174	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	2.2.2.1 Réception et validation	14-15	<p>Si la qualité des images de type 1 de la transmission VER n'est pas adéquate à des fins de correspondance 1:1, la solution de renouvellement du SSV devra retourner une ERV.</p> <p>La solution de renouvellement du SSV devra retourner une ERV s'il n'y a pas suffisamment d'images segmentées (en fonction d'un paramètre configurable) dépassant un seuil minimal de qualité (en fonction d'un paramètre configurable).</p>	les paragraphes 14) et 15) ne disent-ils pas la même chose?	Ces exigences sont légèrement différentes. Cependant, comme le paragraphe 15 inclut le paragraphe 14, le paragraphe 14 a été supprimé. Il y a des paramètres configurables distincts dans cette exigence : le SSV doit s'assurer que le nombre d'empreintes digitales fournies est suffisant et qu'un nombre suffisant d'empreintes digitales atteignent le seuil de qualité. Il peut arriver, par exemple, que les empreintes digitales soient de haute qualité, mais s'il a la transmission VER exige au moins quatre empreintes digitales (4) et qu'il n'y en a qu'une seule (1), il en résulte une erreur.
175	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	2.2.2.1 Réception et validation	9-10		Sections 2.2.1.10) et 1.10) la Section 2.3 a été insérée entre les éléments 9 et 10 (questions de formatage).	Le document semble bon 13. En fait, le problème signalé a peut-être été résolu par le processus qu'utilise SPAC pour générer les documents en vue de leur publication sur le site Achats.ever.ca.
176	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	2.2.6.2 Interface utilisateur	3.a.v	Advenant le cas où les images d'une personne sujettes à une BRT auraient été éliminées dans la solution de renouvellement du SAID depuis l'attachage de la transaction VER, les images prises dans la solution de renouvellement du SSV en collaboration avec l'utilisateur indiquent que les images correspondantes de la solution de renouvellement du SAID ont été éliminées.	Comment peut-on afficher des images qui ont été éliminées? Il semble que les règles d'élimination définies dans les exigences du SAID entrent en conflit avec ce qui est dit ici.	La GRC n'est pas d'accord qu'il y a conflit entre les exigences relatives au SSV et celles relatives au SAID pour ce qui est des éliminations. Il faudrait que le soumissionnaire soit plus précis pour que la GRC puisse revenir sur cette question. Une impression sur fichier est éliminée dans le SAID, le SSV doit également être mis à jour pour que la même impression soit éliminée. Le SSV doit être compatible avec l'enregistrement historique des événements pour que l'utilisateur puisse visualiser une transaction VER reçue du contributeur et, au lieu de l'image éliminée, le SSV doit afficher l'image provenant du paquet VER reçu du contributeur et, au lieu de l'image éliminée, afficher un message indiquant que l'image a été éliminée. Il pourrait y avoir dans une vue côte à côte l'impression du paquet VER et l'image textuelle « impression sur fichier éliminée », ou toute autre méthode montrant à l'utilisateur du SSV que l'impression ne peut être visualisée en mode de fonctionnement. Si le soumissionnaire désire proposer une autre formulation maintenant que cette clarification a été fournie, la GRC pourra l'examiner.
177	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	2.2.7 EXTRACTION DES DONNÉES DE VÉRIFICATION AUX FINS DES RAPPORTS	2	Les éléments de données répertoriés dans le tableau ci-après (Tableau 2) doivent être accessibles par le processus d'ETL pour tous les types de transactions.	Cette exigence est ambiguë et risque d'être mal interprétée. La GRC peut-elle préciser à quels types de transactions cette exigence s'applique?	La GRC ne pense pas qu'il y a ambiguïté. Le SSV traite un grand nombre de types de transactions. Veuillez consulter le document DCI NIST-SNP BRT 2.1.1 pour la liste des contributeurs externes qui ont identifié les types de transactions faisant partie du traitement du SSV. La répétition de la même information à plusieurs endroits augmente les risques d'erreur de frappe. Le renvoi au document source garantit que seule la source doit être exacte.
178	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	2.2.8.1 Généralités	3	La solution de renouvellement du SSV devra enregistrer l'ensemble des actions relatives à une requête traitée dans la solution de renouvellement SSV, y compris la date, le lieu, le motif et l'auteur.	Comme le SSV est un système qui fonctionne à distance sans aucune intervention humaine, pour quel auteur est mentionné dans cette exigence?	Il est vrai que le SSV est un système fonctionnant de façon autonome, mais certaines activités peuvent être exécutées par un utilisateur après le traitement à distance sur le SSV, de même que des changements de configuration. Par conséquent, l'auteur peut être le SSV lui-même (représenté par un identifiant unique) ou un utilisateur.
179	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	2.2.9 RAPPORT D'ECARTS	1.a	Les différences entre les contenus du référentiel BRT (Immigration) de la solution de renouvellement du SAID et ceux du référentiel SSV, y compris au moins les éléments suivants :	Le terme « différence entre les contenus » est ambigu car le SAID contient beaucoup plus de données et d'images que le SSV.	La GRC ne pense pas qu'il y a ambiguïté. L'exigence dit bien : « la différence entre les contenus du référentiel BRT (Immigration) de la solution de renouvellement du SAID ». Cette exigence ne porte pas sur les différences dans l'ensemble de la base de données SAID. Le SAID doit envoyer au SSV uniquement les données qui ont été spécifiquement demandées par le SSV. Par conséquent, les différences entre les contenus sont uniquement basées sur les données du SAID qui doivent être présentes dans le SSV. En d'autres termes, il s'agit d'une comparaison entre ce qui devrait être dans le SSV et ce qui est dans le SAID qui devrait être dans le SSV.
180	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	3.1.3 PERFORMANCES 3.3 VOLUMETRIE DES VÉRIFICATIONS	1.v	L'Annexe D, Section 3.1., paragraphe iv dit ce qui suit : iv. La configuration de production du SSV devra prendre en charge le traitement de vingt et une (21) transactions VER en moins de six (6) secondes. Pour vérifier cette exigence, la configuration de production du SSV devra être capable de traiter vingt et une (21) transactions VER dans un délai approximatif de six (6) secondes. Cet outil prend en charge tous les protocoles utilisés dans l'interface du SSV et simule des transmissions de l'ASFC au SSV. Si l'outil d'essai soumet 21 transactions en 6 secondes, le taux réel d'arrivée est de 3,5 transactions par seconde.	La GRC peut-elle expliquer l'écart?	Il semble que la GRC n'a pas mis à jour la section 3.3 après la mise à jour de l'Annexe B en fonction des volumes les plus récents. L'erreur sera corrigée.
181	Annexe D - Exigences du sous-système de vérification	3.1.4 MAINTIENABILITÉ	1	Op. le Tableau ci-dessus indique que le taux d'arrivée simulée est de 8 transactions par seconde. Les activités de machines sont caractérisées par la solution de renouvellement du SSV doivent respecter la politique de gestion du changement qui est actuellement en vigueur dans le secteur du DPI de la GRC, laquelle est accessible à l'adresse suivante : http://infoweb.rcmp-grc.ca/co/pnrg-sen/ssc-sp/coi-cc-eng.htm	Ce lien InfoWeb ne fonctionne pas.	Il semble que le soumissionnaire a mal compris le Tableau 6. Le chiffre 9 se rapporte aux heures de pointe; il y a donc 9 transactions à l'heure. Il est clair que cet écart crée une différence encore plus importante avec la sous-section 3.1.3; cependant, cet écart est dû au fait que les volumes de la sous-section 3.3 sont inexactes. Les volumes qui figurent à l'Annexe B résultent de la meilleure évaluation que pouvait faire la GRC au moment d'établir la version préliminaire de la DDP. L'information dans les deux paragraphes 3.1.3 et 3.3 et dans l'Annexe B sera corrigée et uniforme dans la demande de propositions finale.

182	Annexe D – Exigences du sous-système de vérification	3.3 VOLUMETRIE DES VERIFICATIONS	Les volumes qui figurent dans les Tableaux 4, 5 et 6 appliquent deux fois le facteur « 3 » pour les heures de pointe, soit une première fois pour le calcul du jour moyen et une seconde fois pour le calcul de l'heure de pointe.	La GRC peut-elle confirmer que ce mode de calcul est intentionnel?	Non, ce n'est pas intentionnel. Il s'agit d'une erreur qui sera corrigée dans la demande de propositions finale.
183	Annexe D – Exigences du sous-système de vérification	3.3 VOLUMETRIE DES VERIFICATIONS 3.6 CYCLE DE VIE ET CONSERVATION DES DONNÉES DE VERIFICATION	<p>Le tableau 6 de l'Annexe D indique un volume aux heures de pointe VER de 21 transactions à l'heure.</p> <p>Le Tableau 2 de l'Annexe B indique un volume aux heures de pointe VER de 1 000 transactions à l'heure.</p>	Le GRC peut-elle expliquer l'écart?	Les volumes indiqués à l'Annexe B résultent de la meilleure évaluation que pouvait faire la GRC au moment d'établir la version préliminaire de la DDP.
184	Annexe D – Exigences du sous-système de vérification	3.4.3 SITE DE REPRISE APRES SINISTRE (RS)	Le paragraphe en question dit ceci : La solution devra comprendre, au minimum : a. une stratégie et un plan de reprise; b. Procédures opérationnelles	La documentation demandée se rapporte à la fonctionnalité du SSV, mais les documents correspondants ne figurent pas au Tableau 1 de l'Annexe A – Énoncé des travaux (Section 15.2). Si ces documents font partie des produits livrables, est-il possible de les indiquer dans le tableau 1?	Cela a été ajouté au Tableau 1.
185	Annexe E – Exigences relatives au SGDEL	1.2 SGDEL DE REMPLACEMENT	3	La GRC demande-t-elle une solution disponible sur le marché ou une solution GDEL personnalisée qui reproduit la fonctionnalité ELMQ? Vu l'inclusion d'échantillons d'écran, d'étapes de processus de traitement et d'ajustements de base de données dans le document, l'entrepreneur peut difficilement fournir une solution personnalisée. Le SGDEL doit être une solution GDEL personnalisée, mais il ne doit pas être forcé de créer une solution GDEL personnalisée, telle que conçue par le GRC.	Il semble que le soumissionnaire a mal compris l'exigence. Le SGDEL à privilégier est un système intégré à la solution de renouvellement du SAID. Il s'agit d'un critère coté. La GRC ne s'attend pas à ce que la fonctionnalité ELMQ soit reproduite. En fait, les exigences spécifiées ici représentent environ 25 % de la fonctionnalité ELMQ actuelle, car comme il s'agit d'une solution non intégrée, il y a beaucoup de chevauchement de données et la présence d'une solution intégrée SAID rend inutile une bonne partie des fonctionnalités de l'ELMQ. Les exigences restantes sont des exigences de détail, qui ne sont pas des exigences de conception. Les échantillons d'écran montrent le type de données que l'utilisateur préfère généralement visualiser ensemble, ce qui correspond aux vues courantes de gestion des dossiers, notamment la visualisation d'une liste de cas, la visualisation de toutes les impressions d'un cas, les données d'identification associées à un cas, etc. Le soumissionnaire peut donc adapter une interface utilisateur disponible sur le marché pour fournir les données à l'utilisateur de la façon souhaitée, en tenant compte du niveau d'intégration et de la fonctionnalité du système disponible sur le marché. Comme la plupart des données qui sont fournies à la solution de renouvellement du SAID sont des données de gestion des dossiers, les données de gestion des dossiers doivent être affichées de façon cohérente. Le SGDEL ne doit pas être forcé de traiter le SAID de façon différente pour faciliter les tâches de gestion des dossiers. Veuillez consulter la Section 1.2(B) qui énonce ce qui suit : « La capacité de GDEL intégrée fera partie de l'UI de la solution de renouvellement du SAID; l'UI comporterait des boutons ou des icônes supplémentaires sur lesquels pourrait cliquer l'utilisateur afin d'exécuter des activités de gestion de dossiers ». Les ajustements de base de données sont fournis à des fins de conversion. La Section 3.2(7) dit ce qui suit : « Le présent document contient également une section décrivant la base de données ELMQ, principalement à des fins de conversion de la base de données; cependant, cette section a également pour but de garantir la compréhension des exigences. »
186	Annexe E – Exigences relatives au SGDEL	1.2 SGDEL DE REMPLACEMENT	4	Si tel est le cas, le SGDEL ne devrait-il pas être livré dans la phase 1, en même temps que les possibilités de traitement d'empreintes latentes, plutôt que de tenter de l'intégrer ultérieurement?	Veuillez consulter la réponse #102 du présent document. Le SGDEL doit être livré dans la phase 2.
187	Annexe E – Exigences relatives au SGDEL	2.1 CHANGEMENTS APORTÉS AU DCI 2.4.1	2.a	<p>1) L'examineur d'empreintes latentes doit-il être capable de découper (clip) des images latentes dans l'enregistrement de type 7, créant ainsi de nouveaux enregistrements de type 13 dans le dossier?</p> <p>2) Le SAID doit-il être capable de gérer et de maintenir les enregistrements d'images de type 7, une fois que les images latentes ont été extraites de l'enregistrement de type 7?</p> <p>3) À des fins de dimensionnement, quelle est la taille maximum des données d'images dans un enregistrement de type 7?</p> <p>4) Le DCI SAID applique-t-il une image de type 7 doit être de format JPEG (fin brillant). Quelle doit être la résolution d'image?</p> <p>5) À des fins de dimensionnement, combien d'enregistrements de type 7 le SAID devra-t-il maintenir?</p>	<p>1 et 2) Il n'est pas prévu qu'un examineur d'empreintes latentes devrait être capable de découper une image latente dans l'enregistrement de type 7 transmis pour la recherche. L'examineur d'empreintes latentes consulte l'enregistrement de type 7 pour déterminer où l'image latente a été captée, ce qui l'aide à choisir le mode d'analyse des empreintes latentes.</p> <p>3) La taille moyenne d'un enregistrement de type 7 est de 5 Mo.</p> <p>4) La résolution d'image pour un enregistrement de type 7 est de 500 pixels par pouce.</p> <p>5) La base de données ELMQ contient environ 100 000 photos d'objets. En général, le nombre de photos d'objets correspond à environ 40 % du nombre d'images latentes.</p>

188	Annexe E – Exigences relatives au SGOEL	2.2 PROCESSUS DE RENOUELEMENT DU SAID	4	<p>Le paragraphe en question dit ceci :</p> <p>La GRC peut, au besoin et uniquement en ce qui concerne la partie modifiée des processus de traitement, permettre d'apporter des ajustements au processus de façon à respecter les nouvelles exigences. Il revient à la GRC, à sa seule discrétion, de permettre d'apporter tout ajustement à la partie modifiée des processus en vue de respecter les nouvelles exigences. L'entrepreneur devrait obtenir l'approbation écrite de la GRC avant d'incorporer des changements éventuels, pour éviter les risques de non-conformité de sa soumission (caractères gras ajoutés).</p>	<p>La conformité à la méthodologie SWGFAST ACEV / OSAC FRS n'est mentionnée que dans les exigences relatives au SGOEL. SPAC pourrait préciser si ces exigences s'appliquent également au traitement des images latentes, tel que décrit dans l'Annexe B – Exigences relatives au SAID?</p>	<p>Si SPAC autorise un certain soumissionnaire à modifier une portion du processus pour la prise en charge de nouvelles exigences, il doit soumettre la version 2.1 du DCI SGOEL, sous les soumissionnaires en sorte informés par un modificateur de la demande de propositions et les soumissionnaires du posent de plus de temps, au besoin, pour modifier leur réponse selon les modifications.</p>	<p>Out, ces exigences s'appliquent également au traitement des images latentes décrit dans l'Annexe B. L'exigence est formulée de cette façon parce que la compatibilité avec la méthodologie SWGFAST ACEV / OSAC FRS est requise uniquement dans le cadre de la mise en œuvre de la phase 2. La fonctionnalité EIMO, qui existe toujours dans la mise en œuvre de la phase 1, ne peut pas prendre en charge la méthodologie SWGFAST ACEV / OSAC FRS.</p>
189	Annexe E – Exigences relatives au SGOEL	3.2 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3	<p>Le paragraphe en question dit ceci :</p> <p>Le SGOEL doit être conforme à la méthodologie d'analyse, comparaison, évaluation et vérification (ACEV) du Scientific Working Group on Friction Ridge Analysis, Study and Technology (SWGFAST) ou de son substitut.</p> <p>Organisation of Scientific Area Committee (OSAC) Friction Ridge Subcommittée (FRS).</p>	<p>La GRC peut elle confirmer que la colonne « Images reçues » doit contenir le nombre total d'engrègements de types 7 et 13 dans chaque</p>	<p>La GRC peut elle confirmer que la colonne « Images reçues » doit contenir le nombre total d'engrègements de types 7 et 13 dans chaque</p>	<p>La colonne « Images reçues » doit contenir le nombre total d'images reçues par transmission (soit une combinaison des engrègements de types 7 et 13). Veuillez vous reporter à l'Annexe E, Section 2.1, Tableau 2.</p>
190	Annexe E – Exigences relatives au SGOEL	3.5.2 MAQUETTES DU SGOEL	Tableau 2 : Description des champs du SGOEL	<p>Le Tableau 2 définit les champs qui doivent contenir les écrans du SGOEL. La colonne « Images reçues » du panneau Transmissions n'est pas définie dans le Tableau 2.</p>	<p>La GRC peut elle confirmer que cette colonne peut être retirée de l'écran?</p>	<p>La GRC peut elle confirmer que cette colonne peut être retirée de l'écran?</p>	<p>La colonne « Images reçues » doit contenir le nombre total d'images reçues par transmission (soit une combinaison des engrègements de types 7 et 13). Veuillez vous reporter à l'Annexe E, Section 2.1, Tableau 2.</p>
191	Annexe E – Exigences relatives au SGOEL	3.5.2 MAQUETTES DU SGOEL	Tableau 9 : Tableau des Transmissions EIMO	<p>Le Tableau 9 définit les champs qui doivent contenir le panneau Transmissions SGOEL. La description de la colonne « Empreintes utiles » indique que ce champ n'est pas utilisé.</p>			<p>Tableau 2.</p>
192	Annexe E – Exigences relatives au SGOEL	TOUS					<p>Le terme MLE n'est pas reconnu par la GRC dans le contexte de l'Annexe E de l'Appendice A – Exigences détaillées du SGOEL.</p>
193	Annexe E – Exigences relatives au SGOEL	TOUS					<p>Le SGOEL remplacera la fonctionnalité EIMO. Le SGOEL ne sera jamais utilisé en même temps que la fonctionnalité EIMO. La GRC ne voit pas la pertinence de la question relative au message envoyé à EIMO dans l'architecture actuelle. Il n'y a pas d'interaction entre le SAID et EIMO dans l'architecture actuelle du PTR et il n'y a pas d'interaction prévue entre EIMO et le SAID dans toute architecture future du PTR. La solution de renouvellement du SAID doit convertir les données EIMO de sorte qu'elles soient utilisables par le SGOEL/SAID et qu'elles soient compatibles avec les exigences du SGOEL décrites dans le DCI SAID; par conséquent, la GRC ne voit pas en quoi une interaction entre EIMO et le SGO existant pourrait être pertinente.</p>
194	Annexe E – Exigences relatives au SGOEL	Tableau d'effectif et de dotation	Tableau 1 : Équipement fourni par le gouvernement				<p>Les deux méthodes doivent être utilisables. Veuillez consulter les exigences stipulées dans l'ensemble de l'ensemble des travaux et des documents d'accompagnement. Il n'est pas pratique, dans la présente réponse, de décrire en détail toutes les exigences relatives à l'échange de données entre le SGOEL et le SNS ou relatives aux données que le poste de travail SAID/SGOEL doit être capable d'extraire ou de mettre à jour. Si les exigences ci-dessous ne répondent pas clairement à cette question, veuillez le signaler à la GRC :</p> <ol style="list-style-type: none"> La Section 1.2, paragraphe 2 dit ce qui suit : Les postes de travail du SAID interfèrent directement avec le SAID. La Section 1.3, paragraphe 1 dit ce qui suit : La présente section décrit les changements qui doivent être effectués dans la version 2.1 du DCI SAID pour la prise en charge du SGOEL, et contient également une description du processus SAID/SGOEL qui s'applique aux exigences relatives au SGOEL. La Section 1.3, paragraphe 2 dit ce qui suit : Le déroulement des opérations montre la séquence de traitement du SAID qui sera modifiée pour fournir à la solution de renouvellement du SAID les données additionnelles qui sont requises pour la solution de renouvellement du SAID pour la prise en charge des transactions. <p>Le tableau requis dans la solution de renouvellement du SAID pour la prise en charge des transactions DCI SAID 2.0 inclut la plus grande partie des données requises par le SGOEL. Le déroulement des travaux modifié met en évidence les transactions additionnelles qui sont nécessaires pour fournir au SAID les données requises.</p> <p>Comme le DCI SAID est le principal document qui définit les communications entre le SNS et le SAID et comme ces communications sont basées sur des paquets NST, cela signifie que le SNS communique avec le SAID au moyen de paquets NST.</p> <p>Non, hormis l'interface de serveur Web entre le SNS et le SAID, qui se fonde sur les spécifications de la GRC, tout autre traitement est l'ajout de renseignements exclusif à l'ajout de renseignements existants. Si le soumissionnaire peut expliquer le but du besoin de savoir ces renseignements, la GRC peut tenter de fournir des renseignements supplémentaires. Les spécifications de l'IFG fournies permettent au soumissionnaire de déterminer si les renseignements requis sont disponibles dans les données existantes. Les données existantes de l'IFG fournies contiennent suffisamment de renseignements permettant au soumissionnaire de déterminer si les renseignements requis peuvent servir dans le cadre de la solution.</p>

195	Annexe F – EFG	Tableau d'effectif et de dotation	Tableau 1 : Equipement fourni par le gouvernement			Qu'en est-il de la phase de transition entre leur utilisation réelle et l'utilisation future proposée?	Le soumissionnaire est responsable de la transition. Puisque la capacité existante doit augmenter considérablement, le soumissionnaire devra fournir de nouveaux serveurs et tout autre nouvel équipement qu'exige la solution. Le SAID existant doit absolument demeurer en fonctionnement avec des interruptions de service permises comme l'indiquent l'EDI et ses documents afférents. Tel que l'indique la réponse précédente, pour la construction d'un nouveau bâtiment pour les nouveaux serveurs, il faut envisager un plan de construction qui prévoit la construction d'un nouveau bâtiment pour les nouveaux serveurs. Le soumissionnaire doit absolument s'assurer que la solution future de la phase 2 est compatible avec la solution actuelle. La pièce d'équipement existante peut avoir lieu seulement après que la solution de renouvellement du SAID pour l'environnement de production entièrement opérationnelle ait fait l'objet d'essais et d'une approbation par la GRC visant la fonctionnalité qui remplace la fonction de la pièce d'équipement existante. Veuillez renvoyer à l'exigence de fournir une solution de renouvellement du SAID pour l'environnement de production entièrement opérationnelle d'une capacité de 50 %, puis de passer cette capacité à 100 % potentiellement par voie de la réalisation de l'ESV.
196	Annexe F – EFG	Tableau d'effectif et de dotation	Tableau 1 : Equipement fourni par le gouvernement			Le tableau ne comprend pas la liste des périphériques. Pourrions-nous obtenir afin de visualiser leur réalisation possible?	Oui, cela s'ajoutera à l'annexe F.
197	Annexe G – Exemples de processus	Processus				Pourrions-nous suggérer que la GRC fournisse le même type de description de flux du travail que dans le document du sous-système de vérification (SSV) dans la Figure 2 de l'annexe D afin de faciliter la compréhension correcte des flux de travail?	Le sous-système de vérification est un flux de travail très simple qu'il est facile de cristalliser dans un diagramme de flux de travail. De plus, le sous-système de vérification (SV) est une interface synchrone où une demande obtient une réponse immédiate sans traitement utilisateur durant le traitement de la transaction. L'interface GRC-SAID est synchrone, une demande au SAID peut arriver dans le SAID de multiples activités, aux mêmes réponses identiques. Montrez le flux réel du travail pour le SAID à l'aide d'empreintes de bancs, de NSI, NSI fort l'objet d'échange et de la suite des événements de l'échange et considéré comme une présentation beaucoup plus informative de cette interface. La GRC modifie l'annexe G afin qu'elle indique précisément si c'était le SNS ou le SAID qui a amorcé la transaction, aux fins de carte.
198	Annexe H – Pièce jointe 1 – Plan d'essai	1.3 PORTÉE		2.d		Le paragraphe en question dit ceci : « Le système évalué doit absolument aussi comprendre une démonstration du SGDEL et du CPE. » La pièce jointe 1 doit subir une mise à jour afin de comprendre ces renseignements et ainsi d'assurer qu'on évalue tous les soumissionnaires sur un pied d'égalité.	Le DCI du SAID relève clairement toutes les réponses et tout le contenu possible pour tout type de transaction que le SAID doit traiter. En outre, l'explication détaillée des trois exemples de flux de travail dans l'EDI fournit des renseignements sur les processus de travail. Les exemples de flux de travail ont été choisis après qu'ils représentaient le flux général de travail dans le cadre des transactions constituant 90 % des types de transaction d'ETR. C'est à dire qu'il y a des exemples d'empreintes de cadastre, d'empreintes latentes à distance et centrales. Une vue du SAID d'un haut niveau révèle que les empreintes de cadastre et les empreintes latentes à distance et centrales constituent le but premier du SAID.
199	Annexe H – Pièce jointe 1 – Plan d'essai	1.3 PORTÉE		2.d		Q1 : Veuillez confirmer qu'il n'existe aucune exigence en matière d'essai et d'analyse comparative de rendement liée au CPE ou au SGDEL. Q2 : Veuillez confirmer que la démonstration demandée du SGDEL et du CPE doit avoir lieu hors de l'intervalle de temps prévu pour l'exécution des bancs d'essais.	Il n'existe aucune exigence en matière d'essai et d'analyse comparative de rendement liée au CPE ou au SGDEL. La démonstration du CPE et du SGDEL doit absolument avoir lieu dans l'intervalle de temps prévu pour l'exécution des bancs d'essai. Il s'agit d'une démonstration. Ce n'est pas une activité de mise en marché ou une démonstration de grande envergure d'un système aux fins de vente. Ce doit être une démonstration ciblée et ciblée appuyant la présentation de la proposition du soumissionnaire.
200	Annexe H – Pièce jointe 1 – Plan d'essai	3.3 CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA PHASE 2		1		Le paragraphe en question dit ceci : Chaque des fonctions énumérées au tableau 7 : L'évaluation de rendement de la phase 2 sera cotée numériquement en fonction des critères indiqués au tableau 6. Dans chaque cas, les résultats de la cotation seront évalués conformément aux matrices décrites au tableau 7 pour calculer le pontage global de la phase 2. (C'est nous qui soulignons)	Confirmez et pièce jointe 1 à l'annexe H corrigée.
201	Annexe H – Pièce jointe 1 – Plan d'essai	3.4 MATRICE DE PONTAGE DE LA PHASE 2		2		Le paragraphe en question dit ceci : La vitesse de correspondance seul à seul sera aussi vérifiée à titre d'exigence de rendement obligatoire pour le SSV.	Cette évaluation de rendement est telle qu'on l'a amorcée, donc seulement sur le plan de la vitesse correspondante seul à seul du SSV. L'annexe D de l'appendice A - Détails des exigences relatives au SSV indique la vitesse correspondante seul à seul obligatoire du SSV. Puisque les recherches d'empreintes de cadastre plates ID (équivalent du SSV) font partie des essais de la phase 2, ceux-ci englobent les essais relatifs à cette exigence obligatoire du SSV. Le système évalué doit refléter la solution proposée du soumissionnaire; par conséquent, les serveurs et la configuration évalués du SSV doivent appuyer cette exigence obligatoire.

202	Anneexe H – Place jointe 2 – Tableaux de présentation	1.3 REPONSE AUX EXIGENCES	I. Les exigences obligatoires forment l'objet d'une évaluation à l'étape I – Confirmation de la conformité aux exigences obligatoires du processus d'évaluation, et d'une vérification selon les besoins, à l'étape 3 – Bancs d'essais pour le renouvellement du SAID. II. Le sommaire doit répondre à chacune des exigences obligatoires en remplissant le tableau approprié de présentation et de réponse pour l'évaluation de l'offre, et ce, pour chaque section détaillée dans l'EDT et ses annexes. III. Les soumissionnaires qui ne répondent pas aux exigences obligatoires seront rejetés.	1.a.i 1.a.ii 1.a.iii					Le tableau de présentation obligatoire a subi des mises à jour afin de comporter une colonne Obligatoire et de limiter la probabilité qu'un soumissionnaire crée une quelconque exigence obligatoire. Il incombe au soumissionnaire de créer une matrice de traçabilité des éléments traités (MTU) comprenant toutes les exigences. Dans toute la DDP et dans l'ensemble des documents connexes, l'usage du terme « l'autr » et les différentes formes conjuguées du verbe « devoir » (« doit », « doivent », etc.) indiquent une exigence obligatoire (ils résultent normalement de la traduction des standards « must », « shall » et « will » présents dans le texte anglais). Il incombe au soumissionnaire de répondre à toutes les exigences obligatoires. Section 2.1, point 2.1.1 : Les exigences obligatoires sont celles qui sont imposées par la réglementation applicable au processus d'évaluation de la proposition du soumissionnaire, le Canada pourra, sans obligation de sa part, se demander des précisions ou vérifier l'exactitude d'une partie ou de la totalité des renseignements fournis par le soumissionnaire en rapport avec la présente demande de propositions ». Le but des exigences obligatoires consiste à assurer que l'entière solution de renouvellement du SAID répond à toutes les exigences que la GRC juge essentielles pour effectuer les services nationaux et internationaux d'entreprises digitales énoncés dans la DDP pour le renouvellement du SAID. Puisque quatre (4) soumissionnaires ont répondu à deux fois plus d'exigences obligatoires dans le cadre du précédent renouvellement du SAID et que les soumissionnaires ont eu l'occasion de poser des questions relatives aux exigences obligatoires pendant le processus de consultation publique, nous n'en tiendons pas compte. Nous sommes convaincus que les soumissionnaires mûris de systèmes SAID qui prennent en charge les fonctionnalités nationales et internationales d'entreprises digitales fournissent effectivement les renseignements nécessaires pour s'assurer une proposition conforme.
203	Anneexe H – Place jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION	L'exigence cotée sous le tableau 4, dans la pièce jointe 2 à l'annexe H spécifique : Les soumissionnaires doivent préciser le nombre d'exigences qui sont déjà respectées en matière de CRF au moment de soumettre son offre et indiquer le moment où les exigences obligatoires seraient respectées d'après un plan de développement futur connu.	Tableau 4 : Tableaux des exigences optionnelles	21				Tout ce que l'on indique dans la section 3.2.7 (2), « il n'est pas nécessaire de mettre ce CRF en œuvre dans la portée de l'approvisionnement initial du renouvellement du SAID. Le CRF est considéré comme une exigence future qu'on pourra mettre en œuvre une fois qu'on aura mis les exigences obligatoires de la solution de renouvellement du SAID en œuvre ». La GRC croit que cet énoncé indique clairement qu'il n'est pas nécessaire de répondre aux exigences obligatoires du CRF au moment de la livraison de la solution de renouvellement du SAID. On pourra intégrer le CRF à une date ultérieure moyennant des essais d'acceptation séparés.
204	Anneexe H – Place jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION		Tableau 3 : Tableaux des exigences fonctionnelles	A EDT 1.2				Toutes les sections qui serviront dans cette évaluation ont été ajoutées au tableau.
205	Anneexe H – Place jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION	Les critères d'évaluation relatifs à l'exigence cotée des paramètres configurables indiquent ce qui suit : Lignes directrices d'évaluation générales Remarque : Des points seront ajoutés jusqu'à un maximum de 10 dans le cas de fonctions liées aux paramètres configurables qui dépassent les exigences obligatoires à ce sujet. De plus, les références aux numéros de section de la DDP fournies en prévision de l'Annexe B.8.1 et d'autres sections dans d'autres annexes	Tableau 5 : Tableaux des exigences techniques	Paramètres configurables				La nouvelle sous-section 8.1.1 dans l'annexe B identifie tous les paramètres configurables cotés. La référence à d'autres sections dans d'autres annexes a été supprimée de la colonne « Numéro de section » de cette ligne de critères cotés en faveur d'une indication de l'exigence satisfaite ou non. La note concernant la cote en points a trouvé clarification.
206	Anneexe H – Place jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION	L'exigence cotée de l'expérience de l'entreprise oblige les soumissionnaires à fournir trois références de projet, et établit ce qui suit sous la colonne de critères d'évaluation : L'évaluation des références de projet se fera conformément aux lignes directrices d'évaluation générales jusqu'aux nombres maximaux de points suivants : Référence de projet 1 (désignée par le soumissionnaire) : jusqu'à 50 points Référence de projet 2 (désignée par le soumissionnaire) : jusqu'à 30 points Référence de projet 3 (désignée par le soumissionnaire) : jusqu'à 20 points	Tableau 2 : Tableaux des exigences relatives à l'entreprise	Expérience de l'entreprise				Du texte supplémentaire ajouté à la pièce jointe 2 de l'annexe B clarifie les choses. Les références de projet doivent être semblables à la DDP pour le renouvellement du SAID de la GRC. Les lignes directrices d'évaluation générales serviront à évaluer à quel point les références de projet fournies ressemblent à la DDP pour le renouvellement du SAID de la GRC sur les plans des exigences, de l'envergure, de la portée et de la complexité. Les références de projet d'envergure, de portée et de complexité semblables ou supérieures à celles de la DDP pour le renouvellement du SAID de la GRC seraient considérées acceptables dans la mesure où elles montrent une connexion aux exigences de la DDP pour le renouvellement du SAID de la GRC.

207	Annexe H – Plice jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRESENTATION ET D'EVALUATION	Tableau 3 : Tableau des exigences fonctionnelles	Conformité du produit commercial	La DDP indique que l'exigence cotée de la conformité du produit commercial peut valoir jusqu'à 100 points. Les critères d'évaluation spécifient ce qui suit : Le pourcentage fondé sur le pourcentage réel des exigences que le soumissionnaire identifie dans sa proposition comme étant comprises dans le produit SAID commercial à la date de clôture des soumissions, comme suit : Fonctionnalité de 100 % dans le produit commercial : 50 points Fonctionnalité de 90 à 99 % dans le produit commercial : 45 points Fonctionnalité de 80 à 89 % dans le produit commercial : 40 points Fonctionnalité de 70 à 79 % dans le produit commercial : 35 points Fonctionnalité de 60 à 59 % dans le produit commercial : 30 points Fonctionnalité de 50 à 49 % dans le produit commercial : 25 points	Comme l'indique le texte, même si le produit commercial d'un soumissionnaire répond à 100 % à la fonctionnalité recherchée d'un produit commercial, il lui sera décerné au maximum 50 points. Sur la base des critères d'évaluation indiqués, ce n'est pas clair quant à savoir comment un soumissionnaire peut recevoir plus de 50 points dans ce cas. Il est recommandé que le portage se fonde simplement sur le pourcentage réel des exigences que le soumissionnaire identifie dans sa proposition comme étant comprises dans son produit SAID commercial à la date de clôture des soumissions ».	Il s'agit d'une erreur de copier-coller qui a été corrigée. Le nombre maximal possible de points se fonde sur le total de points maximaux (identifiés sous la colonne « Points », qui, dans l'ébauche de la DDP pour le renouvellement du SAID, était de 100. Cette exigence se fonde sur le pourcentage des exigences fonctionnelles satisfaites par le produit commercial. En outre, la liste des exigences précises qui servent à évaluer le pourcentage de conformité du produit commercial a été intégrée dans la pièce jointe 2 de l'annexe H.
208	Annexe H – Plice jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRESENTATION ET D'EVALUATION	Tableau 6 : Tableau des exigences relatives à la mise en œuvre	Stratégie de conversion des données	Le document sur la stratégie de conversion des données répertorié au tableau 6 ne figure pas au tableau 1 de l'EDT (voir page 64) à titre de document livrable aux termes du contrat.	Il a été ajouté au tableau 1, à la section 15.2 de l'EDT.	
209	Annexe H – Plice jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRESENTATION ET D'EVALUATION	Tableau 6 : Tableau des exigences relatives à la mise en œuvre	Stratégie de conversion des données	TPSCC peut-elle ajouter le document sur la stratégie de conversion des données au tableau 1 de l'EDT?	Cela a été corrigé. 50 points est le bon total; cependant, tous les renseignements dans la DDP attendent une révision finale par TPSCC et la GRC.	
210	Annexe H – Plice jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRESENTATION ET D'EVALUATION	Tableau 2 : Tableau des exigences relatives à la gestion de projet	Ebauche de la documentation du projet	1. Comme le tableau 2 de la section 15.2 de l'EDT n'identifie pas ces documents comme étant des livrables contractuels, on devrait mettre à jour le tableau 1 de l'EDT en conséquence afin qu'il indique les jalons de date de livraison. 2. De plus, le texte de l'exigence cotée continue et établit plus loin le contenu requis de chaque document. Cette partie subséquente définit un 8 ^e document intitulé « Plan de résolution de problèmes », non compris dans la liste ci-dessus. 3. En dernier lieu, la description du contenu du Plan de gestion des sous-	La section 15.2 a été mise à jour. La pièce jointe 2 à l'annexe H a subi une mise à jour afin d'inclure le Plan de résolution de problèmes dans la liste, et la description du Plan de gestion des sous-traitants a été ajoutée.	
211	Annexe H – Plice jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRESENTATION ET D'EVALUATION	Tableau 4 : Tableau des exigences optionnelles	Capacité de reconnaissance faciale (CRF)	L'exigence cotée énonce ce qui suit : Les soumissionnaires doivent préciser le nombre d'exigences relatives au CRF déjà respectées au moment de soumettre son offre et indiquer le moment où les exigences obligatoires (c'est nous qui soulignons) seront respectées d'après un plan de développement futur connu. L'exigence cotée énonce ce qui suit : Les soumissionnaires ne peuvent déterminer quelles exigences sont obligatoires. Dans tous les documents énonçant les exigences dans le cadre de la DDP (y compris l'EDT et les annexes), il faudrait que les exigences soient classées de façon que les soumissionnaires sachent pour lesquelles ils doivent fournir une réponse. Les exigences obligatoires (O) sont classées dans l'annexe H, l'obligatoire (O), cotée (C) ou à titre d'information (I) — dans ce dernier cas, le soumissionnaire ne serait pas tenu de fournir une réponse.	Se reporter à la réponse aux commentaires numéro 75 : annexe H – pièce jointe 2, section 1.3, paragraphe 1a.	
212	Annexe H – Plice jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRESENTATION ET D'EVALUATION	Tableau 3 : Tableau des exigences fonctionnelles	Total des points	Le nombre total des points d'exigence cotée fonctionnels figure erronément comme étant 400 au lieu de 520.	Cette erreur a été corrigée.	
213	Annexe H – Plice jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRESENTATION ET D'EVALUATION	Tableau 3 : Tableau des exigences fonctionnelles	Gestion du flux des travaux et services connexes	L'exigence cotée Gestion du flux des travaux et services connexes demande au soumissionnaire ce qui suit : « Indiquer de quelle façon toutes les fonctions cotées liées à l'interface utilisateur (IU) sont prises en charge par la solution proposée. » Les exigences du SAID diables dans l'annexe H ne comprennent pas d'identificateurs de classification pour chaque exigence. En tant que tel, les soumissionnaires ne peuvent déterminer quelles exigences sont cotées. Dans tous les documents énonçant les exigences dans le cadre de la DDP (y compris l'EDT et les annexes), il faudrait que les exigences soient classées de façon que les soumissionnaires sachent pour lesquelles ils doivent fournir une réponse. Les exigences obligatoires (O) sont classées dans l'annexe H, l'obligatoire (O), cotée (C) ou à titre d'information (I) — dans ce dernier cas, le soumissionnaire ne serait pas tenu de fournir une réponse.	Les mots « O », « C » et « I » devraient être ajoutés à l'annexe H pour identifier toutes les exigences cotées. Le soumissionnaire pourrait utiliser également la colonne dans le tableau MTEU pour y indiquer obligatoire ou coté s'il est touché. Ainsi, ce sera clair si le soumissionnaire interprète erronément d'une façon ou d'une autre si une exigence est obligatoire ou cotée.	
214	Annexe H – Plice jointe 2 – Tableaux de présentation	1.5 TABLEAUX DE PRESENTATION ET D'EVALUATION	Tableau 3 : Tableau des exigences fonctionnelles	Total des points	Le total de points devrait être 520, et non 400 (somme des notes précédentes et en conformité avec le tableau 1 : étape 2 du document de l'annexe H, page 2 : total de points des tableaux 3 et 4 = 540).	A ce stade-ci, le total a subi la correction à 520; toutefois, veuillez noter que toutes exigences pourraient changer sur la base des révisions finales de la GRC et de SPAC.	
215	Annexe H – Plice et critères d'évaluation	1.1 GÉNÉRALITÉS			À propos de l'attribution des points, de la matrice de portage, et de l'annexe H – tableau 1 : Matrice Gestion de projet = 125 points Fonctionnel = 400 points Optionnel = 20 points Technique = 130 points Mise en œuvre = 175 points	Corrigé.	

216	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	2.3 DÉLAI DE RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE PENDANT L'ÉVALUATION	1.a	Demander de clarifications : si le Canada demande des précisions ou vérifie l'exactitude des renseignements fournis dans la proposition auprès du soumissionnaire, ce dernier dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrables ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante pour transmettre les renseignements nécessaires au Canada. En cas de manquement à ce délai, la proposition sera jugée irrecevable.	Le paragraphe en question dit ceci : « Les soumissionnaires doivent fournir les renseignements nécessaires à l'évaluation de la présente demande de soumissions. Les propositions qui ne satisfont pas une ou plusieurs des exigences obligatoires seront jugées non conformes et ne feront l'objet d'aucun examen ultérieur. Les propositions qui répondent aux exigences obligatoires passeront à l'étape 2. »	1	Dans l'ensemble de documentation de l'ébauche de DDP (LI), les exigences ne portent sur aucunement comme étant obligatoires (M) ou optionnelles (O) les renseignements fournis dans la proposition. Les renseignements fournis figurent sous la pièce jointe 2 de l'annexe H (tableau 4), qui se rapporte à la fonctionnalité de la CRF.	Cela semble extrême d'être déclaré non conforme. Suggérer d'évaluer sur la base des renseignements d'origine fournis si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai.	Il incombe au soumissionnaire de présenter une soumission permettant effectivement d'évaluer les exigences à respecter. Le Canada n'est aucunement tenu de chercher des précisions. Il s'agit d'une DDP d'importance comportant de nombreuses exigences; par conséquent, le Canada désire s'assurer de fournir la possibilité de demander et d'obtenir des clarifications pour le bénéfice du soumissionnaire. Si le soumissionnaire ne choisit pas de fournir la clarification, le Canada n'a d'autre choix que d'utiliser ce qui a été fourni. Veuillez prendre conscience que, si la clarification révérait une exigence obligatoire, on pourra considérer la proposition du soumissionnaire non conforme sur la base des renseignements fournis.	
217	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.2 ÉTAPE 1 – CONFIRMATION DE LA CONFORMITÉ AUX EXIGENCES OBLIGATOIRES					1	Dans l'ensemble de documentation de l'ébauche de DDP (LI), les exigences ne portent sur aucunement comme étant obligatoires (M) ou optionnelles (O) les renseignements fournis dans la proposition. Les renseignements fournis figurent sous la pièce jointe 2 de l'annexe H (tableau 4), qui se rapporte à la fonctionnalité de la CRF.	SPAC peut-il confirmer que toutes les exigences relatives à la CRF sont optionnelles?	Dans l'ensemble de documentation de l'ébauche de DDP (LI), les exigences ne portent sur aucunement comme étant obligatoires (M) ou optionnelles (O) les renseignements fournis dans la proposition. Les renseignements fournis figurent sous la pièce jointe 2 de l'annexe H (tableau 4), qui se rapporte à la fonctionnalité de la CRF.
218	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.2 ÉTAPE 1 – CONFIRMATION DE LA CONFORMITÉ AUX EXIGENCES OBLIGATOIRES	1.2	1. Chaque proposition fera l'objet d'un examen et d'une évaluation de sa conformité aux exigences obligatoires de la présente demande de soumissions. Les propositions qui ne satisfont pas une ou plusieurs des exigences obligatoires seront jugées non conformes et ne feront l'objet d'aucun examen ultérieur. Les propositions qui répondent aux exigences obligatoires passeront à l'étape 2.	2. Durant la démonstration des exigences (p. ex., essais comparatifs, clarification), si on détermine qu'une exigence obligatoire, considérée conforme dans le cadre de l'évaluation de la réponse initiale, se révèle non conforme, la soumission sera jugée non conforme et ne fera l'objet d'aucune considération subséquente.		1.2	Q1 : Veuillez confirmer qu'il faut démontrer seulement les exigences obligatoires sous l'annexe H, pièce jointe 1, dans le cadre de l'exécution des essais comparatifs. Ceci à dire qu'il est nécessaire de démontrer seulement que toutes les autres exigences obligatoires, telles que les a établies la DDP, ont été livrées dans la solution de renouvellement de la SAID au cours des essais d'acceptation.	Q1 : Veuillez confirmer qu'il faut démontrer seulement les exigences obligatoires sous l'annexe H, pièce jointe 1, dans le cadre de l'exécution des essais comparatifs. Ceci à dire qu'il est nécessaire de démontrer seulement que toutes les autres exigences obligatoires, telles que les a établies la DDP, ont été livrées dans la solution de renouvellement de la SAID au cours des essais d'acceptation.	Q1 : Veuillez confirmer qu'il faut démontrer seulement les exigences obligatoires sous l'annexe H, pièce jointe 1, dans le cadre de l'exécution des essais comparatifs. Ceci à dire qu'il est nécessaire de démontrer seulement que toutes les autres exigences obligatoires, telles que les a établies la DDP, ont été livrées dans la solution de renouvellement de la SAID au cours des essais d'acceptation.
219	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.3 ÉTAPE 2 – ÉVALUATION DES EXIGENCES COTÉES	1	« Doivent satisfaire à toutes les exigences obligatoires afin de procéder à l'étape 2. »			1	Suggérer à la GRC de fournir une MTEL. Cela annulerait le risque pour l'entrepreneur de manquer de faire ressortir une exigence obligatoire et pour l'état de manquer de vérifier chaque exigence obligatoire dans une matrice.	Voir réponse au commentaire sur la section 1.3 de l'annexe H (paragraphe 1, a, i, ii et iii).	Voir réponse au commentaire sur la section 1.3 de l'annexe H (paragraphe 1, a, i, ii et iii).
220	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.3 ÉTAPE 2 – ÉVALUATION DES EXIGENCES COTÉES	1.a	Le paragraphe en question dit ceci : « Les propositions feront l'objet d'une évaluation et d'un pointage conformément aux critères d'évaluation précis exposés dans l'appendice B (soit nous qui soulevons). Le nombre maximal de points admissible pour chaque exigence cotée figure dans les pièces jointes 1 et 2 à la présente annexe. »			1.a	Le seul appendice B présent dans l'ensemble de documentation (LI et l'appendice B) base de paiement, qui répertorie pas les critères d'évaluation servant au pointage d'exigences cotées.	L'appendice B subira une mise à jour visant à assurer la concordance avec la pièce jointe 2 à l'annexe H – Tableau de présentation et d'évaluation pour les propositions techniques et à établir plus clairement ce que doit contenir la partie financière de la proposition.	L'appendice B subira une mise à jour visant à assurer la concordance avec la pièce jointe 2 à l'annexe H – Tableau de présentation et d'évaluation pour les propositions techniques et à établir plus clairement ce que doit contenir la partie financière de la proposition.
221	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.3 ÉTAPE 2 – ÉVALUATION DES EXIGENCES COTÉES	Tableau 1 – Étape 2 – Exigences cotées				1.b	Le tableau 1 sous la pièce jointe 2 à l'annexe H indique que le tableau 1 sous la pièce jointe 2 à l'annexe H est censé citer en référence la pièce jointe 1 sous la pièce jointe 2 à l'annexe H.	Le tableau 1 sous la pièce jointe 2 à l'annexe H indique que le tableau 1 sous la pièce jointe 2 à l'annexe H est censé citer en référence la pièce jointe 1 sous la pièce jointe 2 à l'annexe H.	Le tableau 1 sous la pièce jointe 2 à l'annexe H indique que le tableau 1 sous la pièce jointe 2 à l'annexe H est censé citer en référence la pièce jointe 1 sous la pièce jointe 2 à l'annexe H.
222	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.3 ÉTAPE 2 – ÉVALUATION DES EXIGENCES COTÉES	1.c.i	Le paragraphe en question dit ceci : « Tous les éléments cotés selon le critère strict répondent ne répond pas (p. ex., : « Le système devrait avoir une lumière jaune. ») seront évalués conformément aux lignes directrices générales contenues dans le tableau A. Échelle de cotation figurant ci-dessous au tableau 2. Chaque fois que cette cotation s'applique, les critères d'évaluation de la pièce jointe 2 à l'annexe H seront évalués conformément aux lignes directrices contenues dans le tableau A. »			1.c.i	Le colomne Critères d'évaluation dans les tableaux d'exigences cotées figurant sous la pièce jointe 2 à l'annexe H ne renvoie pas au tableau 2 sous ce paragraphe.	Oui, la mention "Cote établie selon que cette fonction est évidente ou non", lorsque utilisée, signifie que les critères au tableau 2 servent à déterminer le nombre de points décernés.	Oui, la mention "Cote établie selon que cette fonction est évidente ou non", lorsque utilisée, signifie que les critères au tableau 2 servent à déterminer le nombre de points décernés.
223	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.3 ÉTAPE 2 – ÉVALUATION DES EXIGENCES COTÉES	1.c.ii	Le paragraphe en question dit ceci : « De façon générale, la plupart des éléments cotés sur une base plus qualitative (p. ex., : « Le soumissionnaire devrait décrire son approche de la formation. ») seront évalués conformément aux lignes directrices contenues dans le tableau A. Chaque fois que la cotation s'applique, les critères d'évaluation de la pièce jointe 2 à l'annexe H seront évalués conformément aux lignes directrices contenues dans le tableau A. »			1.c.ii	Oui, le calcul de points décernés dans le cas d'une exigence cotée se fonde sur la multiplication du facteur de cotation par le nombre de points, où le facteur de cotation se fonde sur le niveau de cote évalué pour les critères cotés conformément aux lignes directrices d'évaluation générales dans le tableau 3 de l'annexe H.	Oui, le calcul de points décernés dans le cas d'une exigence cotée se fonde sur la multiplication du facteur de cotation par le nombre de points, où le facteur de cotation se fonde sur le niveau de cote évalué pour les critères cotés conformément aux lignes directrices d'évaluation générales dans le tableau 3 de l'annexe H.	Oui, le calcul de points décernés dans le cas d'une exigence cotée se fonde sur la multiplication du facteur de cotation par le nombre de points, où le facteur de cotation se fonde sur le niveau de cote évalué pour les critères cotés conformément aux lignes directrices d'évaluation générales dans le tableau 3 de l'annexe H.

224	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.3 ETAPE 2 – ÉVALUATION DES EXIGENCES COTÉES	Tableau 3 : Échelle de cotation du Tableau B	1.c.i)		Sur le fondement des définitions des niveaux de cote établies sous le tableau 3, jumelées aux facteurs de cotation représentés en intervalles pour certains niveaux et en valeurs précises pour d'autres niveaux, j'ai noté pas clair quant à savoir comment l'équipe d'évaluation effectuera les évaluations uniformément sur un pied d'égalité sans introduire un niveau de subjectivité et (ou) éliminer toute forme de parallélisme. Comme le « % de surplus technique » (que peuvent influencer les définitions de niveau de cote énoncées et l'utilisation d'intervalles de facteurs de cotation) détermine la « valeur évaluée de soumission (VES) rajustée », il est recommandé que les définitions de niveau de cote distinguent clairement entre les divers niveaux de cote et que les facteurs de cotation se fondent sur une valeur précise et non sur un intervalle de valeurs.		La réponse à ce commentaire se subdivise en cinq (5) parties : 1. On utilisera les services de plusieurs évaluateurs, et on calculera la moyenne de leurs pointages afin de réduire au minimum l'incidence d'une quelconque subjectivité. 2. On utilisera les services de plusieurs évaluateurs aux fins de tous les essais comparatifs, et on calculera la moyenne de leurs évaluations afin de réduire au minimum l'incidence d'une quelconque subjectivité. 3. 50 à 70% (pourcentages fixés à déterminer) de la note technique pondérée globale se fonde sur les essais comparatifs. Puisque la majeure partie du pointage des essais comparatifs se fonde sur des résultats quantitatifs non subjectifs, il y a très peu d'espace pour la subjectivité. 4. 30 à 50% (pourcentages fixés à déterminer) de la note technique pondérée globale se fonde sur les critères cotés. Une importante proportion des critères cotés est non subjective. La caractéristique est disponible ou non. Par conséquent, l'effet de la portion subjective de la note technique pondérée globale est réduit au minimum. 5. Les critères de cotation sont évalués de façon indépendante et les résultats sont combinés pour obtenir un pourcentage attribuable (sans beaucoup de saut de ligne, la GRC et l'OPAC réexaminent cette feuille de l'évaluation. Veuillez noter que les critères d'évaluation subiront une révision avant la production de la DDP finale pour le renouvellement du SADA, afin d'assurer que les plus récentes données volumétriques provenant des agences partenaires de la GRC reflètent les exigences de la GRC en matière de traitement d'empreintes digitales. Oui, cela devrait être l'étape 2. Corrigé	
225	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.4 ETAPE 3 – TEST D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES DU RENOUVELLEMENT DU SADA		1	Dans le cadre du processus d'évaluation, les soumissionnaires (tous les estimés conformes après l'étape 3) participeront à des essais comparatifs tels que les décrit l'EDT.	Cela ne devrait-il pas refléter l'étape 2, et non 3?			
226	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.4 ETAPE 3 – TEST D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES DU RENOUVELLEMENT DU SADA		5.d	La combinaison de matériel et logiciel proposée devra comprendre une liste de vérification de configuration matérielle/logiciel qui servira à la vérification et à l'évaluation.	En ce qui a trait à la liste de vérification de la configuration, la GRC déterminera quelle des propositions sur ce qui s'est joué dans la liste?	Non. Il incombe au soumissionnaire de configurer son système avec le matériel et le logiciel qu'il propose de fournir. La GRC ne s'occupe pas de la configuration matérielle et logicielle. La GRC doit valider cette liste de vérification pour vérifier si le système proposé par le soumissionnaire reflète sa soumission soumise.		
227	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.4 ETAPE 3 – TEST D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES DU RENOUVELLEMENT DU SADA		6.h	Décrire la formation que doit suivre l'équipe d'évaluation des essais comparatifs sur l'utilisation des postes de travail individuels dans le cadre du survol de l'orientation;	Q1 : Dans quel but faut-il fournir cette description si le personnel de l'entrepreneur réalisera les marches à suivre des essais? Q2 : Comment s'y prendra-t-on? Q3 : Qui fournira les chronométrages?	Le texte du point énumératif 6.h a subi une reformulation afin qu'il se lise comme suit : « Décrire la formation que doit suivre l'équipe d'évaluation des essais comparatifs sur l'utilisation des postes de travail individuels dans le cadre du survol de l'orientation ». L'intention de cet énoncé consiste à fournir à l'équipe d'évaluation des essais comparatifs une description de la formation que doit suivre l'équipe d'évaluation des essais comparatifs. On ne peut mesurer une évaluation effective. L'équipe d'évaluation des essais comparatifs de la GRC n'exécutera pas les marches à suivre.		
228	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.4 ETAPE 3 – TEST D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES DU RENOUVELLEMENT DU SADA		6.r.v	Le temps écoulé entre la remise de la soumission et l'affichage de la réponse à l'écran ainsi que le temps cumulé écoulé depuis le début de l'essai.	Q1 : Qui mesurera le temps écoulé? Q2 : Comment s'y prendra-t-on? Q3 : Qui fournira les chronométrages?	L'équipe d'évaluation des essais comparatifs de la GRC mesurera le temps écoulé à l'aide de ses propres chronomètres. Les essais comparatifs de la GRC ne sont pas des essais comparatifs de la GRC. Le temps de traitement pour les activités ne nécessitant aucune UI ainsi que le temps écoulé cumulé pour un essai donné.		
229	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.4 ETAPE 3 – TEST D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES DU RENOUVELLEMENT DU SADA		6.r.w	Temps écoulé de l'ensemble des opérations.	En ce qui a trait au temps écoulé de l'ensemble des opérations, comment la GRC définit-elle « opérations »?	Une opération est une activité système précise qui nécessite du traitement. Par exemple, la recherche d'empreintes décadystiques. En ce qui concerne le traitement automatisé, les fichiers de journal du soumissionnaire serviront à déterminer le temps écoulé des opérations. Rapports-vous au point énumératif 6.w.		
230	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.4 ETAPE 3 – TEST D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES DU RENOUVELLEMENT DU SADA		6.u	Fournir une matrice indiquant les étapes des marches à suivre d'essai identifiées dans le plan des essais comparatifs pour le renouvellement du SADA de la GRC.	Quel but remplit cette matrice puisque l'évaluation comparative sera guidée par les marches à suivre des essais?	Cette matrice vise deux buts : 1) elle permet à l'équipe d'évaluation des essais comparatifs de la GRC de garder conscience des étapes à suivre pour effectuer les essais; et 2) durant les essais, elle facilite pour l'équipe d'évaluation des essais comparatifs de la GRC la tâche de suivre le référentiel « numérique » est un terme générique qui renvoie à l'enregistrement des données des essais par le soumissionnaire.		
231	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.4 ETAPE 3 – TEST D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES DU RENOUVELLEMENT DU SADA		6.v	« Décrire les procédures de vérification du référentiel numérique avant le premier essai d'une phase précise et (ou) d'un secteur de besoins particulier. »	La GRC peut-elle fournir des explications sur cette exigence? Que signifie un référentiel « numérique » dans ce cas-ci relativement aux marches à suivre de vérification?	Le soumissionnaire doit absolument veiller à fournir efficacement et effectivement les données servant à évaluer les essais comparatifs. La marche à suivre de la vérification décrit comment les procédures du soumissionnaire assurent l'intégrité des résultats et la fourniture efficace et effective des renseignements requis pour les essais comparatifs. Le soumissionnaire doit fournir des renseignements sur la façon dont il va assurer l'intégrité des données et comment se déroulera l'enregistrement des données afin d'obtenir l'évaluation de l'essai. Il peut aussi indiquer s'il faut enregistrer les fichiers de journal parce que le prochain groupe d'essais doit effectuer les fichiers de journal, ou toutes autres nuances qu'il doit absolument décrire afin d'assurer l'intégrité des essais et des résultats.		
232	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.6 ETAPE 4 – ÉVALUATION DE LA PROPOSITION FINANCIÈRE		3 4	Le paragraphe en question dit ceci : 3. On examinera la proposition financière de tous les soumissionnaires jugés conformes sur le plan technique d'après les exigences décrites dans l'appendice C (C'est nous qui soulignons) Exigences relatives à la proposition financière et tableau de présentation de la proposition financière. 4. Pour tous les soumissionnaires jugés conformes, l'évaluation totale de la soumission sera calculée comme étant la somme arithmétique des éléments énoncés au tableau 5 ci-dessous, remis par le soumissionnaire de pair avec sa proposition financière en réponse à l'appendice C (C'est nous qui soulignons) de la présente demande de propositions :	La référence à l'appendice C nécessite une clarification. L'appendice C est répertorié comme étant la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité. SPAC peut-elle préciser si la référence correcte doit être l'appendice B – tableaux Base et paiement?	Oui, la bonne référence est l'appendice B. La DOP a été corrigée.		
233	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.6 ETAPE 4 – ÉVALUATION DE LA PROPOSITION FINANCIÈRE	Tableau 5 : Valeur d'évaluation totale de la proposition				L'appendice B subira une mise à jour visant à assurer la concordance avec le tableau 5 de l'annexe H et à établir plus clairement ce que doit contenir la partie financière de la proposition.		

234	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.7 ETAPE 5 – SÉLECTION DE L'ENTREPRENEUR	6	Les soumissionnaires qui ne satisfont pas aux dispositions en matière de contrat dans les délais impartis par le Cnada seront considérés comme non recevables et leurs soumissions ne seront pas retenues en compte.	Que signifie l'énoncé « Conditions de passation de marché » ?	Les conditions de passation de marché désignent les exigences que doivent remplir l'entreprise et les employés, comme le décrivent l'ETD et ses documents connexes. Par exemple, l'entreprise et deux employés de l'entrepreneur doivent obtenir une cote de sécurité « Très secret » de la GRC.	Les conditions de passation de marché désignent les exigences que doivent remplir l'entreprise et les employés, comme le décrivent l'ETD et ses documents connexes. Par exemple, l'entreprise et deux employés de l'entrepreneur doivent obtenir une cote de sécurité « Très secret » de la GRC.
235	Annexe H – Plans et critères d'évaluation	3.7 ETAPE 5 – SÉLECTION DE L'ENTREPRENEUR		Tableau 6 : Exemple de tableau de la valeur d'évaluation ajustée de l'offre	Tableau 6 : Le pourcentage des éléments de soumissionnaire B ne devrait pas être de 10 % et celui du soumissionnaire C, de 20 %. Si le surplus technique des soumissionnaires B et C est respectivement de 10 % et 20 %, les réductions accordées atteindront 1 100 000, pour un prix offert rajusté de 9 900 000 pour le soumissionnaire B et de 8 800 000 pour le soumissionnaire C.	Tableau 6 : Le pourcentage des éléments de soumissionnaire B ne devrait pas être de 10 % et celui du soumissionnaire C, de 20 %. Si le surplus technique des soumissionnaires B et C est respectivement de 10 % et 20 %, les réductions accordées atteindront 1 100 000, pour un prix offert rajusté de 9 900 000 pour le soumissionnaire B et de 8 800 000 pour le soumissionnaire C.	Tableau 6 : Le pourcentage des éléments de soumissionnaire B ne devrait pas être de 10 % et celui du soumissionnaire C, de 20 %. Si le surplus technique des soumissionnaires B et C est respectivement de 10 % et 20 %, les réductions accordées atteindront 1 100 000, pour un prix offert rajusté de 9 900 000 pour le soumissionnaire B et de 8 800 000 pour le soumissionnaire C.
236	Appendice A – Enoncé des travaux	1.10 SÉCURITÉ	9	Le paragraphe en question dit ceci : L'entrepreneur doit obtenir la cote de sécurité de niveau « Très secret » de la GRC pour au moins deux membres de son personnel ou il sera jugé non conforme et le contrat sera résilié. Consulter la LVERB incluse dans l'ETD pour obtenir de plus amples renseignements.	La section 3.2.6 de l'ETD exige la présence en permanence sur place d'une (1) personne et la section 5.3.3 de l'ETD exige un point de contact unique (PCU). Comme la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (Annexe C de l'ETD) donnée en référence n'a pas été fournie dans la documentation connexe de la lettre d'intention, SPAC peut-il fournir des éclaircissements sur la façon dont l'entrepreneur doit démontrer qu'il a obtenu la cote de sécurité ? Sinon, veuillez préciser les deux parties qui exigent la cote de sécurité.	La section 3.2.6 de l'ETD exige la présence en permanence sur place d'une (1) personne et la section 5.3.3 de l'ETD exige un point de contact unique (PCU). Comme la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (Annexe C de l'ETD) donnée en référence n'a pas été fournie dans la documentation connexe de la lettre d'intention, SPAC peut-il fournir des éclaircissements sur la façon dont l'entrepreneur doit démontrer qu'il a obtenu la cote de sécurité ? Sinon, veuillez préciser les deux parties qui exigent la cote de sécurité.	L'engage qui au moins deux (2) employés de l'entrepreneur sur place possèdent la cote de sécurité « Très secret ». Le point « e » du paragraphe 3.2 de la section 3.2.6, stipule ce qui suit : « S'assurer que toute situation exceptionnelle, notamment vacances, nomination ou maladie, fasse l'objet d'une coordination appropriée de sorte qu'au moins un (1) employé de l'entrepreneur soit disponible sur place pour assurer le soutien des environnements du SAID pendant les heures normales de la GRC. » Cette exigence a été modifiée pour comprendre ce qui suit : « Cette exigence précise que l'entrepreneur doit avoir une personne en réserve, avec la cote de sécurité « Très secret », pour assumer toutes les responsabilités sur place. »
237	Appendice A – Enoncé des travaux	1.10 SÉCURITÉ			Section 1.10(9) : La GRC pourra elle valider le code d'identification du document de référence (CJ) lorsque celui-ci est défini dans le document ? Cela admet les soumissionnaires à s'y retrouver parmi les documents.	Section 1.10(9) : La GRC pourra elle valider le code d'identification du document de référence (CJ) lorsque celui-ci est défini dans le document ? Cela admet les soumissionnaires à s'y retrouver parmi les documents.	Section 1.10(9) : La GRC pourra elle valider le code d'identification du document de référence (CJ) lorsque celui-ci est défini dans le document ? Cela admet les soumissionnaires à s'y retrouver parmi les documents.
238	Appendice A – Enoncé des travaux	1.11 CONTRAINTES	8	« L'alimentation électrique au site DR est limitée. La solution de rechange du SAID ne doit pas consommer plus de 400 W. L'entrepreneur doit s'assurer que l'alimentation actuellement consommée. Veuillez consulter le tableau 1 de l'annexe 1 de la lettre d'intention pour obtenir de plus amples détails, sur les caractéristiques de consommation des serveurs actuels. »	L'annexe F de la section 1.11(8) ne comprend actuellement pas les caractéristiques de consommation électrique. La GRC ajoute-t-elle ces renseignements à l'annexe ?	L'annexe F de la section 1.11(8) ne comprend actuellement pas les caractéristiques de consommation électrique. La GRC ajoute-t-elle ces renseignements à l'annexe ?	L'annexe F de la section 1.11(8) ne comprend actuellement pas les caractéristiques de consommation électrique. La GRC ajoute-t-elle ces renseignements à l'annexe ?
239	Appendice A – Enoncé des travaux	1.11 CONTRAINTES 3.2 ÉLÉMENTS CLÉS À LIVRER	2 6	Le paragraphe 2 de la section 1.1.1 stipule ce qui suit : La technologie de renouvellement/de remplacement faisant partie de la solution proposée par l'entrepreneur doit être validée par le soutien et l'entretien assurés de manière permanente par l'entrepreneur. C'est-à-dire qu'après l'ajustation et l'achèvement de la période de garantie, les technologies de renouvellement/de remplacement seront validées par les activités de soutien et d'entretien de l'entrepreneur, prévues au présent ETD. Considérant que le paragraphe 6 de la section 3.2 stipule ce qui suit : L'entrepreneur sera chargé du soutien et de l'entretien de l'ETG convenue au SAID/transcodeur/SSV/SGDEL et du retournement de la coordination des activités auprès des fournisseurs relatives aux piles de rechange/mises à niveau du matériel/système d'exploitation	1. Les services d'entretien du matériel prévus à l'OCPI, demeureront-ils en place une fois le projet de renouvellement du SAID livré ? 2. Si le matériel EFG a besoin d'être remplacé pendant la période contractuelle, cela relèvera-t-il de la responsabilité de l'entrepreneur ?	Oui, le contrat d'entretien prévu à l'OCPI demeurera en vigueur. Comme indiqué dans le paragraphe de référence du soumissionnaire, c'est l'entrepreneur qui est responsable du soutien et de l'entretien de l'ETG, y compris de la coordination des activités relatives aux piles de rechange, etc. Tout remplacement de matériel (y compris de l'ETG) après la mise en œuvre des étapes 1 et 2 a été approuvé et accepté par la GRC; cela exigera une autorisation de la GRC.	Oui, le contrat d'entretien prévu à l'OCPI demeurera en vigueur. Comme indiqué dans le paragraphe de référence du soumissionnaire, c'est l'entrepreneur qui est responsable du soutien et de l'entretien de l'ETG, y compris de la coordination des activités relatives aux piles de rechange, etc.
240	Appendice A – Enoncé des travaux	1.12 RESPECT DES ÉCHÉANCES DES PRODUITS LIVRABLES	1	Le paragraphe en question dit ceci : L'entrepreneur doit fournir le personnel et les ressources nécessaires à la réalisation de tous les produits livrables conformément au calendrier principal du contrat (CPC) de l'ETD de l'ensemble de la solution de renouvellement du SAID convenue (CPC – DD PM-Q1). Le CPC général, inclus dans la présente, comprend les échéanciers estimés au cours desquels la mise en œuvre initiale du renouvellement du SAID doit être terminée.	La documentation de la DDP (planétaire lettre d'intention) ne comportait pas de calendrier principal du contrat (CPC). SPAC peut-il indiquer si un CPC sera ajouté à la DDP finale ou devrait-on considérer que le Tableau 1 de la section 15.2 de l'ETD tient lieu d'un tel élément ?	Le calendrier principal de contrat (CPC) fera partie de la DDP finale. La section 15.2 de la DI ne comportait qu'un calendrier général dont le but était de s'assurer que les soumissionnaires étaient au courant de l'échéancier général de livraison de la solution.	Le calendrier principal de contrat (CPC) fera partie de la DDP finale. La section 15.2 de la DI ne comportait qu'un calendrier général dont le but était de s'assurer que les soumissionnaires étaient au courant de l'échéancier général de livraison de la solution.
241	Appendice A – Enoncé des travaux	1.12 RESPECT DES ÉCHÉANCES DES PRODUITS LIVRABLES	1	L'entrepreneur doit recevoir une approbation écrite de la GRC, avant de soumettre sa proposition (c'est-à-dire tous les soulignements) s'il compte dépasser l'échéancier défini de mise en œuvre du renouvellement du SAID si la proposition sera jugée non conforme.	Veuillez préciser si le CPC Microsoft Project Schedule est un livrable dont la GRC sera chargée de mettre au point et d'entretenir ou si l'entrepreneur est tenu de fournir un CPC dans le cadre de sa proposition.	Tout délai supplémentaire accordé à la livraison de la solution sera aussi accordé à tous les livrables supplémentaires par le biais d'un amendement publié sur le site Achat et vente de SPAC. De plus, des éclaircissements seront fournis pour indiquer que le délai de livraison de la solution sera évalué et que des points supplémentaires seront accordés aux soumissionnaires qui s'engagent à livrer la solution dans les délais préférés.	Tout délai supplémentaire accordé à la livraison de la solution sera aussi accordé à tous les livrables supplémentaires par le biais d'un amendement publié sur le site Achat et vente de SPAC. De plus, des éclaircissements seront fournis pour indiquer que le délai de livraison de la solution sera évalué et que des points supplémentaires seront accordés aux soumissionnaires qui s'engagent à livrer la solution dans les délais préférés.
242	Appendice A – Enoncé des travaux	1.12 RESPECT DES ÉCHÉANCES DES PRODUITS LIVRABLES	1	« Le CPC général, inclus dans la présente, comprend les échéanciers estimés au cours desquels la mise en œuvre initiale du renouvellement du SAID doit être terminée. »	La GRC peut-elle ajouter le code de document du CPC dans tout l'ETD ? Dans ce cas, il s'agit de la Pile (Joint A-1.) Cela admet les soumissionnaires à s'y retrouver parmi les documents.	Corriger pour préciser que le calendrier des produits livrables comprend un calendrier général. Le CPC est indiqué dans la table des matières; on y fait aussi référence aux présentes puisqu'il est utilisé pour la première fois dans le document. La GRC ne voit pas le besoin de répéter la référence à un acronyme couramment utilisé.	Corriger pour préciser que le calendrier des produits livrables comprend un calendrier général. Le CPC est indiqué dans la table des matières; on y fait aussi référence aux présentes puisqu'il est utilisé pour la première fois dans le document. La GRC ne voit pas le besoin de répéter la référence à un acronyme couramment utilisé.

243	Appendice A – Enquête des travaux	1.2 EXIGENCES GÉNÉRALES	3	<p>Le paragraphe en question dit ceci :</p> <p>3) Le remplissage, la mise à niveau et la réutilisation du matériel, du système d'exploitation et des logiciels de l'environnement d'essai doivent garantir que ce dernier pourra efficacement servir à faire l'essai de toutes les fonctions à mettre en production.</p> <p>Selon les renseignements fournis dans la version préliminaire de la DDP, il semble que pour la version actuelle du SAID, seul l'environnement ECQ servait à faire l'essai d'une capacité AND1 limitée.</p>	<p>1) La GRC peut-elle préciser si tous les environnements doivent être compatibles avec les essais fonctionnels de production et que seul l'environnement ECQ soit compatible avec les essais à capacité AND?</p> <p>2) La GRC peut-elle préciser si les essais de basculement ECQ sont limités au sein d'un emplacement?</p>	<p>La phrase « l'environnement d'essai doit garantir que ce dernier pourra efficacement servir à faire l'essai de toutes les fonctions à mettre en production (c'est nous qui soulignons) » porte sur les essais fonctionnels en production au moyen des environnements d'essai. L'ECQ comporte des exigences particulières supplémentaires pour l'essai de la capacité AND.</p> <p>Les essais de basculement ECQ sont limités au sein d'un emplacement.</p>
244	Appendice A – Enquête des travaux	1.6.2 RÉFÉRENCES	1			<p>Le document « TFB Verification RCMP Web Service-Front End Technical Design (SGDP) 38422 » fait partie de la liste; les soumissionnaires recevront-ils ce document?</p>
245	Appendice A – Enquête des travaux	1.6.3 PROCESSUS DE MAINTENABILITÉ	1			<p>L'hyperlien n'est utilisable que lorsqu'on est connecté à l'intranet de la GRC. Il ne pourrait être déclaré invalide que pour un utilisateur disposant d'un accès direct au réseau de la GRC (avec authentification). Si le soumissionnaire n'est connecté qu'à Internet et qu'il clique sur le lien, il doit normalement voir apparaître un message du genre « Impossible d'afficher cette page. Vérifiez son adresse URL. ». Comme le stipule le paragraphe 2 de la sous-section 1.6.3, « Sur demande, la GRC fournira à l'entrepreneur une copie imprimée du contenu de la page susmentionnée. »</p>
246	Appendice A – Enquête des travaux	1.7.1.2 Dépendances de l'entrepreneur	4	<p>L'entrepreneur doit effectuer les travaux décrits dans l'EDT et les documents connexes selon un échéancier convenu par l'entrepreneur et la GRC. La GRC établit un calendrier de projet dans lequel seront inscrites les activités à réaliser de l'entrepreneur et de la GRC/SPAC. Le renouvellement de toutes les capacités du SAID, du Transcodeur du SSV et de la GRC/SPAC doit être effectué avant le début de la mise en œuvre de la phase de production. Les numéros du SAID doivent être entièrement mis en œuvre dans tous les environnements d'essais et de production dans l'année qui suit l'adjudication du contrat.</p> <p>L'environnement de production inclut la mise en œuvre des sites primaire (PR) et de reprise après sinistre (RS). Se reporter à la sous-section 1.2 (Respect des échéances des produits livrables) pour de plus amples renseignements sur le calendrier des travaux à effectuer dans le cadre de cet EDT.</p>	<p>Compte tenu de la durée qu'a exigé la mise en œuvre du président projet de renouvellement du SAID ITR de la GRC qui, il faut le souligner, ne comprenait pas la composante SSV, les éléments LCMO (en deux étapes) ni la conversion de la base de données des expressions faciales définies dans le projet de renouvellement du SAID, les soumissionnaires doivent être en mesure de fournir les exigences actuelles de l'EDT soit entièrement mises en œuvre dans les six mois suivants l'adjudication du contrat puis réalisées, sans retard, à l'égard du fournisseur sélectionné, et constitue en outre un risque de nature commerciale et technique pour l'autorité contractante et la GRC, respectivement.</p> <p>Reconnaissant l'importance de la solution de renouvellement du SAID pour la GRC, le gouvernement du Canada et Sécurité Canada ont convenu de traiter à la possibilité de raisonnablement choisir entre tous les fournisseurs de solutions et les dépenses d'immobilisations qu'y sont associées, veuillez expliquer la raison à l'origine d'un échéancier si rigide pour ce qui est de ces exigences.</p>	<p>Le délai est passé de six (6) mois à douze (12) mois. De plus, des critères cotés ont été ajoutés pour permettre l'attribution de points pour une mise en œuvre en moins de douze (12) mois. Chaque mois qui passe dans le projet de renouvellement du SAID correspond à des dépenses considérables pour la GRC, tout particulièrement si on considère que l'infrastructure nécessaire dans le cadre du projet sera prise du double de celle du système existant.</p> <p>L'échéancier global pas de projet président de renouvellement du SAID n'est pas considéré comme pertinent. Ce dernier ne comportait pas de SSV fonctionnel et les DG n'avaient pas été correctement définis au moment de la signature du contrat de renouvellement du SAID. La mise en œuvre complète du projet de renouvellement du SAID actuel, qui date de 2005, et qui comprenait la prise en charge de toutes les capacités SSV disponibles, dont le sous-système de conversion papier (SCP), a eu lieu près de quatorze (14) mois. Tout cela, en dépit des changements apportés aux DCI. En outre, le SSCP a été mis au point expressément en fonction des exigences de l'environnement de la GRC qui a exigé parallèlement de temps. La présente DDP pour le renouvellement du SAID ne comprend pas de SSV fonctionnel et les DG n'ont pas été correctement définies au moment de la signature du contrat de renouvellement du SAID. L'entrepreneur doit être en mesure de fournir une solution de renouvellement plus efficace que celle de 2005, mais on croit aussi que sa mise en œuvre pourrait facilement exiger plus que les quatorze (14) mois qu'aient pris le renouvellement du SAID en 2005. L'environnement ITR actuel est mature, de sorte que ses interfaces sont très bien définies. Le SAID, le SSV et le transcodeur ITR sont des capacités complètes fondées sur des DG très bien définies. De préférence, le SGDEL sera une solution intégrée au SAID; par conséquent, il devrait se plier aux exigences sans trop de problèmes, puisqu'il devrait faire appel à une interface actuelle du SAID; en outre, la grande majorité des données nécessaires sont déjà définies dans les DCI existants.</p> <p>Veuillez noter que le délai de sélection du fournisseur de la solution ne fait pas partie de cet échéancier. Le délai de sélection est de 30 jours.</p>
247	Appendice A – Enquête des travaux	1.7.1.5 Mise au banc d'essai	5	<p>Le paragraphe en question dit ceci :</p> <p>Si le Canada détermine au cours de l'une ou l'autre démonstration des besoins que la solution proposée par le soumissionnaire ne répond pas aux exigences obligatoires inhérentes à la présente demande de propositions, la proposition du soumissionnaire sera déclarée non conforme et rejetée.</p> <p>Considérant que la section 1.3 de l'annexe H stipule ce qui suit :</p>	<p>Si l'équipe d'évaluation fournit ses commentaires cinq (5) jours avant le premier jour prévu pour les évaluations, l'EDT1 a été mis à jour, en attendant l'examen final.</p> <p>Le soumissionnaire ne peut pas effectuer les essais à temps s'il lui faut apporter des modifications à ses procédures.</p> <p>Comme le soumissionnaire doit remettre un plan détaillé des essais comparatifs 15 jours avant de procéder à l'évaluation, l'équipe d'évaluation a suffisamment de temps pour examiner la procédure proposée et transmettre des commentaires au soumissionnaire avant la première journée d'évaluation.</p> <p>On comprend que la section de l'EDT soit modifiée pour préciser que les commentaires soient transmis au soumissionnaire 5 jours avant le début de l'évaluation ou, autrement, que le soumissionnaire remette à SPAC les procédures relatives aux essais comparatifs 20 jours avant la date prévue de l'évaluation, de sorte que des commentaires puissent quand même lui être transmis 5 jours avant le début de l'évaluation.</p>	<p>L'équipe d'évaluation fournit ses commentaires cinq (5) jours avant le premier jour prévu pour les évaluations. L'EDT1 a été mis à jour, en attendant l'examen final.</p>
248	Appendice A – Enquête des travaux	1.7.1.5 Mise au banc d'essai	6	<p>Le paragraphe en question dit ceci :</p> <p>Si le Canada détermine au cours de l'une ou l'autre démonstration des besoins que la solution proposée par le soumissionnaire ne répond pas aux exigences obligatoires inhérentes à la présente demande de propositions, la proposition du soumissionnaire sera déclarée non conforme et rejetée.</p> <p>Considérant que la section 1.3 de l'annexe H stipule ce qui suit :</p>	<p>Telle qu'il décide, l'enquête suppose que le paragraphe d'exécution comparatif du soumissionnaire se conforme à TOUTES les exigences obligatoires de la DDP, ce qui entre en conflit avec l'information fournie à la section 1.3 de l'annexe H.</p> <p>De plus, les documents préliminaires de la DDP contiennent de nombreuses contradictions. Voici quelques-unes d'entre elles : modification de la section 1.3 de l'annexe H.</p>	<p>Le « Il faut » est remplacé par le « conditionnel » au paragraphe (6) et cette exigence sera expliquée comme suit, en attendant l'examen final pour la GRC/SPAC :</p> <p>Si le Canada détermine au cours de l'une ou l'autre démonstration des besoins que la solution proposée par le soumissionnaire ne répond pas aux exigences obligatoires inhérentes des essais comparatifs de la présente demande de propositions, la proposition du soumissionnaire pourrait être déclarée non conforme et rejetée.</p> <p>L'intention de l'auteur du paragraphe (6) est d'assurer que le soumissionnaire établit avec exactitude les capacités de sa solution de renouvellement du SAID dans la proposition ED1. Le but de déterminer de cette proposition l'ED1.</p>

249	Appendice A – Finché des travaux	1.7.2 GRC		<p>« Toutes les modifications logicielles et matérielles requises à l'ÉFG pour sa mise en œuvre, y compris les exigences énoncées dans l'ÉFG et les documents connexes. L'entrepreneur doit décrire son utilisation de l'ÉFG dans le cadre de la solution proposée... »</p>	<p>La GRC peut-elle confirmer que l'entrepreneur doit inclure à sa proposition financière du matériel et des logiciels supplémentaires comme ceux inscrits dans la liste de l'annexe F? La même question s'applique au logiciel.</p>	<p>Il semble que la question du soumissionnaire n'est pas au bon endroit ou est mal rédigée, de sorte qu'elle n'est pas claire selon la GRC. Le texte donné en référence provient du paragraphe 2 de la sous-section 1.7.1.1, qui se trouve dans la sous-section 1.7.1 - « L'entrepreneur » se qui signifie que ces sont des éléments qui doivent être fournis par l'entrepreneur/le soumissionnaire. Par conséquent, la GRC confirme que tout ce qui comprend cette sous-section doit être fourni par l'entrepreneur. De façon plus précise, si le soumissionnaire se sent que l'ÉFG et des logiciels supplémentaires sont nécessaires, il doit en informer l'entrepreneur et l'entrepreneur doit confirmer que les éléments sont inclus dans la proposition du soumissionnaire.</p>	
250	Appendice A – Finché des travaux	1.7.2 GRC 3.2 ÉLÉMENTS CLÉS À LIVRER 6.2 COMPOSANTES ÉFG 6.3.5 CONNECTIVITÉ SAN 6.3.7 SIGNALÉMENT PAR PROTOCOLE SNMP 8.3.4 SAUVEGARDE, RESTAURATION ET RÉCUPÉRATION 3.5 1.2	4 5 1 1 1 1 1 et 2	<p>Les sections données en référence désignent les composants de l'ÉFG :</p> <p>4. Les services McAfee ePolicy Orchestrator (EPO) et le logiciel Client McAfee au besoin ;</p> <p>5. L'annexe F comprend une liste de tous les ÉFG qui peuvent être utilisés par l'entrepreneur. La proposition de l'entrepreneur doit expliquer comment chaque composante ÉFG sera modifiée et/ou utilisée de concert avec toutes les composantes de l'entrepreneur.</p> <p>« Afin de fournir la solution de renouvellement du SAUO, l'entrepreneur doit inclure les éléments suivants : »</p> <p>1. Les postes de travail ÉFG du SAUO/encodeur sont dotés du système d'exploitation (SE) Windows 7 et l'interface utilisateur proposée par l'entrepreneur pour le dispositif d'analyse des empreintes digitales du SAUO/ranscodeur doit tourner sur des postes de travail avec le SE Windows 7 ou Windows 10 ;</p> <p>1. En outre, la solution en production et l'ÉFG de l'entrepreneur doivent faire appel aux capacités de sauvegarde, de restauration et de reprise après sinistre SAN de la plateforme de stockage numérique (NPS) des systèmes de données initiaux (NDS) de la GRC, actuelles ou futures, pour sauvegarder et restaurer les données de la GRC.</p> <p>1. Les serveurs de l'entrepreneur doivent prendre en charge le signalément par protocole</p>	<p>1. La GRC peut-elle confirmer que les composants logicielles indiquées dans les sections de la DDP, y compris celles de l'annexe F, comprennent toutes les composantes logicielles de l'ÉFG?</p> <p>2. Le soumissionnaire est-il chargé de la mise à niveau avec la dernière version de tous les logiciels ÉFG ou ces mises à niveau sont-elles aussi considérées comme de l'ÉFG?</p>	<p>1. La GRC peut-elle confirmer que les composants logicielles indiquées dans les sections de la DDP, y compris celles de l'annexe F, comprennent toutes les composantes logicielles de l'ÉFG?</p>	
251	Appendice A – Finché des travaux	1.7.2.1 Sont inclus		<p>« Se reporter à l'annexe F... »</p>	<p>La liste de l'annexe F ne comprend pas les numériseurs, les commutateurs réseau, le SAN et les autres composants. La GRC fournira-t-elle aussi des caractéristiques pour ces composants?</p>	<p>La GRC fournira une liste des numériseurs et des caméras ainsi que de leurs caractéristiques. Le réseau, le SAN et les autres éléments d'infrastructure ont déjà été indiqués à l'annexe A. La solution du soumissionnaire doit s'intégrer à l'infrastructure de la GRC/SPC; par conséquent, aucune modification de l'infrastructure n'est acceptable. La GRC ne constate donc pas le besoin de fournir de l'information supplémentaire sur l'infrastructure.</p>	
252	Appendice A – Finché des travaux	1.9 BILINGUISME	3	<p>« Document sur les langues officielles intitulé « Lois sur les langues officielles » à l'adresse http://www.tbis-sct.gc.ca/further/thmbis/bis/bisindexofra.asp »</p>	<p>Section 1.9(3)(a) : Hyperlien vers une page sur le contenu archivé. La GRC fournira-t-elle le bon lien?</p>	<p>La GRC fournira le bon lien.</p>	
253	Appendice A – Finché des travaux	1.9 BILINGUISME	3	<p>« Document intitulé « Politique concernant l'utilisation des langues officielles sur les plateformes en ligne » à l'adresse http://www.tbis-sct.gc.ca/archives/thmbis/bis/bisindexofra.asp »</p>	<p>Section 1.9(4) : Cette note renvoie-t-elle au document numéro 22052-v-7? Il serait très utile d'inclure un numéro d'identification de document au texte de référence afin que les soumissionnaires puissent accéder au bon document.</p>	<p>Puisque cette demande de proposition compte plusieurs DCI externes du NST des SNP, l'indication d'un DCI précis n'est pas exigée. Pour obtenir la liste des DCI, consultez la section des documents portant sur la conformité.</p>	
254	Appendice A – Finché des travaux	1.9 BILINGUISME	4	<p>« ...Voir le DC externe du NST des SNP »</p>	<p>1. Voulez-vous préciser et confirmer que les formats de fichier des photos existantes de la collection de la GRC sont conformes à la norme NIST?</p> <p>2. Voulez-vous préciser et confirmer que l'enregistrement des images de visages dans le format JPEG 2000 est réservé aux images sans compression, et que les images d'objets compressés doivent demeurer dans leur format de compression.</p>	<p>L'exigence sera modifiée dans la solution de reconnaissance faciale (CRF) pour permettre la sauvegarde des photos dans un format compatible avec la norme ANSI/NIST-ITL 1-2011. Il n'est pas nécessaire de décompresser et de compresser de nouveau des photos existantes.</p>	
255	Appendice A – Finché des travaux	12.2 EXIGENCES LIÉES À LA CRF	3	<p>Le paragraphe en question dit ceci : « Avant la mise en œuvre, la CRF de l'entrepreneur doit comprendre des outils pour afficher les photos saisis, cadrer des segments de visages dans une image, redimensionner, améliorer, modifier et effectuer des recherches. De plus, il doit être possible de stocker une photo inconnue dans un référentiel de base de photos inconnues. La solution de CRF doit permettre la sauvegarde en format JPEG 2000 (sans compression). »</p> <p>Conformément à la norme ANSI/NIST-ITL 1-2011 : On peut compresser des images uniquement à partir d'une image originale sans compression. Si une image a été obtenue dans un format compressé, on ne doit pas la décompresser et la compresser de nouveau dans le même format ou un format autre. En outre, on doit sauvegarder les photos de type 3D (selon la norme NIST) dans l'un des formats suivants : 1) JPEG – JPEG ISO/IEC 10918 (avec perte de qualité) 2) JPEG – JPEG ISO/IEC 10918 (sans perte de qualité) 3) J2K – JPEG 2000 ISO/IEC 15444-1 (avec perte de qualité) 4) J2K – JPEG 2000 ISO/IEC 15444-1 (sans perte de qualité) 5) PNG – Portable Network Graphics</p>	<p>1. Voulez-vous préciser et confirmer que les formats de fichier des photos existantes de la collection de la GRC sont conformes à la norme NIST?</p> <p>2. Voulez-vous préciser et confirmer que l'enregistrement des images de visages dans le format JPEG 2000 est réservé aux images sans compression, et que les images d'objets compressés doivent demeurer dans leur format de compression.</p>	<p>L'exigence sera modifiée dans la solution de reconnaissance faciale (CRF) pour permettre la sauvegarde des photos dans un format compatible avec la norme ANSI/NIST-ITL 1-2011. Il n'est pas nécessaire de décompresser et de compresser de nouveau des photos existantes.</p>	
256	Appendice A – Finché des travaux	12.2 EXIGENCES LIÉES À LA CRF	5	<p>Le paragraphe en question dit ceci : « La CRF doit avoir été mise à l'essai à l'aide du banc d'essai Face Recognition Vendor Test du NST. »</p>	<p>La dernière évaluation à l'aide du banc d'essai du NST a été effectuée en 2013, soit il y a plus de deux ans. 1) Comment procédera-t-on à l'évaluation à l'aide du banc d'essai FRVT? Cette évaluation se limitera-t-elle uniquement à la participation?</p>	<p>L'évaluation ne vise que la participation. La technologie ne fera l'objet d'aucune évaluation. Par conséquent, les améliorations apportées aux algorithmes ne seront pas évaluées.</p>	

257	Appendice A – Enoncé des travaux	12.2 EXIGENCES LIÉES À LA CDF	2h	exécution de recherches de tatouages et de marques corporelles;	<p>S'agit-il d'une recherche de texte descriptif pour les images auxquelles est associé un tel texte (c.-à-d. données ANSI/NIST-IT 1.0.040, 10.041, 10.042 et 10.043)?</p> <p>Le document de contrôle des interfaces (DCI) du SMD portant sur le tatouage de type 10 indique que les données 10.027, 10.045 et 10.046 ne sont pas requises (numéro de document : 14226v4, p. 133 et 42562, p. 145).</p> <p>Le DCI NIST-SMP 1.7.8 (rév. 1.4) ne prend pas en charge les images SMT contenues dans l'enregistrement T-10.</p> <p>Veuillez préciser la façon dont seront exécutées les recherches de cicatrices.</p> <p>La GRC peut-elle préciser si la recherche de tatouages exigée est effectuée à l'aide d'un logiciel ou d'une technologie de reconnaissance de tatouages automatisée?</p>
258	Appendice A – Enoncé des travaux	12.2 EXIGENCES LIÉES À LA CDF	2h	Le paragraphe en question dit ceci : n. exécution de recherches de tatouages et de marques corporelles;	<p>Aucun détail n'est donné sur la manière dont la GRC fera des recherches sur les images SMT. Il s'agit d'une exigence facultative, mais la GRC doit être en mesure de fournir des images SMT. Les images SMT sont des photos SMT seront dans le système à un moment ou à un autre). On a écouté ces exigences pour s'assurer que le soumissionnaire comprend quelle sera sa responsabilité s'il faut satisfaire ultérieurement à une exigence facultative. Toute information fournie des maintenant à ce sujet sera alors déterminante. Veuillez noter que l'enregistrement de Type 2 contient des renseignements sur les cicatrices, les marques et les tatouages. Veuillez consulter les DCI.</p>
259	Appendice A – Enoncé des travaux	12.2 EXIGENCES LIÉES À LA CDF	21	1. Permet d'appuyer les marques corporelles et les tatouages dans la base de données de renseignements du SAID, dans le cas d'individus connus enregistrés dans la base de données du SAID... »	<p>La prise en charge des capacités de reconnaissance faciale (CRF) sera prévue dans le DCI NIST-SMP 1.7.8 (rév. 1.4), qui lorsque la GRC aura arrêté une date prévue de mise en œuvre.</p>
260	Appendice A – Enoncé des travaux	13.1 OBJECTIF	2	«...l'entrepreneur doit concevoir un plan de migration des données exhaustif pour toutes les données à convertir. L'entrepreneur doit soumettre une ébauche de ce plan avec sa proposition... »	<p>Une fois le contrat accordé, toutes les communications avec le fournisseur du SAID actuel seront établies par l'intermédiaire de SPAC ou de la GRC.</p> <p>La GRC estime que la section 13 définit clairement les données devant être converties. La GRC n'utilise pas le terme « base de données du système » qui emploie le soumissionnaire. Par conséquent, il n'est pas possible de répondre à la présumption de ce dernier.</p>
261	Appendice A – Enoncé des travaux	13.5 EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES VISANT LE FICHIER DES PHACES NON IDENTIFIÉES (TNI)	5 et 6	Le paragraphe en question dit ceci : particuliers) et doit être conservé en tant que tel pendant toute la durée de la vie du produit livrable.	<p>Le paragraphe 5 a été modifié et se lit maintenant comme suit : « Les données TNI appartenant à un même dossier ou à une même image (selon les particularités) doivent être regroupées. On doit conserver la première image (la plus ancienne) de l'entrée TNI figurant en double dans le dossier.</p>
262	Appendice A – Enoncé des travaux	14.1 OBJECTIF 15.2 LIÈRE ET ÉTABLISSEMENT DU CALENDRIER DES PRODUITS LIVRABLES – DCS	1	Tableau 1 : Calendrier des produits livrables	<p>Un exemple de référence aux documents DCS (c.-à-d. document sur la conception du système (DCS)) a été ajouté au paragraphe 1 de la section 14.1.</p> <p>Le terme « document de conception » a été supprimé de la section 15.2. Produire livrable 8 – DCS.</p> <p>Le terme « document de conception » est utilisé dans la section 14.1 pour indiquer qu'aucune restriction ne s'applique quant au nombre de documents de conception que le soumissionnaire souhaite inclure dans la proposition en vue d'expliquer la solution, de respecter les exigences obligatoires ou de maximiser le nombre de points dans l'évaluation. On exige au moins une version préliminaire du DCS afin d'obtenir un minimum d'information pour l'évaluation et s'assurer que la proposition du soumissionnaire s'intègre à l'EFG de la GRC (p.ex. réseau, réseau de stockage, etc.). La version préliminaire du DCS fournie dans le cadre de la proposition doit être mise à jour une fois le contrat accordé afin que l'intégration à l'EFG de la GRC soit bien définie.</p> <p>En outre, tout comme pour la section 14.1, les termes génériques « conception de système » et « conception des logiciels » sont utilisés dans le document Fichier joint 2 à l'annexe H, Tableaux de présentation et d'évaluation pour les propositions techniques pour indiquer les documents de conception que le soumissionnaire souhaite inclure dans sa proposition pour multiplier ses chances d'obtenir le plus de points possible.</p> <p>La description des produits livrables du DCS tient compte du contenu de la version finale du produit livrable. Les exigences de la proposition doivent être conformes à la version finale du produit livrable. Le soumissionnaire doit, dans sa proposition, par exemple les résultats des essais et l'intégration, l'ont pas besoin de figurer dans la proposition.</p>
263	Appendice A – Enoncé des travaux	15.1 APRECU			
264	Appendice A – Enoncé des travaux	15.2 LIÈRE ET ÉTABLISSEMENT DU CALENDRIER DES PRODUITS LIVRABLES	5	Tableau 1 : Calendrier des produits livrables	<p>La GRC acceptera-t-elle l'utilisation des applications Microsoft Office version 2013 ou 2016 si elles sont rétrocompatibles avec la version 2010?</p> <p>La GRC Bonnera-t-elle accès à son processus de gestion des changements afin que l'entrepreneur puisse accéder au contenu nécessaire au processus RFC/PA du contrat?</p>

265	Appendice A – Finoncé des travaux	15.2 L'ILE ET ETABLISSEMENT DU CALENDRIER DES PRODUITS LIVRABLES	Tableau 1 : Calendrier des produits livrables	No 4		<p>La DED AT-01 correspond à la matrice de traçabilité des exigences (MTE) et doit être fournie avec la soumission de la proposition du soumissionnaire. La description du produit livrable de la DED AT-01, figurant à la page 83, va à l'encontre de celle du produit livrable de la MTE, puisqu'elle s'applique à des essais d'acceptation ou à un plan d'essais d'acceptation, lesquels n'apparaissent pas dans le tableau 1.</p> <p>SPAC peut-il revoir la description fournie à la page 83 pour le produit livrable de la MTE de la DED AT-01?</p> <p>Selon la DED AT-01, le produit livrable 4 correspond aux essais d'acceptation – REA. En plus des précisions fournies sur les divergences constatées avec la MTE (décrites plus haut), on ne sait trop en quoi cette DED diffère de la DED AT-03 (plan d'essais d'acceptation sur place).</p> <p>SPAC peut-il préciser en quoi consiste cette différence?</p>	<p>Une fois le contrat accordé, la MTE sera utilisée aux fins des essais d'acceptation. Puisque la MTE soumise dans le cadre de la proposition indique la façon dont la solution du soumissionnaire satisfait à l'exigence, certaines de ses parties seront utilisées pour les activités du PEAP. Par conséquent, la MTE de la proposition s'applique pour l'évaluer la conformité du soumissionnaire aux exigences. En faisant référence à la DED AT-01, on s'assure que le soumissionnaire comprend bien le contenu de la MTE sans qu'il soit nécessaire de répéter la définition dans son intégralité, et qu'il comprend aussi que cette MTE sera utilisée dans le PEAP. Ce double objectif lié aux produits livrables ou à des parties de produits livrables est parfois difficile à décrire. Le but de certains produits livrables de la proposition consiste à fournir des versions préliminaires des produits livrables ou de certaines parties de produits livrables dans le double objectif de permettre au soumissionnaire d'expliquer en quoi sa solution respecte les exigences et d'utiliser les documents de la soumission de la proposition dans la version finale.</p> <p>Le PEAP vise la partie de la solution qui est mise à l'essai à partir d'un même site avant la version finale. Le PEAP vise la partie de la solution qui est mise à l'essai à partir d'un même site ou entre des sites. Les objectifs d'essais de la solution sont les suivants. Toutefois, le PEAP vise principalement les éléments même site/inter-site de la solution qu'on entend par la MTE.</p> <p>Veuillez noter que le paragraphe 2 de la section 15.2 indique que la DED correspond aux descriptions détaillées de chaque produit livrable qui figurent sous le tableau de la présente section. L'entrepreneur peut combiner les produits livrables communs de chaque élément clé dans un seul document, afin de réduire au minimum la répétition. Dans un tel cas, il doit indiquer chaque élément clé dans une section séparée de manière à ce qu'il soit facile de l'examiner et de le mettre à jour, de même qu'il établit une corrélation entre l'élément et la proposition financière de l'entrepreneur.</p> <p>Par conséquent, si le soumissionnaire respecte les exigences de plusieurs produits livrables dans un même produit livrable, la GRC pourrait l'accepter. Par exemple, les renseignements contenus dans ces documents sont utilisés par la GRC pour faire appel à Services partagés Canada et à d'autres groupes de la GRC pour l'exécution des travaux requis (par ex., connexion au réseau, espace de stockage, écriture mineur des données intentionnelles). Par conséquent, les renseignements voulus doivent être facilement accessibles dans le produit livrable intentionnel.</p> <p>La DED AT-02 a été ajoutée au calendrier des produits livrables.</p>
266	Appendice A – Finoncé des travaux	15.2 L'ILE ET ETABLISSEMENT DU CALENDRIER DES PRODUITS LIVRABLES	PRODUIT LIVRABLE 4 – PEAP				
267	Appendice A – Finoncé des travaux	15.2 L'ILE ET ETABLISSEMENT DU CALENDRIER DES PRODUITS LIVRABLES	PRODUIT LIVRABLES – REA				<p>Selon la DED AT-02, le produit livrable 5 correspond aux essais d'acceptation – REA. Cette DED ne figure pas dans le tableau 1 de la page 71. En outre, la norme procure les avantages suivants : On ne sait trop en quoi cette DED diffère de la DED AT-04 (Rapport sur les essais d'acceptation sur place) décrite à la page 97.</p> <p>SPAC peut-il préciser si la DED AT-02 reproduit les données de la DED AT-04. Sinon, qu'elles en sont les différences? Si la DED AT-02 est requise, peut-on inclure le produit livrable dans le tableau 1?</p>
268	Appendice A – Finoncé des travaux	2.1 GÉNÉRALITÉS		4.a.ii		<p>Le Système d'accès régional au Système automatisé d'identification dactyloscopique SARSAID (SARSAID) est un système automatisé d'identification dactyloscopique qui permet de traiter les empreintes latentes vers l'ITR, conformément au DCI NST-SNP. Ces images sont traitées avec le SAID par des analystes des empreintes latentes spécialisés en enquêtes ou des empreintes sont relayées sur les lieux du crime. Semblables aux appareils CardScan, les appareils du SARSAID peuvent aussi être utilisés pour faire des recherches de casiers judiciaires à partir des empreintes digitales d'une personne et pour récupérer des renseignements sur les empreintes digitales ou le casier judiciaire, conformément au DCI NST-SNP.</p>	<p>SARSAID : Je confirme que les soumissions au SARSAID contiennent uniquement des preuves ou des images d'empreintes latentes sans aucun encodage?</p> <p>SARSAID : 1) Comment traite-t-on les soumissions provenant de SARSAID? 2) Les empreintes latentes fournies dans SARSAID comportent-elles un encodage ou une preuve? 3) Pouvez-vous fournir un flux des travaux détaillé en indiquant le traitement dans chaque sous-système?</p>
269	Appendice A – Finoncé des travaux	2.1 GÉNÉRALITÉS		4.b.ii		<p>Le système EIMO (Electronic Maintenance Monitoring Operations) est le système de gestion des dossiers d'empreintes latentes de la GRC qui fonctionne de façon interactive avec le serveur NST des SNP pour prendre en charge les soumissions d'empreintes latentes au SARSAID. L'IU d'EIMO fonctionne sur le poste de travail ROSS de la GRC/Services partagés Canada avec accès à la base de données EIMO sur un serveur SQL des mêmes services. Le serveur NST des SNP est un serveur dédié qui héberge le serveur NST des SNP ou le SAID est habituellement qualifié de traitement centralisé d'empreintes latentes, étant donné que l'analyse des empreintes est exécutée de façon centralisée au siège de la GRC.</p>	<p>Le document Pince jointe B à l'annexe A (requête détaillée au SAID) décrit le processus centralisé des empreintes latentes à l'âge d'un exemple détaillé et d'un texte descriptif qui explique le flux de travaux centralisés des empreintes latentes. Il n'est pas utile de répéter ce processus aux présentes. La GRC estime que ce processus est complexe et qu'il est préférable de le décrire dans l'annexe A. Par conséquent, l'entrepreneur est encouragé à consulter pour connaître le traitement des soumissions dans SARSAID/CLC.</p> <p>Les empreintes latentes soumissionnées dans SARSAID/CLC ne sont pas encodées. La GRC n'est pas certaine de comprendre ce qu'on entend par « preuve ».</p>
270	Appendice A – Finoncé des travaux	2.1 GÉNÉRALITÉS		4.c.viii		<p>Les points de travail SAID utilisent des appareils photo pour numériser les numéros de contrôle de document (DCN) et les numéros d'identification de document (DOCID) permettant de récupérer et de certifier une soumission sur papier.</p>	<p>Le document Pince jointe B à l'annexe A (requête détaillée au SAID) décrit le processus centralisé des empreintes latentes à l'âge d'un exemple détaillé et d'un texte descriptif qui explique le flux de travaux centralisés des empreintes latentes. Il n'est pas utile de répéter ce processus aux présentes. La GRC estime que ce processus est complexe et qu'il est préférable de le décrire dans l'annexe A. L'entrepreneur est encouragé à consulter pour connaître le traitement des soumissions dans SARSAID/CLC.</p> <p>Nom. Cette exigence renvoie à des appareils photo utilisés pour la certification des documents sur papier.</p>
271	Appendice A – Finoncé des travaux	3.2 ÉLÉMENTS CLÉS À L'IVER		5		<p>Le paragraphe en question dit ceci : Tous les coûts associés à des serveurs supplémentaires et la mise à niveau des serveurs ou des postes de travail EFG pour satisfaire aux exigences techniques, fonctionnelles ou de performance du présent EDT relèveront exclusivement de l'entrepreneur et doivent être mentionnés dans la proposition de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit également expliquer comment l'EFG sera utilisé de concert avec ses composantes. La GRC doit approuver toute modification ou mise à niveau apportée à toute composante EFG. Tous les serveurs et postes de travail EFG doivent être utilisés conformément aux exigences techniques et fonctionnelles de la proposition sera jugée non conforme. Toute modification proposée doit être soumise aux fins d'approbation avant la date de clôture de la présente DDP.</p>	<p>La GRC peut le confirmer.</p>

[illegible]

301	Lettre d'intérêt	7.1.2 Autorisation de tâches		b.1	Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du formulaire « Autorisation de tâches » figurant à l'appendice ____.	Le formulaire « Autorisation des tâches » est l'appendice D.	La DDP a été corrigée.
302	Lettre d'intérêt	7.1.2 Autorisation de tâches		b.3	L'entrepreneur doit fournir au responsable technique, dans les ____ jours civils suivant la date et d'un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat de l'ASD (https://achats.ontario.ca/politiques-et-conditions-uniformisees) les coûts, détaillés conformément à la base de paiement précisée au contrat.	Veuillez préciser le nombre de jours civils.	La DDP a été corrigée. Le nombre de jours civils sera de 10.
303	Lettre d'intérêt	7.1.2 Autorisation de tâches		b.3	L'entrepreneur doit fournir au responsable technique, dans les ____ jours civils suivant sa réception, le coût estimatif total proposé pour l'exécution du travail et une répartition des coûts, détaillée conformément à la base de paiement précisée au contrat.	Nous suggérons d'ajouter les mots « appendice B » à la base de paiement.	Le texte de la DDP est conforme au modèle préapprouvé de TP5GC.
304	Lettre d'intérêt	7.1.0 Ordre de priorité des documents			(a) les articles de la convention;	Veuillez confirmer si le terme « articles de la convention » désigne bien le « contrat ». Dans l'affirmative, nous demandons respectueusement d'utiliser le terme « contrat » ici, car ce dernier est employé dans tout le reste de la DDP.	Cette clause est conforme au modèle préapprouvé de TP5GC.
305	Lettre d'intérêt	7.1.0 Ordre de priorité des documents			(b) les articles de la convention;	La GRC fournira « elle-même » une copie du contrat au moment de la publication officielle de la DDP?	Le contrat figurera à la section 7.
306	Lettre d'intérêt	7.2. Clauses et conditions uniformisées			Toutes les clauses et les conditions indiquées dans le contrat à l'aide d'un numéro, d'une date et d'un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat de l'ASD (https://achats.ontario.ca/politiques-et-conditions-uniformisees) et les clauses et conditions uniformisées de l'ASD (https://achats.ontario.ca/politiques-et-conditions-uniformisees).	Le lien vers le « Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat » n'est pas valide.	Le lien est exact et fonctionne parfaitement. Vous trouverez également ce guide sur le site Web Achatsontario.gc.ca.
307	Lettre d'intérêt	7.2.2 Clause du Guide des CCUA (3002C (2008-05-12)).			7.2.2 Clause (3002D) du Guide des CCUA (2008/05/12) L'entrepreneur détient les DPI:	Nous suggérons d'en faire un titre plutôt qu'une phrase dans l'en-tête.	Noté.
308	Lettre d'intérêt	7.2.4 Exigences relatives à la sécurité			Aucun droit explicite attribué au Canada par licence	Nous suggérons que la première phrase soit reformulée de la façon suivante par souci de clarté : « L'entrepreneur doit obtenir de son ou de ses employé(s) et/ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgence, figurant à l'appendice E, remplie et signée. L'autorité contractante doit avoir ces formulaires en main avant qu'on donne accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux à ou aux employé(s) ou sous-traitant(s). »	Le texte de la DDP est conforme au modèle préapprouvé de TP5GC.
309	Lettre d'intérêt	7.3 Exigences relatives à la sécurité			L'exigence de sécurité (la IVERS et les clauses connexes) suivante s'applique au contrat et en fait partie intégrante : « L'entrepreneur doit obtenir de son ou de ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgence, figurant à l'appendice E, remplie et signée, et l'envoyer à l'autorité contractante avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.	La IVERS et les clauses connexes semblent avoir été omises ici. Veuillez les fournir.	La DDP a été corrigée.
310	Lettre d'intérêt	7.6 Paiement		7.6.2.1	« L'entrepreneur doit obtenir de son ou de ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgence, figurant à l'appendice E, remplie et signée, et l'envoyer à l'autorité contractante avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.	Il est entendu que la solution de renouvellement du SAID sera fournie suivant un mode de réalisation d'autorisation de tâches. Malgré le fait que, dans sa version préliminaire, la DDP contienne un formulaire d'autorisation des tâches à l'appendice D, ce formulaire n'est qu'un modèle. Le calendrier des étapes proposé par TP5GC est inconnu et les soumissionnaires ne seront pas en mesure de répondre. Nous recommandons que TP5GC remplace le paragraphe en question par le texte suivant : « L'entrepreneur doit fournir la version définitive de la DDP pour permettre aux soumissionnaires de fournir les renseignements demandés.	Il semble qu'il y ait méprise de la part du soumissionnaire. Il est entendu que la solution de renouvellement ne sera pas fournie suivant un mode de réalisation d'autorisation de tâches. Sauf indication contraire (p. ex., reconnaissance faciale), les livrables indiqués dans l'énoncé des travaux de renouvellement du SAID et dans les documents qui l'accompagnent doivent être compris dans le lot que soumet le soumissionnaire dans sa proposition de livrer la solution de renouvellement entière. La base de paiement indique quels tableaux le soumissionnaire doit remplir pour évaluer le prix total de la soumission.
311	Lettre d'intérêt	7.6.1 Base de paiement			« L'entrepreneur doit obtenir de son ou de ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgence, figurant à l'appendice E, remplie et signée, et l'envoyer à l'autorité contractante avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.	Des autorisations de tâches seront employées le cas échéant afin d'apporter les modifications découlant de changements juridiques ayant des répercussions sur le traitement des empreintes digitales de la GRC ou pour offrir de nouvelles fonctions afin de suivre l'évolution des besoins de la GRC compte tenu du fait que le répertoire national des empreintes digitales du Canada continuera d'évoluer tout au long de la durée de vie du contrat. On prévoit avoir recours aux autorisations de tâches uniquement après la mise en œuvre réussie dans l'environnement de production de la solution complète décrite dans l'énoncé des travaux de renouvellement du SAID et dans ses documents d'accompagnement.	Les tableaux de la base de paiement seront réévalués et TP5GC ou la GRC veillera à ce qu'ils soient clairs et en parfaite concordance avec l'annexe H.

312	Lettre d'intérêt	7.6.1. Base de paiement			Commentaire n° 3	<p>Tableau 22 Prix unitaire ferme pour le matériel du transcodeur : Ce tableau servira à établir les coûts liés à tous les composants matériels nécessaires pour fournir la capacité de transcodage dans tous les environnements de la GRC dans le cadre de la solution de renouvellement du SAID. Il comprendrait les nouveaux composants matériels de même que les composants matériels de l'équipement fournis par le gouvernement (EFG).</p> <p>Tableau 23 Prix unitaire ferme pour le matériel du sous-système de vérification : Ce tableau servira à établir les coûts liés à tous les composants matériels nécessaires pour fournir la capacité de sous-système de vérification dans tous les environnements de la GRC dans le cadre de la solution de renouvellement du SAID. Il comprendrait les nouveaux composants matériels de même que les mises à niveau des composants matériels de l'EFG.</p> <p>Tableau 3-1 Prix unitaire ferme pour le logiciel du fournisseur du SAID : Ce tableau servira à établir les coûts associés à tous les composants logiciels du fournisseur nécessaires pour fournir la capacité de transcodage dans tous les environnements de la GRC dans le cadre de la solution de renouvellement du SAID.</p> <p>Tableau 3-2 Prix unitaire ferme pour le logiciel du fournisseur du sous-système de vérification : Ce tableau servira à établir les coûts associés à tous les composants logiciels du fournisseur nécessaires pour fournir la capacité de transcodage dans tous les environnements de la GRC dans le cadre de la solution de renouvellement du SAID.</p> <p>Tableau 3-3 Prix unitaire ferme pour le logiciel du fournisseur du sous-système de vérification : Ce tableau servira à établir les coûts associés à tous les composants logiciels du fournisseur nécessaires pour fournir la capacité de transcodage dans tous les environnements de la GRC dans le cadre de la solution de renouvellement du SAID.</p> <p>Tableau 4-1 Prix unitaire ferme pour le logiciel tiers du SAID : Ce tableau servira à établir les coûts liés à tous les services de main-d'œuvre requis pour fournir la capacité de SGDEL dans le cadre de la solution de renouvellement du SAID et comprendrait tous les services d'ingénierie, de personnalisation, d'intégration, d'installation, d'essai et de gestion de projet.</p> <p>Tableau 2-1 Prix unitaire ferme pour le matériel du SGDEL : Ce tableau servira à établir les coûts liés à tous les composants matériels nécessaires pour fournir la capacité de SGDEL dans tous les environnements de la GRC dans le cadre de la solution de renouvellement du SAID. Il comprendrait les nouveaux composants matériels de même que les mises à niveau des composants matériels de l'équipement fournis par le gouvernement (EFG).</p> <p>Tableau 4-1 Prix unitaire ferme pour le logiciel du fournisseur du SGDEL : Ce tableau servira à établir les coûts associés à tous les composants du</p>	<p>Voir ci-dessus. La base de paiement sera modifiée.</p>
313	Lettre d'intérêt	7.6.1. Base de paiement			Commentaire n° 4	<p>Tableau 6-1 Prix de lot ferme pour les services de SGDEL : Ce tableau servira à établir les coûts liés à tous les services de main-d'œuvre requis pour fournir la capacité de SGDEL dans le cadre de la solution de renouvellement du SAID et comprendrait tous les services d'ingénierie, de personnalisation, d'intégration, d'installation, d'essai et de gestion de projet.</p>	<p>Voir ci-dessus. La base de paiement sera modifiée.</p>

314	Lettre d'intérêt	7.6.1 Base de paiement			Remarque n° 5	Seule la cellule ci-dessous Tableau 14-2 Prix de lot ferme pour la conversion des données Transcodor -Ce tableau précisera les coûts associés à la conversion des enregistrements de la base de données Transcodor existants en vue de la migration vers la nouvelle solution de renouvellement du SAID. Tableau 14-3 Prix de lot ferme pour la conversion des données SSV -Ce tableau précisera les coûts associés à la conversion des enregistrements de la base de données SSV existants en vue de la migration vers la nouvelle solution de renouvellement du SAID. Tableau 14-4 Prix de lot ferme pour la conversion des données du SODEL -Ce tableau précisera les coûts associés à la conversion des enregistrements de la base de données EIMO existants en vue de la migration vers la nouvelle solution de renouvellement du SAID. Tableau 15-1 Prix de lot ferme pour le logiciel et les services optionnels du fournisseur pour prendre en charge une capacité de recherche accrue des données -Ce tableau sera le même que celui déjà présenté à l'appendice B. Tableau 15-1 Prix unitaire ferme pour le matériel pour prendre en charge une capacité de recherche accrue des données DD optionnelle : Ce tableau sera le même que celui déjà présenté à l'appendice B. Tableau 17-1 Prix unitaire ferme pour un logiciel de tiers optionnel pour prendre en charge une capacité de recherche accrue des données DD : Ce tableau sera le même que celui déjà présenté à l'appendice B. Tableau 18-1 Prix de lot ferme pour une installation supplémentaire optionnelle de Transcodor : Ce tableau sera le même que celui déjà présenté à l'appendice B. Tableau 19-1 Tarif journalier ferme pour besoins optionnels : Ce tableau sera le même que celui déjà présenté à l'appendice B. Tableau 20-1 Majoration ferme pour besoins optionnels : Ce tableau sera le même que celui déjà présenté à l'appendice B.	Le formulaire peut être rempli en ligne, mais doit être imprimé et signé. Une copie numérisée peut être émise ultérieurement par courriel.
315	Lettre d'intérêt	7.6.2.1 Paiements d'étape	Al.b)		a. une demande de paiement exacte et complète est présentée en utilisant le formulaire de paiement PWMSGC-1111 et le formulaire de demande de paiement PWMSGC-1112, tous deux disponibles sur le site Web de l'emploi et du développement social Canada (EDSC) – Travail. b. toutes les attestations demandées sur le formulaire PWMSGC-1111 ont été signées (à déterminer)	Le formulaire peut être rempli en ligne, mais doit être imprimé et signé. Une copie numérisée peut être émise ultérieurement par courriel.	
316	Lettre d'intérêt	APPENDICE C LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ				Une liste de vérification sera incluse dans la version finale de la DDP.	
317	Lettre d'intérêt	PIÈCE JOINTÉ 1 DE LA PARTIE 5, ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT			Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web de l'emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.	L'hypertexte est présent. Il sera actif dans la DDP finale.	
318	Lettre d'intérêt	PIÈCE JOINTÉ 2 DE LA PARTIE 5, ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	1		La section en question est de cet ordre : a) Le principal soumissionnaire doit être le fabricant d'équipement d'origine (FEO) de chaque composant du matériel proposé dans le cadre de cette proposition et tenu de remettre l'attestation ci-dessous. b) Aux fins de cette demande de soumissions, Éditeur de logiciel signifie toute partie qui définit les droits de propriété intellectuelle du logiciel commercial SAID dont la licence sera fournie.	Les modalités et conditions seront mises à jour. (a) Le principal soumissionnaire doit être l'éditeur du logiciel commercial SAID proposé dans le cadre de cette proposition ou avoir, grâce à une société affiliée de propriété commune, des droits équivalents relativement au logiciel commercial SAID.	
319	Lettre d'intérêt	PIÈCE JOINTÉ 2 DE LA PARTIE 5, ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	2		La section en question est de cet ordre : a) Tout soumissionnaire qui n'est pas le fabricant d'équipement d'origine (FEO) de chaque composant du matériel proposé dans le cadre de cette proposition est tenu de remettre l'attestation ci-dessous. b) ...pour chaque composant du matériel proposé dans le cadre de cette proposition.	Un formulaire d'attestation n'est pas requis pour la réalisation de composants de l'EFG fourni par la GRC.	
320	Lettre d'intérêt	PIÈCE JOINTÉ 2 DE LA PARTIE 5, ATTESTATIONS EXIGÉES			Est-ce qu'un formulaire d'attestation précis sera fourni à cet égard?	Cette information sera fournie dans la version finale de la DDP.	

327	Lettre d'intérêt	Section 1 : Submission technique						À des fins de clarté, pouvons-nous respectueusement suggérer d'écrire au long les abréviations, initiales et acronymes lors de leur première mention?	Noté.
328	DCI NIST S&P Version 1.7.7 Rév. F	REGISTRE DES MODIFICATIONS						Quel(s) gl(s)é(s)é(s) : Pouvez-vous fournir un « Registre des modifications » entre S&P-NIST-DCI 1.7.7 E2 et S&P-NIST-DCI 1.7.7 F? O2. Pouvez-vous fournir de l'information sur les modifications apportées dans les versions WM4444, W19145 et RC1432?	La section « Registre des modifications » répond aux besoins internes de la GRC. La lecture des documents constituant le DDP de renouvellement du S&P représente l'ensemble des exigences. Comparer à une version précédente peut porter à confusion ou à un malentendu. Le soumissionnaire peut comparer avec le document S&P-NIST-DCI 1.7.7 E2 déjà publié s'il désire le faire. Les numéros de lot (ont des numéros de traçabilité internes de la GRC. Toute modification aux documents internes de la GRC sera reflétée dans la DCI.
329	DCI NIST S&P Version 1.7.8	1.1 Contenu						« Au premier plan, dans la DCI NIST S&P Version 1.7.7 E2, il n'y a pas de marquage des données qui permettrait l'identification ou la récupération des fichiers CFC comme dans le cas de ces types de transactions : réponse à la transaction de recherche de cadastre (SRE), demandes d'image (IRQ) et réponse à la transaction de demandes d'image (IRR). Ce document mis à jour sera désigné comme la Version 1.7.8 Révision 1.3 du S&P-NIST-DCI et permettra aux agences de mettre à jour les définitions des balises pour ces trois types de transactions afin de recevoir ou de récupérer électroniquement l'information relative aux transactions. Les agences de la GRC doivent continuer à fournir les données par cette-ci continuant d'utiliser le document DCI NIST S&P Version 1.7.7 E2. »	la référence à la révision 1.3 sera corrigée. Le soumissionnaire semble vouloir que la GRC commente une hypothèse / un énoncé à propos de la version 1.7.7 DCI qui a été publiée. La GRC désire s'assurer qu'il n'y a pas de confusion pour qui que ce soit qui lit ces questions et réponses. Le document S&P-NIST-DCI 1.7.7 E2 a été publié.
330	DCI NIST S&P Version 1.7.8	1.2 Objectifs						« Cette spécification mise à jour continue de respecter sur les balises et les définitions de transaction déjà incluses dans le document DCI NIST S&P 1.7.7 E2 et l'extension de NIST S&P 1.7.8 (un addenda au document DCI NIST S&P 1.7.7) pour les transactions de recherche de cadastre / empreinte palmaire et de demande d'image. »	Ce paragraphe vise à refléter que cette DCI a été élaborée à partir des DCI précédentes identifiées dans le paragraphe, par conséquent, aucune correction, ajoutement ou nettoyage de la DCI précédente n'a été effectué.
331	DCI NIST S&P Version 1.7.8	1.2 Objectifs						« Les fournisseurs doivent continuer à se fier au document DCI NIST S&P 1.7.7 E2 pour les opérations de recherche de cadastre. »	Les opérations latentes n'ont pas été incluses dans la version précédente, DCI 1.7.8, ni dans cette révision 1.4 du document DCI 1.7.8. Les opérations latentes (p.ex. LRS) sont incluses dans la version DCI 1.7.7.
332	DCI NIST S&P Version 1.7.8	1.3 Situation actuelle						« La GRC a mis en œuvre un nouveau serveur de flux des travaux pour le SAID et le NIST avec un système intégré modernisé appelé PTR. Ce document prend en charge les transactions de recherche de cadastre / empreinte palmaire et de demande d'image. Pour la création et la transaction de transactions latentes, vous devriez vous référer au document DCI NIST S&P 1.7.7 E2. Avec la publication de cette spécification, les fournisseurs de transactions de recherche de cadastre / empreinte palmaire et de demande d'image devraient utiliser les transactions 1.7.8. »	C'est la formulation qui était dans les versions précédentes de la DCI externe depuis un certain temps et qui a été reprise. Ce sera reformulé puisque l'énoncé peut porter à confusion.
333	DCI NIST S&P Version 1.7.8	REGISTRE DES MODIFICATIONS						Quel(s) gl(s)é(s)é(s)é(s) : Est-ce que la GRC peut fournir un « Registre des modifications » entre S&P-NIST-DCI 1.7.8 Rév. 1.3 et S&P-NIST-DCI 1.7.8 Rév. 1.4?	La section « Registre des modifications » répond aux besoins internes de la GRC. La lecture des documents constituant le DDP de renouvellement du S&P représente l'ensemble des exigences. Inclure des comparaisons à une version précédente peut porter à confusion ou à un malentendu. Le soumissionnaire peut comparer avec la version révisée 1.3 déjà publiée s'il le désire.